

N°406 - novembre  
2012 - 4,60€ - 7 FS

# silence

écologie • alternatives • non-violence

**Commerce équitable**  
D'autres approches sont possibles

**Les Compostiers**  
Pour rendre la ville fertile



**Gaz de  
schistes**

**Non à la fuite en avant !**

# 3 Questions à...

**Jean-Paul Nunez,**  
du collectif *Imposons-nous*.

## La politique d'expulsion des migrants en situation irrégulière et des réfugiés a-t-elle changé depuis l'arrivée du gouvernement socialiste ? Qu'en est-il des centres de rétention ?

La loi n'a pas changé. Les aménagements par circulaire (enfants et roms, etc.) ne sont que des paravents qui cachent la continuité des pratiques policières à l'égard des étrangers. Il faut le dire : la pire des politiques conduites à l'encontre des étrangers sous la Vème république (celle élaborée sous Sarkozy) est toujours en vigueur six mois après le changement de régime.

Mais ne soyons pas dupes : il ne peut pas en être autrement car aujourd'hui les mesures s'élaborent au niveau européen et les maîtres mots de ces mesures sont : contrôles, interpellations, rétentions et expulsions. Aucun gouvernement européen, quelle que soit sa couleur politique n'aura des largesses avec sa politique d'immigration. Au contraire, tous sans exception participeront à la bataille de « sécurisation » des frontières en donnant des moyens militaires à l'agence Frontex<sup>(1)</sup> afin de faire la guerre aux « gueux » qui veulent arriver à se glisser dans

notre « forteresse ». Cela se poursuivra sur nos territoires avec des mesures coercitives.

Nous avons eu tout l'été des cas dramatiques qui ont été dénoncés. Signalons simplement le cas de Marseille où une femme de 39 ans placée à l'isolement et particulièrement maltraitée se retrouve à l'hôpital entre la vie et la mort...

Certains diront « oui mais il faut un peu de temps... les enfants ne vont plus en rétention » ; Sans parler du cas exceptionnel de Mayotte où un nourrisson est mort, en métropole, la circulaire laisse le choix : ou expulsion volontaire ou rétention. Et on assiste désormais à un certain nombre de séparations de familles... Comme cette Capverdienne, fin septembre, arrêtée et placée en rétention... son enfant de 5 ans chez la nounou. C'est honteux.

## Vous proposez une action fiscale pour cesser de coopérer avec les expulsions. De quoi s'agit-il ? Quelles initiatives cette action permet-elle de soutenir ?

Il y a quelque chose d'hypocrite et d'incohérent à protester et se battre hier pour se mettre à accepter et coopérer aujourd'hui. En l'attente de ces changements, nous n'avons donc pas d'autre choix que la non-coopération, voire la désobéissance.

Les actions que nous ferons demain en tant que citoyens ou au sein du mouvement associatif, l'action constante dans la durée des cercles de silence, la campagne « imposons-nous » ([www.imposons-nous.org](http://www.imposons-nous.org)), font partie de ces actes qui revendiquent que la politique d'expulsion des étrangers ne peut pas être menée ni en notre nom ni avec notre argent. La campagne [www.imposons-nous.org](http://www.imposons-nous.org) part du principe que chaque citoyen, en payant ses impôts, contribue à hauteur de 26 € au financement de la politique répressive d'immigration. Appel est donc fait

## Le mois de LASSERPE

### EMMANUEL VALLS AIME LA CORRIDA



### L'EUROPE SAUVÉE POUR LA ÉNIÈME FOIS



### APRÈS LES ROMS, LE GOUVERNEMENT S'ATTAQUERA AU CHÔMAGE



## quoi de neuf ?

### N°400 Offrez le livre



Vous avez aimé le numéro 400 sur les 600 dates de l'écologie ?

Vous pouvez l'offrir sous forme de livre. Celui-ci, avec une couverture plus rigide, est disponible contre 12 € + 4 € de port. Frais de port offerts à partir de cinq exemplaires.

### Offrez un cadeau qui a du sens !

La pression sociale et commerciale est telle en fin d'année que les cadeaux gadgets qui ne servent jamais sont de plus en plus nombreux.

Plutôt que de sombrer dans cette marée de l'inutilité, vous pouvez faire le choix d'un cadeau qui dure et qui informe : **un abonnement à la revue.**

Vous pouvez en effet régler l'abonnement pour une autre personne. Vous pouvez aussi profiter de notre offre permanente : pour 100 €, vous abonnez cinq personnes de votre choix pour six mois et votre propre abonnement est prolongé gratuitement d'un an.

Si vous désirez que vos amis reçoivent le numéro de janvier qui arrive dans les boîtes aux lettres à partir du 23 décembre, il faut nous envoyer leurs coordonnées et le règlement avant le **3 décembre.**

### Des alternatives au racisme

En vue de la réalisation d'un prochain dossier de la revue (en avril 2013), nous cherchons des témoignages concernant des actions menées pour lutter contre le racisme. Nous ne cherchons pas des comptes-rendus de manifestation, mais des actions originales dans la vie au quotidien, en collectif... Pour préciser notre demande, voici ce que nous avons déjà repéré : action de recouvrement à la peinture des slogans racistes en plein jour pour provoquer le débat ; fête de la soupe dans un quartier ; intervention d'une ludothèque dans une usine où le communautarisme était prononcé pour que tout le monde découvre ensemble des jeux de coopération... Merci de votre participation.

aux citoyens à refuser de donner cette somme à l'État. En la retirant symboliquement des impôts grâce à la déduction fiscale accordée dans le cadre d'un don et en versant 39 € à un fonds de solidarité dédié au financement de projets associatifs.

### Quels changements seraient nécessaires pour une politique d'accueil digne de ce nom ?

Restons cohérents : pour nous, le seul changement acceptable ne consiste pas à voir des circulaires « améliorer » un système. Par contre, c'est celui qui va mettre en place un ajournement provisoire, une sorte de moratoire, qui aboutisse à très court terme à la suppression des zones de rétention et de détention des migrants, à un arrêt définitif des expulsions forcées, à un démantèlement des dispositifs et des outils qui maltraitent au quotidien en notre nom et avec notre argent.

Récemment, la Ministre de la Justice a envisagé et demandé que tous les condamnés à des peines de prison de moins de 6 mois soient mis dehors (afin de résoudre le surpeuplement carcéral entre autre). Elle reprend une proposition du candidat Hollande qui souhaite une alternative à l'enfermement carcéral pour les « petites peines »... Il serait extraordinaire que les gens qui n'ont commis aucun délit (le séjour irrégulier n'en est plus un) restent enfermés 45 jours dans des Centres de rétention administratif... Il faut aussi une alternative à cet enfermement là. La rétention doit cesser et rejoindre le musée des horreurs de l'humanité. Là est le premier pas... ■

> **Imposons-nous** ! Campagne de don pour déduction d'impôts : *Les Partageux*, BP 90120, 75921 Paris Cedex 19. Site : [www.imposons-nous.org](http://www.imposons-nous.org).

(1) Agence européenne des frontières organisant la « coopération » des Etats membres pour la surveillance des frontières extérieures européennes, mise en place en 2004 par l'Union Européenne.

# SOMMAIRE

## édito / dossier du mois

**Gaz de schistes, non à la fuite en avant ! 4 à 19**



## Agriculture biologique

**Comment sortir de la logique du supermarché ?**

*Entretien avec Philippe Baqué* **32**



## Déchets

**Les Compostiers, pour rendre la ville fertile!**

*Gaëlle Ronsin et Guillaume Gamblin* **33**



## Commerce équitable

**D'autres approches sont possibles**

*Entretien avec la fédération Minga* **36**



## Crise du livre

**Trois éditeurs indépendants témoignent**

*Béatrice Blondeau et Jean-Marc Luquet* **38**



## Photos

**Jouets-vous ? L'exposition qui se joue des clichés ! 48**



### DISCRIMINATION RACIALE CHEZ IKÉA



### UN OBSERVATOIRE DE LA VIOLENCE À L'ÉCOLE



# brèves

- |  |  |
|--|--|
| 20 Vélo  | 26 Énergie   |
| 20 Décroissance/Transition   | 26 Climat  |
| 21 Martine Lionnet « Silence, c'est comme une utopie à moitié réalisée » (Entretien Caroline Bojarski) | 27 Fukushima   |
| 21 Alternatives  | 27 Nucléaire   |
| 22 Nord/Sud  | 28 Des études secrètes pour prouver la toxicité des OGM (Francis Vergier)      |
| 22 Société   | 28 OGM   |
| 23 Quand des hommes se disent féministes... (Léo Sauvage)  | 29 Environnement   |
| 23 Femmes, Hommes, etc.  | 28 Conférence environnementale, beaucoup de bruit pour rien ? (Michel Bernard) |
| 24 Politique   | 30 Agenda  |
| 24 Santé   | 31 Annonces  |
| 25 Les sénateurs pour le nucléaire ! (Dominique Lalanne)   | 41 Courrier  |
| 25 Paix  | 42 Livres  |



Prochain dossier :  
**Un numéro sans internet**

Venez nous voir  
les 15 et 16 novembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **13 et 14 décembre, 17 et 18 janvier, 14 et 15 février...**



Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30** les samedis **24 novembre** (pour le n° de janvier), **15 décembre** (pour le n° de février), **26 janvier** (pour le n° de mars)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **3 octobre 2012**.



# Ce qu'on a appris des Etats-Unis

**Voici plus d'une dizaine d'années que les Etats-Unis exploitent les gaz et huiles de schiste par la méthode de fracturation hydraulique. Cela permet de savoir à l'avance ce qui nous attend si nous lui emboîtons le pas.**

**L**E GAZ DE SCHISTE FOURNIT AUJOURD'HUI PRÈS DE 30 % DU GAZ NATUREL AUX ETATS-UNIS et son prix est en baisse. Là-bas, cette industrie est uniquement affaire de contrat entre les foreurs et les propriétaires de terrain, sans intervention de l'Etat. Contrairement à ce qui se passe en France, aux Etats-Unis, le propriétaire d'un terrain possède aussi les ressources minières du sous-sol (*common law*) ; il peut donc autoriser une compagnie pétrolière à les exploiter, moyennant finances<sup>(1)</sup>.

D'après l'industrie gazière, il y avait en 2009 près de 500 000 puits de forage actifs dont environ 90 % ont dû utiliser la fracturation hydraulique pour extraire le gaz<sup>(2)</sup>.

## Pollutions, problèmes de santé, destruction des paysages

Au fil des ans, des problèmes divers, notamment de santé et de contamination de l'eau et de l'air, mais aussi des microséismes, se sont accumulés à proximité des exploitations, minimisés par les compagnies pétrolières, ignorés par les pouvoirs publics et le reste de la population, jusqu'à ce qu'un certain Josh Fox reçoive une offre extrêmement alléchante pour exploiter le sous-sol de sa propriété et décide de voir ce qui se cachait derrière tous ces dollars. Cet acteur et réalisateur découvre alors les dessous du gaz de schiste et part à la rencontre des victimes de l'industrie pétrolière, qu'il mène à témoigner dans un documentaire, *Gasland* (2010), dont l'image spectaculaire du robinet qui s'enflamme fera rapidement le tour de la planète<sup>(3)</sup>. Les témoignages concernant l'état de santé fortement dégradé des riverains sont alarmants, de même que la nature des produits chimiques, cancérigènes et nocifs, retrouvés dans

l'eau de consommation. Parallèlement, certains paysages ont été complètement arasés sur des kilomètres et transformés en un immense quadrillage de larges routes et de puits.

Des journalistes d'investigation s'emparent alors du sujet et le *New York Times* publie une enquête édifiante<sup>(4)</sup>. Des recherches scientifiques sont lancées.

## Créer le doute pour susciter un débat et ainsi freiner législation et réglementation...

Face à la mise au grand jour des graves problèmes à proximité des puits, les foreurs contre-attaquent, notamment par de puissants moyens de communication ou en commanditant des "contre-études". Cela pousse Josh Fox à sortir un second documentaire, en 2012 : *The Sky is Pink* ("le ciel est rose") dans lequel il expose un des problèmes récurrents et non résolus des forages (les fuites), les stratégies de communication et de relations publiques mises en œuvre par les industriels, les

## Afrique du Sud

**A**u terme d'un intense lobbying de la part des pétroliers, notamment de la société Shell, l'Afrique du Sud vient de lever le moratoire adopté l'année passée sous la pression des fermiers et des défenseurs de l'environnement, ainsi que du milliardaire Johann Rupert et de la princesse Irène des Pays-Bas. La future zone d'exploitation est située dans le Karoo, grande région semi-désertique (ce qui soulève le problème de l'eau !) où se situe un parc national.

▲ Manifestation à Washington

(1) Il peut également le refuser, mais il subit des nuisances si son voisin décide, lui, d'autoriser l'exploitation.

(2) Quand la pression est suffisante, ou la profondeur pas trop importante, il est possible de se passer de la fracturation hydraulique.

(3) Les pétroliers s'évertueront en vain à le traiter de faux, puis de phénomène naturel...

(4) Edition du 27 février 2011, en anglais : [http://www.nytimes.com/2011/02/27/us/27gas.html?pagewanted=1&\\_r=3&ref=us](http://www.nytimes.com/2011/02/27/us/27gas.html?pagewanted=1&_r=3&ref=us)



▲ Occupation du siège d'une compagnie pétrolière aux États-Unis

tarifs exorbitants pour payer des porte-paroles connus qui doivent inspirer confiance au public, et le financement des campagnes d'hommes politiques. Voilà les stratégies qui fonctionnent pour faire croire aux citoyens... que le ciel est rose. L'objectif est de susciter le doute face aux véritables études scientifiques qui montrent, elles, des risques réels pour la santé, l'environnement et le climat. Car si les citoyens doutent, il pourra y avoir débat, ce qui bénéficiera à l'industrie en freinant la législation et/ou la réglementation.

Comme l'affirme Robert Swenney, élu à l'Assemblée de New York et président du comité de conservation de l'environnement de cette même assemblée, il s'agit de "mentir, contaminer, polluer, et faire payer les conséquences aux contribuables"<sup>(5)</sup>.

## Un impact sous-estimé sur le réchauffement climatique

Une étude, menée dans l'état du Colorado par la *National Oceanic and Atmospheric Administration* (NOAA) et l'Université du Colorado<sup>(6)</sup>, a permis de découvrir que les émissions de méthane provenant des sites d'exploration et d'exploitation (sans compter les autres pertes provenant du système de distribution) étaient environ le double des estimations faites par les industriels. Rappelons que le méthane a un impact 25 fois supérieur au CO<sub>2</sub> sur l'effet de serre.

## Pas d'effort sur les énergies renouvelables

Un récent rapport du *Massachusetts Institute of Technology* (MIT), intitulé *Une révolution de gaz de schiste ?*<sup>(7)</sup> montre que le marché prospère du gaz de schiste pourrait nuire au développement des énergies renouvelables.

Henry Jacoby, co-directeur du MIT, avertit : "Le gaz naturel est une ressource finie. Nous nous heurterons finalement à l'épuisement et à un coût plus

## La fracturation hydraulique

La fracturation hydraulique, seule technique connue actuellement pour fracturer une roche, demande environ 20 000 m<sup>3</sup> d'eau par forage, soit 1000 camions-citernes ou encore la consommation quotidienne en eau de 100 000 habitants.

A cette eau est ajouté un véritable cocktail chimique contenant des produits cancérigènes et mutagènes.

Les énormes pressions mises en œuvre élargissent les failles existantes, zone de fragilité naturelle, pouvant ainsi déclencher des microséismes.

La majeure partie du fluide, ne pouvant être récupérée, reste dans le sous-sol. Ce cocktail chimique chemine à travers les failles, qu'elles soient naturelles ou qu'elles résultent de la fracturation, et atteindre les nappes d'eau souterraines, sources et nappes phréatiques qui alimentent la

population en eau potable, parfois même remonter vers la surface, avec fuites de méthane, rejets de produits toxiques, contaminations aux métaux lourds, sels et éléments radioactifs naturellement présents dans les profondeurs.

Dans le sud de la France par exemple, les terrains concernés par les permis de prospection de gaz et de pétrole ont un sous-sol très fracturé, où les eaux circulent dans les fissures des roches.

Le traitement du liquide de retour de fracturation n'est aujourd'hui pas maîtrisé. Les stations d'épuration des villes et villages ne sont pas conçues pour traiter de tels effluents. Le

reste du fluide peut être stocké dans des bassins rudimentaires. Il pollue l'air par évaporation et la terre par les fuites et les débordements des bassins de rétention. L'aspersion, parfois utilisée, ne fait que transférer la contamination de l'eau à l'air.



▲ Si vous voyez un tel camion près de chez vous, donnez l'alerte !

(5) Voir <http://assembly.state.ny.us/mem/Robert-K-Sweeney/bio/> et <http://www.youtube.com/watch?v=fq6eloZi3yl>

(6) Publiée le 9 février 2012 dans la revue scientifique *Nature*. <http://www.nature.com/news/air-sampling-reveals-high-emissions-from-gas-field-1.9982>

(7) <http://web.mit.edu/newsoffice/2012/shale-gas-revolution-report.html>



▲ Josh Fox, réalisateur de *Gasland*

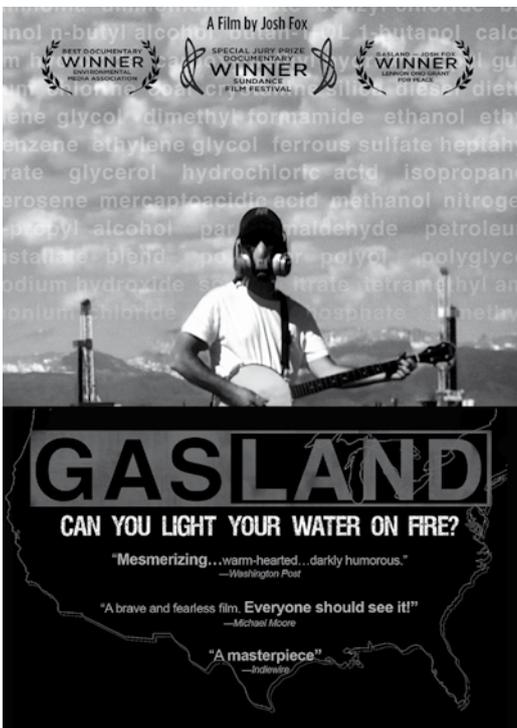
## Artists against fracking

Une coalition d'artistes contre la fracturation hydraulique dans l'Etat de New York, "Artists Against Fracking", vient de naître avec entre autres, la veuve de John Lennon, Yoko Ono, ainsi que leur fils Sean, l'acteur Mark Ruffalo, Leonardo DiCaprio, Alec Baldwin, le photographe Ralph Gibson, l'actrice Uma Thurman, et beaucoup d'autres.



Déjà un épisode de la série américaine *Les Experts*, intitulé "L'Eau de mort" avait mis les prospecteurs de gaz de schiste dans le camp des méchants. Et au printemps, Matt Damon a annoncé la préparation du film *The Promised Land*, contre la fracturation hydraulique.

Cela suffira-t-il à contrebalancer la stratégie des pétroliers ?



élevé." Il ajoute que ce gaz émet toujours des gaz à effet de serre et que, s'il est décidé de limiter strictement ces émissions, nous aurons besoin d'énergies renouvelables. Or il constate que, là où l'on exploite le gaz de schiste, l'utilisation des énergies renouvelables est minimale. A l'inverse, quand le gaz de schiste est absent, les énergies renouvelables progressent.

## Guerre de l'eau entre industriels et agriculteurs ?

Une grande sécheresse sévit depuis le printemps 2012 aux Etats-Unis et le déficit en eau atteint des proportions très alarmantes<sup>(8)</sup>. Dans les Etats qui pratiquent la mise aux enchères des ressources en eau, les industriels parviennent à obtenir la priorité devant les agriculteurs grâce à leurs

moyens financiers plus importants. L'exploitation des gaz de schistes et du charbon rend l'accès à l'eau plus difficile et bien plus cher.

Dans les autres Etats, les foreurs se sont vus interdire l'accès aux pompages et doivent soit creuser leurs propres puits, soit faire venir l'eau de bien plus loin par camions. Dans les deux cas, ce sont des surcoûts importants.

## Déplacement de population

Aux États-Unis, la "ruée" vers ces énergies sur de vastes territoires parfois peu habités nécessite de faire venir énormément de main-d'œuvre car il faut beaucoup de machines, de camions et d'équipements divers. On assiste alors à une version moderne du Far West avec une hausse de la criminalité dans ces villages, qui ont vu leurs nombres d'habitants se multiplier trop rapidement. Un afflux de jeunes hommes volontaires, loin de chez eux, avec une bonne paye et rien à faire après leur travail, des mœurs parfois différentes, suscite de nombreux problèmes de comportements (conduite en état d'ivresse, bagarres dans les bars, prostitution...) et peut nuire au tissu social des communautés locales, qui doivent s'en accommoder. Même si tous les nouveaux venus ne se comportent pas ainsi, les autorités ont souvent besoin de renforts et ont du mal à les trouver car ils sont en concurrence avec l'industrie, qui cherche elle aussi de la main-d'œuvre qualifiée. Et elles ont aussi du mal à les payer assez pour qu'ils puissent se loger...<sup>(9)</sup>.

**P. F. Laraleuse, coordination des collectifs  
Non au gaz de schiste Rhône-Alpes ■**

(8) Officiellement, en septembre 2012, plus de 60 % du territoire américain est touché, dont le Midwest, le grenier à blé et à maïs du pays.

(9) Sur ces questions sociales, lire *Les Sables bitumineux : la honte du Canada, comment le pétrole sale détruit la planète* de Andrew Nikiforuk, éd. Ecosociété, 2010.



F Pascal Raffin



D. R.

# En France, l'heure est à la mobilisation

A l'heure où, en France, nos ressources en eau se dégradent en quantité et en qualité, où chaque été, nous subissons des restrictions pour l'arrosage de nos jardins potagers, où de plus en plus de personnes prennent conscience du problème et font des efforts pour économiser, ne pas polluer et récupérer l'eau (eaux grises, phyto-épuration, toilettes sèches...), cette pression sur les bassins hydrologiques est inacceptable. Elle fait craindre une nouvelle dégradation des ressources en eau et de la qualité de celle-ci, alors que le dernier rapport de l'Agence européenne pour l'environnement en appelle à une gestion intégrée et plus rationnelle des ressources en eau.

**O**N NE PEUT OCCULTER LA QUESTION DE L'APRÈS-PRODUCTION, LORSQUE DES MILLIERS DE puits seront fermés, à l'abandon, et que le gaz ou le pétrole ainsi libérés continueront de cheminer vers la surface dans des formations géologiques chahutées et fracturées.

C'est notre santé et celle de nos enfants qui sont menacées.

## Des collectifs sans hiérarchie

Plus de 250 collectifs citoyens, qui ont choisi un fonctionnement sans représentation et non hiérarchisée, où chaque collectif et chaque membre sont libres et responsables quant à leurs propos et actions, se concertent régulièrement au sein d'une coordination nationale (sur les territoires touchés par des permis de recherche, ils sont en vigilance et mobilisés : en Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Champagne, Lorraine,

Alsace, Nord-Pas-de-Calais, Jura...). Il ne s'agit pas d'une structure mais de la réunion informelle des collectifs qui échangent, débattent, travaillent sur des projets communs, et surtout à la création d'une veille nationale, la VIAN : Vigilance, Information, Alerte, Nationale.

Aussi, les collectifs citoyens contre les gaz, huiles et pétrole de schiste ont, lors de la conférence environnementale de mi-septembre, réaffirmé comme nécessité :

- la reprise en main par les citoyens des décisions qui les concernent ;
- la reconnaissance que la terre, l'eau, l'air, le vivant et les ressources en énergie sont des biens communs inaliénables et accessibles à tous, garants du bien-vivre ;
- le refus de la marchandisation de la nature et de ses ressources, notamment en dénonçant les pièges de l'économie verte.

## Europe : la pression est partout

**C**oncrètement, la **Pologne**, où les forages se poursuivent, est le principal partisan de l'exploitation du gaz de schiste en Europe. Mais le contenu des réserves, que les pétroliers estimaient abondant, est fortement revu à la baisse. La **Bulgarie**, pourtant dépendante du gaz russe tout comme la Pologne, a interdit la fracturation hydraulique. La **Hongrie** a accordé des permis d'exploration et d'exploitation. La **Roumanie** et la **République tchèque**, après s'être engagées dans la même voie, ont finalement décidé de geler l'exploration, sous la pression de l'opinion publique. Mais en Roumanie, les pétroliers continuent de lorgner certaines zones très touristiques, comme les environs des monastères de Bucovine.

En **Allemagne**, la société Wintershall (du groupe pétrolier allemand BASF) a obtenu deux permis pour la prospection du gaz de schiste dans l'état de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Ailleurs en Europe, la plupart des pays sont ouverts à l'exploration, comme l'**Irlande**, l'**Autriche**, les **Pays-Bas**, le **Danemark**, la **Suède**, l'**Italie** et l'**Espagne**.

En **Suisse**, plusieurs cantons ont suspendu les forages et la délivrance de tout permis de recherche concernant cette énergie (cantons de Fribourg et de Vaud, gouvernement genevois).

Mais les Suisses, et notamment les riverains des territoires français concernés par des permis d'exploration d'hydrocarbures, comme la Haute-Savoie, restent inquiets, et le Conseil communal de Nyon a

récemment apporté son soutien aux communes du Pays de Gex dans leur lutte contre les forages de gaz de schiste.

Au **Royaume-Uni**, depuis le remaniement du gouvernement Cameron, le 4 septembre 2012, les nouveaux ministres de l'Environnement et de l'Energie seraient plutôt pro-gaz de schiste. Pourtant, en mai 2012, le gouvernement avait souhaité freiner l'exploitation du gaz de schiste, décision motivée par plusieurs données : petits séismes, réserves moins importantes que prévu. De plus, l'exploitation des gaz de schiste ne permettrait pas d'atteindre l'objectif que s'est fixé le gouvernement britannique : réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici à 2025.



### Un sous-sol très fragilisé...

"Une épaisse couche de calcaire sculptée par l'eau, les failles, le temps, c'est le karst du sud de l'Ardèche que les mouvements tectoniques fissurent depuis plus de 120 millions d'années.

L'eau qui circule dans ces fissures dissout le calcaire en creusant des grottes, des avens et des gorges. Pour les spéléologues qui étudient scientifiquement ces massifs, il est très risqué de faire des forages qui peuvent mettre en connexion des couches profondes contenant des hydrocarbures avec les couches supérieures de calcaire. La moindre fuite, même profonde, risquerait de polluer durablement l'eau de surface (nappes phréatiques et rivières)".

Comité spéléologique de l'Ardèche

## Contre le "redressement productif" Pour la "transition énergétique"

Ils remettent en cause le système économique et productiviste dominant que cherchent à renforcer les puissances publiques et financières à tous les niveaux, nationaux, européens et internationaux.

Ils exigent que le code minier, réformé après un débat citoyen, soit intégré au code de l'Environnement. Dans ce nouveau code, la responsabilité pénale des sociétés mères, de leurs filiales et de leurs dirigeants, pour leurs activités en France comme à l'étranger, doit être pleine et entière et non limitée dans le temps. De plus, ils demandent la création de cours pénales, européenne et internationale, pour l'environnement.

Ils dénoncent "la construction de l'acceptabilité sociale d'activités criminogènes à l'encontre de l'environnement et des populations, aux niveaux local et international. Cette construction, relayée par certains médias, nous fait miroiter une chimère : le "redressement productif", et promet une pseudo indépendance énergétique et d'hypothétiques créations d'emplois, sur fond de crise économique".

Ils demandent au gouvernement de s'engager pour une sobriété et une transition énergétiques, fondées sur les énergies décarbonées et pérennes, et l'utilisation comme base de travail de l'un des

plans de transition énergétique citoyens existants, afin de développer un système énergétique propre, efficace, créateur d'emplois et peu cher.

P. F. Laraleuse ■

## François Hollande, l'illusionniste

**L**e 14 septembre 2012, en ouverture de la Conférence environnementale, François Hollande a indiqué que, faute d'autres techniques que la fracturation hydraulique, le dossier du gaz de schiste est clos et qu'il demandait à Delphine Batho, ministre de l'Environnement, de "prononcer sans attendre le rejet des 7 demandes de permis déposés auprès de l'Etat".

Un beau tour d'illusionniste ! En effet, selon les groupes opposés au gaz de schiste, le Président annule uniquement les demandes qui mentionnent explicitement la fracturation hydraulique, oubliant de mentionner les 102 demandes d'exploration en attente (17 en attente de recevabilité et 95 en attente de permis). 39 font explicitement référence à la recherche d'"hydrocarbures de roche-mères", terme plus général. Les autres parlent de recherche de pétrole et de gaz classique, ce qui, selon les géologues, ne se justifie pas : on connaît le potentiel du sous-sol français depuis les années 1970.

Ces demandes s'ajoutent aux 67 permis déjà accordés par le précédent gouvernement dont seuls trois ont été rompus par Nicolas Sarkozy.

Ces permis couvrent déjà de très grandes surfaces et, dès le 17 septembre 2012, les réunions ont repris, dans les préfectures, pour convaincre les élus locaux de faciliter l'arrivée des machines de prospection.

# Les complaisances de l'Union européenne

**En avril 2012, le Parlement européen a été interpellé par une coalition de 40 organisations non gouvernementales lui demandant d'interdire l'exploitation de gaz de schiste. L'action visait à contrecarrer le rapport élogieux de l'eurodéputé polonais Bogusław Sonik. La Commission européenne reste pour le moment très timide.**

**L'**EUROPE DIFFÈRE DES ÉTATS-UNIS EN DE NOMBREUX POINTS (SURFACE DES TERRITOIRES, densités de population, règles sur la propriété du sous-sol et des ressources...). Le modèle économique américain de "ruée vers l'or noir", que l'on essaie de nous vendre, ne peut être transposé chez nous.

En revanche, les méthodes de lobbying des industriels sont les mêmes. Les mêmes stratégies de communication, les mêmes guerres de l'information sont lancées depuis un an et commencent à porter leurs fruits dans les médias (voyages offerts aux journalistes vers des sites modèles, aux frais de l'industrie pétrolière) et dans la classe politique.

En Europe, partout où il y a eu protestation populaire, on semble s'être orienté vers la même stratégie : un frein momentané puis la mise en place de commissions officielles dont les objectifs et la composition sont suspects. Connaissant le but avoué des pétroliers

(rassurer la population, les politiques et les élus locaux, puis soulever un débat), il est à craindre que ces commissions soient en fait le principal outil de la fabrication du consentement des populations.

Le rapport de Bogusław Sonik affirme que :

- l'Union européenne (UE) n'a pas besoin de nouveaux règlements sur le gaz de schiste ;
- l'exploitation des gaz de schiste n'est pas dangereuse pour l'environnement ;
- l'Union européenne doit laisser chaque pays décider !

## Trois études pour encadrer l'exploitation du gaz de schiste

Finalement, le 7 septembre 2012, la Commission européenne publie trois études sur les combustibles fossiles non conventionnels, en particulier le gaz de schiste.

La première, sur les marchés, explique que dans le meilleur des cas, la production future de gaz de schiste en Europe pourrait aider l'UE à maintenir au seuil de 50% sa dépendance aux importations d'énergie, avec une incertitude parfois considérable quant aux volumes récupérables, aux développements technologiques, à l'acceptation du public et à l'accès à la terre et aux marchés.

Le deuxième rapport, sur les incidences environnementales, montre que l'extraction pourrait contaminer les eaux et l'air, appauvrir les ressources en eau, faire du bruit, occuper des terres, perturber la biodiversité et avoir des impacts liés à la circulation. Un nombre considérable de questions relatives à la législation et à la réglementation ont été soulevées, ce qui souligne la nécessité d'un cadre approprié.

Selon le troisième rapport, qui examine les impacts sur le changement climatique, la production de gaz de schiste dans l'UE émet plus de gaz à effet de serre que le gaz naturel classique produit dans l'UE, mais — si elle est bien gérée — moins que le gaz provenant de l'extérieur de l'UE.

En conclusion, la Commission reste neutre en ce qui concerne les décisions des Etats membres concernant leur mix énergétique. Elle supervisera le respect des exigences juridiques communautaires et veillera à ce qu'un cadre approprié permette l'extraction du gaz de schiste.

P. F. Laraleuse ■



▲ Une plate-forme de forage aux Etats-Unis

# Des collectifs citoyens face à un déni démocratique

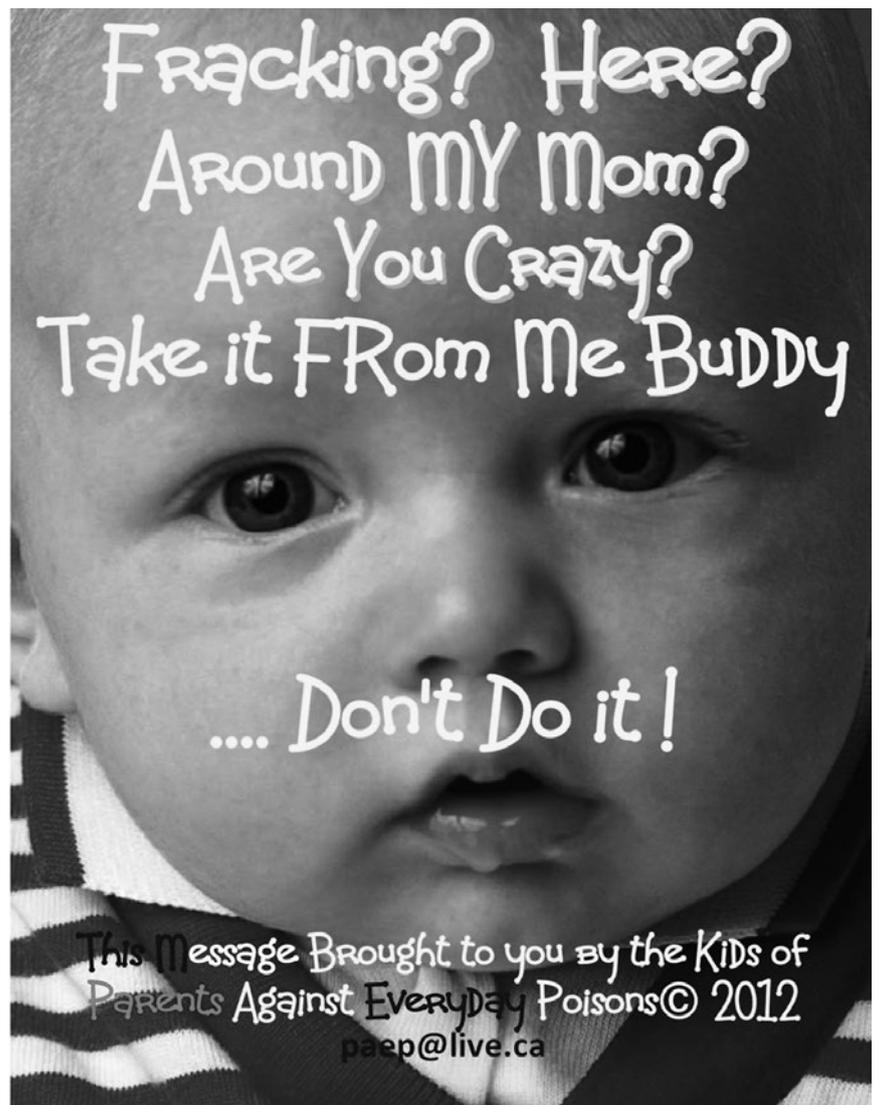
Comme son prédécesseur à Villeneuve-de-Berg en 2011 qui a annulé trois permis, François Hollande a annoncé le 14 septembre à Paris qu'il refusait d'accorder 7 nouveaux permis... oubliant de parler des 64 qui sont déjà accordés.

**M**ALGRÉ LA LOI DU 13 JUILLET 2011 INTERDISANT LA FRACTURATION HYDRAULIQUE, Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, estime que "ce sujet n'est pas interdit" et relance régulièrement le débat sous prétexte que "des évolutions technologiques sont possibles"<sup>(1)</sup>. Mais de quel "débat" démocratique s'agit-il ? S'agit-il seulement d'encadrer les modalités techniques d'une extraction sur laquelle les citoyens n'ont pas leur mot à dire ? S'agit-il de peindre en vert la fracturation hydraulique, ou de rechercher une technique similaire en ignorant les impacts sanitaires et environnementaux possibles ? Ce n'est pas là le débat qu'attendent les collectifs citoyens opposés à l'exploration et à l'exploitation des hydrocarbures en France. En le réduisant à un débat sur les techniques utilisées, les gouvernements témoignent du même déni de démocratie que celui dont ils avaient fait preuve en accordant, sans la moindre consultation ni information des territoires concernés, 64 permis exclusifs de recherche d'hydrocarbures. Dès lors, comment les citoyens peuvent-ils faire entendre leurs voix et s'opposer à de tels projets ? Quels sont les enjeux démocratiques de ce mouvement citoyen ?

## Une mobilisation fulgurante

La colère suscitée par l'absence de consultation lors de l'octroi des permis exclusifs de recherche explique sans doute pourquoi la mobilisation citoyenne contre les hydrocarbures a démarré avec une telle ampleur en janvier 2011. Il faut avant tout informer et sensibiliser les citoyens sur des projets concernant leur territoire et dont ils ne sauraient rien autrement. De nombreuses réunions d'information sont organisées par des militants, expliquant les risques inhérents au procédé d'extraction par fracturation hydraulique, ainsi que des extraits du film *Gasland* de Josh Fox.

Dans certaines régions, en particulier en Ardèche et dans les Cévennes, la mobilisation est fulgurante et massive : les réunions font salle comble et donnent lieu à la création de collectifs locaux dans chaque village. Le 26 février 2011, une manifestation rassemble plus de 18 000 personnes à Villeneuve-de-Berg (Ardèche) et le problème est enfin évoqué dans les médias nationaux. Le gouvernement doit alors reculer : un moratoire



et une commission d'enquête sont lancés par la ministre alors en charge du dossier, Nathalie Kosciusko-Morizet.

Depuis, la mobilisation s'étend dans toutes les régions concernées par des permis d'exploration. Si différentes forces politiques, syndicales et associatives sont en présence, toutes se sont accordées pour que le mouvement constitue une fédération citoyenne. Ce fonctionnement est le fruit d'une aspiration à une "démocratie horizontale"<sup>(2)</sup> faisant pendant, en partie, aux dysfonctionnements de notre régime politique. Mais il s'agit aussi de

▲ "Fracturation hydraulique ? Ici ? Près de ma mère ? Vous êtes fous ? Éloigne-moi ça d'ici, mon pote... ne le fait pas ! Ce message vous est communiqué par les enfants de l'association des parents contre les poisons au quotidien" (Canada).

(1) Arnaud Montebourg, audition par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, 18 juillet 2012

(2) Voir *Le Nouvel Esprit de la démocratie*, Loïc Blondiaux, coll. La République des Idées, Seuil, 2008



Georges Baroli

▲ La manifestation à Villeneuve-de-Berg le 26 février 2011 marque le début de fortes mobilisations.

permettre l'adhésion et l'investissement du plus grand nombre de citoyens dans une expérience collective forte. Aucune organisation membre (par exemple un parti ou un syndicat) ne peut faire valoir son pouvoir face aux autres organisations : le mouvement n'est pas hiérarchisé et fonctionne de manière décentralisée. Les difficultés inhérentes à ce type d'organisation sont contrebalancées par la robustesse d'un mouvement sans chef, qui accueille et rassemble autour d'une même cause des personnes de sensibilités diverses. Le même principe prévaut dans les rassemblements des collectifs en coordination nationale ou dans

la constitution de réseaux régionaux, comme en Rhône-Alpes. Les collectifs échangent également avec les collectifs d'autres pays engagés dans le même combat.

Les élus locaux sont eux aussi très investis dans le combat car, selon le code minier, ils ne sont pas consultés et ne peuvent donc pas s'opposer à des forages sur leur territoire. Beaucoup prennent des arrêtés portant sur l'utilisation de l'eau ou l'interdiction des camions sur les routes, mais ceux-ci pourraient être aisément invalidés. Certaines régions, comme la région Rhône-Alpes, sont également opposées aux forages. Le dossier gaz de schiste rappelle à quel point la France est encore un pays centralisé, au fonctionnement pyramidal, malgré la décentralisation. Le mouvement citoyen s'y oppose en prenant le contrepied de ce fonctionnement.

## Il n'y aura pas de technologies propres

Les collectifs citoyens luttent pour préserver notre environnement, notre santé et prioritairement l'eau et l'air, sources de vie.

Comme chacun sait, il n'y a plus, aujourd'hui en France, de gisements d'hydrocarbures accessibles sans stimulation ou techniques néfastes pour l'environnement à court, moyen et très long terme.

Il est urgent de transférer les financements consacrés aux hydrocarbures, notamment publics,

## Exploration et concession, deux phases d'un même processus

Le droit minier définit deux types de permis : le permis exclusif de recherche (PER) et la concession ou permis d'exploitation. Ces deux titres sont liés à deux phases successives : l'exploration et la production.

Le PER confère à son titulaire un droit exclusif, sur un territoire déterminé, pour une durée limitée à 5 ans (renouvelable deux fois). La phase d'exploration permet à son titulaire d'affiner les connaissances géologiques du sous-sol ainsi que d'évaluer l'étendue et les capacités d'un gisement potentiel.

Pour conduire des travaux sur le terrain, et notamment mettre en œuvre des forages de test, le titulaire doit préalablement obtenir une autorisation de travaux auprès du préfet.

A ce stade, et conformément à la loi du 13 juillet 2011, la fracturation hydraulique est interdite. Néanmoins, l'article 2 de cette même loi prévoit que la fracturation hydraulique puisse être mises en œuvre dans le cadre d'expérimentations scientifiques".

D'un point de vue juridique, rien ne s'oppose à ce que les hydrocarbures extraits pendant la phase d'exploration soient commercialisés. Dans le cas où il n'est pas rentable de récupérer ce gaz pour le vendre, il est brûlé sur place en torchère.

En cas de succès au puits d'exploration, on parle de découverte.

A l'issue de la validité de son PER, le titulaire est prioritaire pour demander une concession.

La concession est un titre minier nécessaire à l'exploitation de gisements d'hydrocarbure.

Les risques générés par les forages suivis de fracturation hydraulique sont les mêmes en phase d'exploration ou d'exploitation. La seule différence porte sur le nombre de forages effectués.

Les accidents peuvent se produire aussi bien lors du premier forage que du centième. La menace persiste et s'accroît bien après la fermeture des puits. Le droit minier ne rend pas les titulaires responsables de pollution après la fin de leur PER ou de leur concession.

vers la recherche et le développement d'énergies renouvelables.

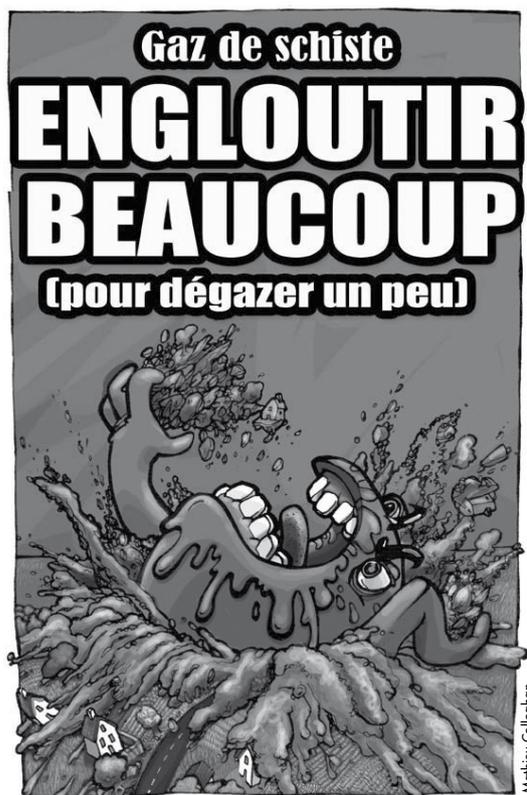
C'est pourquoi les collectifs s'opposent à toutes les explorations et exploitations d'hydrocarbures sur l'ensemble du territoire français, car elles utilisent des techniques destructrices pour l'environnement et ont des conséquences désastreuses sur l'économie des territoires, la santé des populations et le climat mondial.

Plus largement, ils étendent les mêmes revendications au niveau européen et international.

Face à ce mouvement citoyen et au non-respect de la convention d'Aarhus qui régleme l'information et la participation du public dans les décisions portant sur l'environnement<sup>(3)</sup> lors de la délivrance des permis, on aurait pu s'attendre à ce que le gouvernement d'un pays démocratique, au-delà d'un moratoire, annule ces permis, réforme le code minier en le soumettant aux principes du code de l'environnement, et soumette la délivrance de nouveaux permis à un débat démocratique qui ne se limite pas aux techniques utilisées mais qui aborde les problèmes inhérents à ce type de travaux dans leur globalité (utilisation de la ressource en eau et retraitement, empreinte paysagère et impacts sur la vie quotidienne, droit des rivières, conditions des expropriations et dédommagements, politique énergétique et changement climatique...). Malheureusement, ce n'est pas le cas, et cela lève des inquiétudes quant à la place laissée au citoyens dans le "débat", dans la mesure où les permis sont toujours valides, où d'autres apparaissent, et où la promesse d'une réforme du code minier assure aux industriels d'avancer sur la législation actuelle.

En effet, le gouvernement Fillon a fait voter en urgence, le 30 juin 2011, la loi n° 2011-835, promulguée le 13 juillet 2011. Toutefois elle ne répond pas aux attentes des collectifs citoyens, dans la mesure où elle interdit la fracturation hydraulique, sans la définir, et où elle ne ferme pas définitivement la porte aux appétits des pétroliers ni aux nouvelles techniques. En application de la loi, les titulaires qui déclarent avoir recours à la fracturation hydraulique se sont vu retirer leur permis exclusif de recherche. Mais l'application de la loi semble faite pour préserver un maximum de permis tout en désamorçant le conflit : seuls ont été abrogés trois permis sur les soixante-quatre, situés dans les zones de plus forte contestation, et de nombreuses déclarations quant aux techniques envisagées par les titulaires sont légères ou ambiguës. Sans compter que les titulaires des permis abrogés, Total et Schuepbach, on déposé des recours devant le tribunal administratif pour récupérer leur permis, ou au moins être indemnisés...

Mais cela ne semble pas inquiéter les médias nationaux, en période pré-électorale à l'automne 2011, qui titrent sur la fin des gaz de schistes et informent peu sur les permis restants. Malgré ces efforts de communication, des collectifs



continuent de se constituer dans des zones nouvelles, notamment dans le Var, en Rhône-Alpes, et dans le Bassin parisien.

De plus, la loi autorise la fracturation hydraulique dans le cadre de la recherche, sous le contrôle de la Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux, qui doit en évaluer les risques. Cette commission, composée à majorité de membres du gouvernement et de responsables de l'industrie,

## DES DIZAINES DE MILLIARDS EN JEU

Un permis de recherche représente, pour une compagnie, plusieurs milliards d'euros d'investissement. Par exemple, celui de Schuepbach à Villeneuve-de-Berg (abrogé en octobre 2011) avait été négocié à 40 milliards d'euros pour une surface de 931 km<sup>2</sup>. Il faut y ajouter plusieurs milliards d'euros de frais pendant la phase de recherche : achat de données sismiques et topographiques, analyses, forages de test... Il est inimaginable qu'une entreprise n'engage ces dépenses sans un minimum de garanties de pouvoir passer un jour à la phase d'exploitation commerciale. On comprend mieux pourquoi la société Schuepbach a présenté un recours contentieux l'opposant à l'Etat français et réclamant des dommages et intérêts.

(3) La convention d'Aarhus, adoptée en 1998 par 39 Etats, prévoit le droit à l'information et la participation du public à tout processus décisionnel portant sur les questions d'environnement. Elle a été reprise dans la Charte de l'environnement intégrée en 2004 dans les textes constitutionnels du droit français.

COLLECTIF 07

**STOP**  
AU GAZ DE  
SCHISTE



**SOYONS VIGILANTS!**

SI VOUS VOYEZ CES CAMIONS SUR NOS ROUTES  
ARDÉCHOISES, CONTACTEZ LE COLLECTIF 07 AU **04 75 36 72 83**



**ALERTE!**

Les pétrolières et les gazières débarquent au Québec pour le Congrès mondial de l'Énergie... Vous ne voulez pas de leurs énergies sales? Nous non plus!

**Rassemblement**  
Dimanche 12 septembre, 14 h, Place Riopelle  
devant le Palais des congrès de Montréal

GREENPEACE • LE REGROUPEMENT CITOYEN  
MOBILISATION GAZ DE SCHISTE • NATURE QUÉBEC •  
AU COURANT • MGENE • ENJEU • COMM-GBN •  
AQLPA • JOUR DE LA TERRE • GRE-MONTRÉAL •  
ROGE • CHAPITRE MONTRÉALAIS DU CONSEIL  
DES CANADIENS • FONDATION RIVIÈRES • ...

© GREENPEACE/JANG HE

se joint à la mission d'inspection pour demander des forages et évaluer les risques. En effet, l'évaluation nécessite des expérimentations... ce qui permet d'accomplir la recherche d'hydrocarbures de manière camouflée.

Le rapport de la commission nommée par Nathalie Kosciusko-Morizet conclut, quant à lui, qu'il faut explorer et exploiter ces hydrocarbures. Alors que l'instruction de nouveaux permis, supposés "conventionnels", redémarre début 2012, les collectifs citoyens ne sont pas satisfaits par une loi qui évacue progressivement la question du débat démocratique sur l'énergie, au profit d'un débat sur les techniques utilisées, dans lequel ils sont stigmatisés comme ont pu l'être les militants anti-OGM, refusant la "Recherche" et le "Progrès".

(4) Mars 2012, disponible sur :  
[http://www.iledefrance.fr/fileadmin/contrib\\_folder/Brochures/Hydrocarbures\\_-\\_Rapport\\_complet.pdf](http://www.iledefrance.fr/fileadmin/contrib_folder/Brochures/Hydrocarbures_-_Rapport_complet.pdf)

## Obtenir

### l'"acceptabilité" démocratique !

Une réforme du code minier, promise depuis le départ, pourrait-elle permettre aux citoyens d'avoir réellement leur mot à dire dans ce dossier ? L'information et la participation du public, intégrées au code minier, permettraient-elles aux citoyens d'avoir leur mot à dire sur ces projets d'extraction ? Permettraient-elles de lancer un débat démocratique sur la politique énergétique, qui est le fond du problème ?

Le rapport du Conseil scientifique régional d'Ile-de-France intitulé *Risques potentiels de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels en Ile-de-France*<sup>(4)</sup>, laisse entrevoir la stratégie actuellement mise en place pour obtenir l'"acceptabilité" démocratique de ces projets. Après une description claire des risques que présente cette industrie, le rapport conseille, dans sa conclusion, de ne pas fermer la porte à ces extractions et de réaliser des évaluations et recherches (comparaison internationales, nouvelles techniques, impacts économiques, etc.), tout en informant et en consultant les populations. Notamment, il conseille de réaliser des études sociologiques sur les réactions du public face à ces nouvelles technologies. "La courte histoire des hydrocarbures non conventionnels en France illustre les écueils de décisions centralisées non transparentes, sans débat ni information préalable et la force des réactions du public sur la base de craintes légitimes et justifiées, mais aussi d'« informations » à caractère sensationnel sans base scientifique. Une phase de

## "Expérimentation scientifique"

La loi du 13 juillet 2011 introduit la notion "d'expérimentation à fins de recherches scientifiques".

Ces expérimentations nous sont présentées comme nécessaires pour avoir une meilleure connaissance des éventuelles richesses du sous-sol français. Les données actuellement disponibles concernant la dimension des réserves potentielles du sous-sol français sont issues d'une étude de l'agence de l'environnement des Etats-Unis et d'une large campagne d'exploration menée dans les années 1960 et 1970, selon les régions.

Ces "expérimentations scientifiques" seront effectuées par des compagnies pétrolières privées dans le cadre de leur permis de recherche. Il est donc raisonnable de penser que le but premier des expérimentations scientifiques est d'évaluer la richesse d'un gisement en vue de son exploitation. Il est évident que ces expérimentations ne seront menées par les sociétés pétrolières que si un retour sur leur investissement est envisageable.

## Bataille juridique

L'administration a abrogé le 13 octobre 2011 trois permis exclusifs de recherche :

- le permis M625 de Montélimar, accordé à Total Gas Shale Europe et à Total Exploration & Production France. Ce PER concerne les départements de l'Ardèche, de la Drôme, du Gard, de l'Hérault et du Vaucluse, sur 4327 km<sup>2</sup> ;
- le permis M627 de Villeneuve-de-Berg, accordé à Schuepbach Energy LLC. Ce PER s'applique à 931 km<sup>2</sup> situés dans le département de l'Ardèche ;
- le permis M624 de Nant accordé à Schuepbach Energy LLC. Ce PER concerne les départements de l'Aveyron, du Gard, de la Lozère et de l'Hérault, sur une surface de 4414 km<sup>2</sup>.

Total, titulaire du permis exclusif de recherche de Montélimar, attaque l'abrogation de ce permis auprès du tribunal administratif, tant sur le fond que sur la forme.

Ses avocats considèrent d'une part que l'administration ne motive pas suffisamment sa décision d'abrogation, et d'autre part que l'administration fait une interprétation abusive de la loi du 13 juillet 2011 en demandant des précisions sur les techniques alternatives employées. En effet, la loi ne demande de précisions que sur l'emploi ou non de la fracturation hydraulique.

Il paraît donc possible, sinon probable, que le tribunal administratif rende à Total son permis exclusif de recherche à Montélimar.

Il est difficile de savoir ce qu'il en sera pour le recours de Schuepbach Energy LLC sur l'abrogation de ses permis de Villeneuve-de-Berg et de Nant ; si, dans le fond, l'abrogation est justifiée par la mention du recours à la fracturation hydraulique, le défaut de motivation et l'interprétation abusive de la loi lui permettent d'attaquer l'administration sur la forme.

débat objectif et de dialogue constructif pourrait seule permettre d'aboutir à des choix, quels qu'ils soient, acceptés par la majorité des citoyens dans leur propre intérêt<sup>(5)</sup>.

En d'autres termes, le débat démocratique, l'information et la participation ne seraient là que pour rendre acceptables des projets qui sont de toute façon décidés sans les citoyens, les études sociologiques pouvant à terme permettre de trouver la meilleure communication pour obtenir au mieux un acquiescement, au pire une absence de réaction...

Il serait donc bien illusoire de penser que la voix des collectifs citoyens puisse se faire entendre à travers de telles instances, qui ne semblent exister que pour légitimer des choix qui ne leur appartiennent pas, et au mieux tenter d'obtenir



### ▲ Recherche de nouvelles techniques.

*Avec l'interdiction appliquée pour le moment en France, les compagnies pétrolières prévoient des techniques de stimulations alternatives (fracturations à l'arc électrique, mécanique, au gaz...).*  
L'éventuel succès d'une telle expérimentation mènerait inévitablement à l'exploitation rapide du gisement.

un maximum de garanties environnementales une fois que la décision est prise. Ce rapport fait apparaître, en outre, que la bataille est désormais d'ordre médiatique puisque le dossier revient dans le débat public. Or, les industries disposent d'appuis dans leurs relations publiques auprès des cercles décisionnels, et les campagnes de contre-information feront bientôt rage. Selon le mot de Pascal Hérad, dans son article "Gaz de schistes en France : préparer les esprits pour leur autorisation"<sup>(6)</sup>, "on peut résumer ainsi la manière de procéder employée dans ce genre de combat médiatique par les industries : orienter le débat mais convaincre l'opinion qu'elle tranche et se détermine par elle-même."

## La réponse est sur le terrain

Face à l'absence persistante de dialogue et à l'opacité des décisions concernant le gaz de schiste comme la politique énergétique, et malgré le semblant de débat et de participation, les collectifs citoyens se préparent à bloquer toute initiative de forage et à défendre leur territoire. Cette veille est légitime dans la mesure où les lois, et la manière dont celles-ci sont appliquées, ne garantissent pas la préservation de biens fondamentaux comme l'eau et les territoires comme milieux de vie.

Claire Revol et Nicolas de Metz,  
coordination des collectifs  
Non au gaz de schiste Rhône-Alpes ■

### Pour aller plus loin :

Plusieurs centaines de collectifs ont vu le jour.

Quelques sites internet essaient de les référencer :

- [www.stopgazdeschiste.org](http://www.stopgazdeschiste.org)
- [www.nongazdeschiste.fr](http://www.nongazdeschiste.fr)

### A lire :

- *Le vrai scandale des gaz de schiste de François Veillerette et Marine Jobert, éd. Les liens qui libèrent, 2011.*

(5) Rapport du Conseil scientifique, p. 37

(6) <http://www.tv5.org/cms/chaîne-francophone/info/Les-dossiers-de-la-redaction/Gaz-de-schiste-2011-probleme-mondial/p-22663-Gaz-de-schiste-en-France-preparer-les-esprits-pour-leur-autorisation-.htm>

# L'ère des énergies extrêmes a commencé

**Si la question des gaz de schistes prend autant d'importance aujourd'hui, c'est parce que le déclin du pétrole commence à être perceptible. Alors fuite en avant ou sobriété ?**

**E**N OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE DE L'ASPO À VIENNE (AUTRICHE), LE 30 MAI 2012, son président, Kjell Aleklett, professeur de physique à l'université d'Uppsala en Suède, en appelait à "déployer un matelas d'amortissage", car l'atterrissage risque d'être plus brutal que ce qu'annoncent les économistes : "Les lois de la physique sont plus fortes que les lois de l'économie". La production de pétrole — non conventionnel inclus — est entrée depuis 2005-2006 dans une phase de plateau instable. La production annuelle de pétrole conventionnel a amorcé une décrue depuis 2006, tandis que le baril est à plus de 100 dollars en continu depuis un an, situation sans précédent. Les cent plus grands champs pétroliers, qui fournissent 45 % du brut de la planète, donnent des signes de faiblesse, la taille moyenne des puits est en diminution.



*Kjell Aleklett, professeur de physique à l'université d'Uppsala en Suède, appelle à "déployer un matelas d'amortissage", car l'atterrissage risque d'être brutal.*

Pourtant, le prix du pétrole conventionnel ne flambe pas, ou pas encore. Selon Yves Cochet, analyste de la question depuis son ouvrage *Pétrole apocalypse* (2005) et eurodéputé écologiste, "nous avons dépassé le pic de pétrole conventionnel, mais pour le moment la production ne baisse pas car elle est

compensée par le pétrole non conventionnel (polaire, offshore, sables bitumineux, extra-lourds). On est sur un plateau ondulant. La récession mondiale est en vue, ce qui veut dire une moindre consommation de pétrole, donc des prix qui ne s'envolent pas". Sur le front offshore, les compagnies pétrolières développent des forages de plus en plus profonds, dont l'emblème est la plate-forme de Deep Water Horizon associée à la tragique marée noire de 2010. Certains forages, comme Jack-2 dans le Golfe du Mexique, atteignent une profondeur équivalente à la hauteur du mont Everest. Des cimes technologiques sont désormais nécessaires pour aller chercher le précieux liquide.

## Fin du plateau

D'année en année, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a été obligée de revoir ses prévisions à la baisse : dans le *World Energy Outlook* de 2004, elle annonçait que la production de pétrole atteindrait 121 millions de barils par jour en 2030. Or celle-ci stagne aujourd'hui autour de 85 millions de barils journaliers. Dans ses rapports ultérieurs, les chiffres de l'AIE sont sensiblement plus modestes. En 2030, estime aujourd'hui l'Agence, la production mondiale sera d'autant de barils qu'aujourd'hui, mais sur la base de ressources qui restent à découvrir. Entre temps, un décrochage aura eu lieu, car la courbe du pétrole brut aura commencé à décroître. L'ASPO se penche sur cet écart entre les découvertes hypothétiques et la déplétion réelle des plus grands champs pétroliers et gaziers de la planète.

Quand ce décrochage aura-t-il lieu ? Selon le physicien américain Robert Hirsch, ancien directeur de la prospection pétrolière chez Exxon, l'événement est imminent : il aura lieu autour de 2013-2015. A ce moment-là, le plateau instable des énergies fossiles arrivera à son terme, et entamera une décrue de 5 à 7 % par an, dont les effets sur l'économie mondiale seront immédiatement sensibles. La courbe de la production de pétrole descendra d'autant plus rapidement que les grands pays dits émergents voudront augmenter leur consommation d'énergie. Le monde, dont l'énergie est fournie à 85 % par les fossiles, sera confronté à des turbulences et des tensions comparables à celles qui ont accompagné les chocs pétroliers de 1973 et de 1980. A ceci près que, cette fois, il s'agit

d'une évolution géologique irréversible et non pas d'une décision provisoire des pays de l'OPEP de fermer les robinets. Face à une telle urgence, les gouvernements devraient déjà préparer leurs populations à être confrontés à des pénuries.

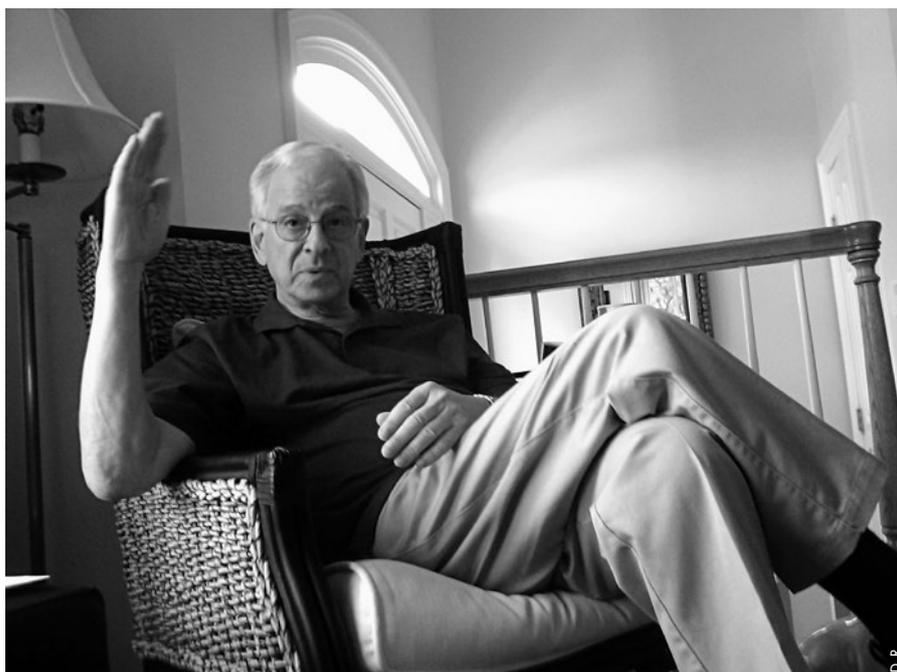
## Le Peak Oil, sujet tabou

C'est que l'ASPO pose des questions gênantes. Les gigantesques quantités d'énergie nécessaires au fonctionnement des sociétés industrielles semblent couler de source, tant elles sont imbriquées dans le système. La plupart des économistes eux-mêmes semblent ne pas prendre en compte cette part physique du système ni anticiper son inéluctable contraction. L'univers de la "Big Energy" est verrouillé et influent. Aux Etats-Unis, selon le professeur de géostratégie Michael Klare, c'est l'industrie pétrolière qui domine traditionnellement la politique et empêche la transition énergétique. Elle sait aussi déployer ce que Jeremy Leggett, spécialiste britannique des énergies renouvelables, estime être une propagande anti-pic pétrolier, "faisant passer chaque découverte de champ de gaz de schiste pour un nouveau Qatar".

L'ASPO a été cofondée en 2002 par les géologues Jean Laherrère et Colin Campbell, auteurs d'un article remarqué annonçant la fin du pétrole bon marché, publié dans *Scientific American* en 1998. Cette société savante se fonde sur les données fournies par certaines compagnies pétrolières comme l'annuel *BP Statistical Review of World Energy* et sur des compilations collaboratives élaborées par des experts et géologues indépendants, tels que Jeremy Gilbert, entré comme ingénieur de production chez BP en 1964 et aujourd'hui directeur d'une entreprise spécialisée dans l'audit pétrolier. Celui-ci regrette qu'en dix ans, l'ASPO n'ait pu obtenir le concours des compagnies pétrolières, alors que le message de l'imminence du pic commence à être perçu par le grand public : "Nous n'avons toujours pas d'accès à des données détaillées sur les champs pétroliers, l'industrie pétrolière refuse de débattre avec nous".

## Une controverse montée de toutes pièces

Diffusée en juin, une étude signée de Leonardo Maugeri, ancien dirigeant du groupe pétrolier italien Eni, intitulée *Pétrole, la prochaine révolution*, a suscité un vif débat dans la blogosphère des énergéticiens. Financée par BP, cette étude est éditée par le Belfer Centre de la Kennedy School de Harvard : un label à première vue prestigieux. Du nom de Robert Belfer, de la compagnie pétrolière Belco, puis dirigeant d'Enron, compagnie d'énergie qui s'est illustrée par un scandale historique, le Belfer Centre est de ces *think tanks* américains financés par le monde des affaires, incrusté au cœur des universités les plus prestigieuses en contrepartie de substantiels subsides. Le directeur



**Selon le physicien américain Robert Hirsch, ancien directeur de la prospection pétrolière chez Exxon, c'est autour de 2013-2015 que le plateau instable des énergies fossiles arrivera à son terme, et entamera une décrue de 5 à 7 % par an.**

du Belfer Centre, Graham Allison, est lui-même dirigeant de la Getty Oil Company, Belco Oil & Gas, Natexis, et membre du comité de direction d'une dizaine de grandes banques et entreprises. Parmi les dignitaires du Belfer Centre, on trouve aussi Robert Zoellick, dirigeant de la Banque mondiale, et Ashton Carter, tous deux proches de Goldman Sachs. A y regarder de près, difficile de considérer le Belfer Centre comme un centre de recherche indépendant de tout intérêt financier.

L'offensive lancée par le Belfer Centre présente des similitudes troublantes avec celle des marchands de doute sur le climat. Le protocole est le même : des *think tanks* pseudo-scientifiques, financés par les compagnies pétrolières et l'industrie du tabac, visaient à discréditer le GIEC et à faire passer le changement climatique pour une fiction. En l'occurrence, un auteur, Leonardo Maugeri, et un groupe de recherche, le Belfer Center, soutenu par le monde de l'industrie pétrolière, mettent en scène un rapport qui affirme que les sous-sols de la planète recèlent suffisamment de pétrole pour alimenter l'économie mondiale pendant plus d'un siècle. Alors que les pétroliers et l'OPEP ont boycotté la dixième conférence de l'ASPO début juin 2012, voici qu'ils reviennent à la charge pour tenter de discréditer les géologues et autres tenants du "peak oil" (pic pétrolier), considérés comme des oiseaux de mauvais augure par les majors de l'or noir.

## Le feu de paille des gaz de schiste

Reste que M. Maugeri reconnaît que le 21<sup>e</sup> siècle ne réservera plus de découvertes de nouveaux grands champs de pétrole conventionnel. La plupart des plus grands bassins pétroliers du monde (pays du Golfe persique, Mexique, Russie, Venezuela) ont atteint "leur maturité technologique", ce qui veut dire que de nouveaux moyens doivent être mis en œuvre pour prolonger leur productivité. "Mais un nouveau paradigme pourrait rendre ces questions infondées", annonce Maugeri : celui de la "dé-conventionalisation" des réserves. Par ce terme quelque peu inquiétant, l'auteur de *Pétrole, la prochaine révolution* désigne l'expansion des pétroles non conventionnels : ces liquides contenus dans des formations géologiques peu poreuses, plus denses que l'eau, donc impossibles à extraire et à transporter par les méthodes conventionnelles, à savoir les huiles ultra-lourdes, les sables bitumineux et les huiles et gaz de schistes : "Le pétrole difficile d'aujourd'hui sera le pétrole facile de demain", grâce à l'amélioration des techniques d'extraction, prophétise Maugeri, qui va jusqu'à annoncer une production étasunienne supérieure à celle de l'Arabie Saoudite en 2020. Cette "déconventionalisation" se déroulera au Canada, où s'intensifiera l'exploitation des sables bitumineux, aux Etats-Unis avec les gaz de schistes, au Brésil au large de Rio en offshore profond et au Venezuela avec les huiles extra-lourdes du bassin de l'Orénoque.

Ce miracle s'annonce grâce aux forages horizontaux tels qu'ils sont pratiqués dans le champ de Bakken Shale, dans le Dakota. Pourtant, la croissance la production des gaz de schistes aux

Etats-Unis risque de n'être qu'un feu de paille : si le débit augmente vite, le forage horizontal ne peut perpétuellement agrandir la capacité de ces puits. Comme l'a démontré l'analyste indépendant et spécialiste des ressources gazières, Arthur Berman, lors de la 10<sup>e</sup> conférence de l'ASPO fin mai 2012, la ruée vers l'or du gaz et des huiles de schiste de ces dernières années ne pourrait être qu'une gigantesque pyramide de Ponzi : les taux de déclin de ces champs gaziers sont excessivement rapides, ce qui implique d'en forer de plus en plus, donc de mobiliser des investissements croissants pour enrayer la décroissance fatale de la ressource. A l'appui de cette thèse, lors de la conférence de l'ASPO à Vienne, le 30 mai dernier, Arthur Berman a présenté la balance des paiements déficitaire des principales compagnies gazières américaines, et a annoncé la faillite imminente d'une partie d'entre elles.

Un point de vue corroboré par l'eurodéputé Yves Cochet : "Les gaz et huiles de schiste non seulement ont un impact négatif sur l'environnement et la santé, mais le boom américain actuel ne sera qu'un feu de paille qui a commencé il y a cinq ans et se terminera dans cinq ans. Ils ne sont donc pas rentables sur le moyen terme. Les entreprises qui s'y sont lancées ont beaucoup emprunté sans pour l'instant récupérer un retour sur investissement. Depuis deux ans en France, beaucoup de citoyens et des élus locaux se sont mobilisés contre les permis d'exploration de gaz et huiles de schiste. Du coup, même l'ancien gouvernement a reculé et a fait voter une loi en juillet 2011 qui interdit la fracturation hydraulique. Pour le moment, les explorations sont suspendues ou abrogées. Mais Jean-Marc Ayrault a déclaré le 22 août que le gouvernement se réserverait la possibilité d'explorer ces ressources si d'autres méthodes moins polluantes étaient trouvées. Ce serait une régression par rapport à la proposition de loi de juillet 2011 visant à interdire l'exploitation des gaz et huiles de schiste quelle que soit la technique, dont Jean-Marc Ayrault, alors président du groupe socialiste, était le premier cosignataire avec les quatre députés écologistes de l'époque dont je faisais partie".

## L'avenir sera sobre ou ne sera pas

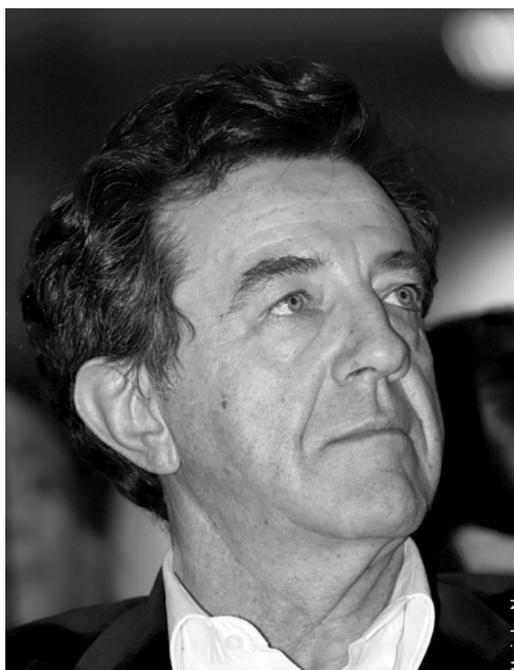
Quant aux agrocarburants, ils ne feront qu'amplifier la crise alimentaire. Le directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, a demandé le 10 août dernier aux Etats-Unis de suspendre leur production de bioéthanol à partir de maïs pour éviter une crise alimentaire, dans une tribune publiée par le quotidien britannique *Financial Times*. La sécheresse qui sévit actuellement aux Etats-Unis a fortement endommagé les cultures, provoquant des tensions sur les marchés des matières premières agricoles. Malgré ces dérives, en France, où les agrocarburants sont implantés sur 6 % de la surface agricole utile, "les lobbies des céréales, du maïs et des betteraves arborent des études

*Selon Arthur Berman, la croissance la production des gaz de schistes aux Etats-Unis risque de n'être qu'un feu de paille : les taux de déclin de ces champs gaziers sont excessivement rapides, ce qui implique de mobiliser des investissements croissants pour enrayer la décroissance fatale de la ressource.*



pseudo-scientifiques fabriquées par Price Water House Cooper qui prétendent démontrer que les agrocarburants sont meilleurs pour l'environnement et le climat que les énergies fossiles. Ils envoient des propositions d'amendements pour étendre la niche de défiscalisation de leur production sous prétexte que les agrocarburants sont l'indépendance énergétique, le 'pétrole vert' de la France", ironise Yves Cochet.

Comment les sociétés réagiront-elles si elles sont plus rapidement confrontées que prévu par les institutions officielles à une flambée du prix du baril, voire à des pénuries qui pourraient avoir des conséquences sur l'approvisionnement à la pompe, sur la chaîne alimentaire, sur les transports et sur l'ensemble de la production industrielle ? Pour Yves Cochet, "c'est la réalité géologique et physique qui fera bouger la situation. Je ne crois pas à un changement de mentalité. Dans la loi d'orientation sur l'énergie de la mi-2013, il faut qu'il y ait des mesures contraignantes imposant à l'Etat, aux collectivités, aux entreprises et aux ménages des économies d'énergie afin que la consommation d'hydrocarbures baisse de 3 à 4 % par an selon une politique de quotas. Même si les énergies renouvelables se répandent, le flux d'énergie utile sera dix fois moindre qu'aujourd'hui d'ici à 2050. Ce qui implique de baisser drastiquement notre consommation d'énergie". Pour Dennis Meadows, principal auteur du fameux rapport du Club de Rome Limits to Growth paru en 1972, "nous avons construit un système fondé sur l'assomption de ressources illimitées, et nous commençons à être confrontés aux premières panes d'approvisionnement, sans vraiment encore prendre la mesure de la dépendance de nos sociétés à



Pour Yves Cochet, "Même si les énergies renouvelables se répandent, le flux d'énergie utile sera dix fois moindre qu'aujourd'hui d'ici à 2050. Ce qui implique de baisser drastiquement notre consommation d'énergie"

l'énergie. A ce stade, nous avons rassemblé suffisamment de données. Maintenant il faut agir".

Agnès Sinai ■

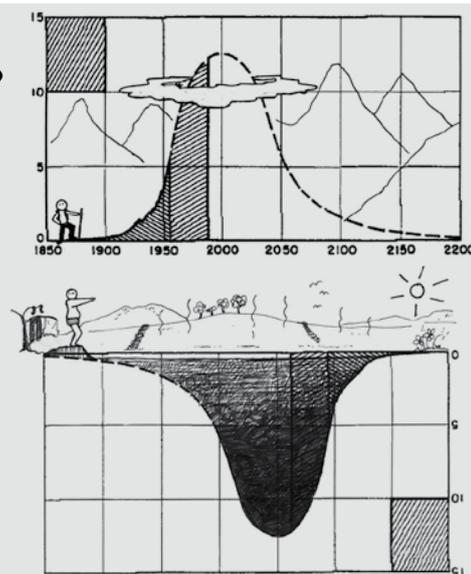
## Est-ce que l'image d'un "pic" pétrolier est la meilleure représentation de la situation ?

EN REGARDANT L'HABITUELLE COURBE DU PIC DE PÉTROLE DE HUBBERT, NOUS VOYONS une montagne : une montée suivie d'une chute, une ascension suivie d'une descente. On a l'impression que nous avons atteint le sommet et que désormais nous devons serrer les dents sur le long chemin du retour à la maison, un peu comme un enfant surexcité dans une fête à qui l'on dit qu'il est temps de rentrer à la maison. Peut-être pourrions-nous mieux transmettre l'impression souhaitée en inversant ce graphique et en le regardant tête en bas. Nous pourrions ainsi utiliser l'expression "fosse pétrolière", plus appropriée.

Plutôt que l'escalade d'une montagne, nous pourrions voir l'ère des carburants fossiles comme une plongée dans un lagon fétide. On nous avait dit que d'immenses fortunes nous attendaient sous la vase du fond si seulement nous pouvions plonger assez profond pour les trouver. Au fil du temps, nous avons plongé de plus en plus

profond, dans un liquide de plus en plus épais, noir et collant. Et nous voilà au fond, à la limite de notre endurance, entourés de révoltants sables bitumineux, ces raclures de baril de carburant fossile. Nous pouvons à peine discerner un éclat de soleil à travers le liquide au-dessus de nous, et notre besoin urgent d'inspirer nous propulse vers la surface en quête d'oxygène.

Au lieu de faire ce trajet en résistant, nous nous propulsons avec détermination vers l'air et la lumière du soleil. Si l'on regarde les choses ainsi, la course vers un monde libéré des carburants fossiles devient une ruée viscérale vers la survie de masse, un rejet collectif d'un mode de vie qui ne nous rend plus heureux ; poussés par l'impérieux besoin de remplir nos poumons avec une chose encore imprécise bien que nous sachions instinctivement qu'elle nous rendra plus heureux que ce que nous avons. Peut-être l'arrivée dans un monde d'énergie réduite procurera-t-elle le même sentiment



de satiété et de jubilation que l'arrivée à la surface, la bouffée d'air frais, l'émerveillement renouvelé pour la beauté du monde et la joie d'être en vie.

Rob Hopkins

Extrait du Manuel de transition, p.99



## Méfiez-vous des vendeurs de vélos !

Comme tout bon vendeur, il ne va pas tout vous dire. C'est pourquoi, l'association *Carifree* tient à vous prévenir des effets indésirables que provoque le passage de la voiture au vélo :

- 1. La perte de poids.** Si vous essayez d'être gros, le vélo n'est pas bon pour vous. Le vélo est connu pour éliminer les calories provenant des réserves de graisse du corps.
- 2. Le ralentissement de la respiration.** Les gens qui utilisent régulièrement le vélo ont besoin de plus de temps entre chaque respiration, que ce soit quand ils font du vélo ou quand ils sont en période de repos.

- 3. La réduction du stress et de l'agressivité.** Les gens qui vont au travail à vélo sont moins susceptibles d'être agressifs, ce qui peut poser problème pour la survie dans le monde d'aujourd'hui.

- 4. Ponctualité.** La possibilité de naviguer dans le trafic urbain, en prenant des raccourcis dans des endroits où les voitures ne peuvent pas passer, tout en évitant les embouteillages de l'heure de pointe, laisse souvent les cyclistes dans l'ennui lorsqu'ils doivent attendre l'arrivée de leurs collègues.

- 5. La stimulation mentale sans caféine.** Ceux qui utilisent régulièrement le vélo ont la sensation

naturelle d'être alertes et bien éveillés, et ne peuvent donc pas justifier la pause café en début de matinée.

- 6. Sentiment d'invincibilité.** Les personnes qui sont leur propre moyen de transport ont souvent la dangereuse impression qu'elles peuvent réaliser n'importe quoi.

- 7. La pratique du vélo peut conduire à d'autres activités.** Rouler à vélo encourage la curiosité, l'exploration, et peut même provoquer une dépendance à la volonté de découvrir le monde.

- 8. Une joie extrême.** Les cyclistes réguliers ont du mal à comprendre la colère des automobilistes, et se tiennent donc à l'écart du passe-temps populaire qui consiste à maugréer dans la circulation. Des sourires trop fréquents peuvent provoquer des rides d'expression sur le visage.

- 9. Perte de sensation.** La pratique régulière du vélo rend insensible au froid, à la pluie, aux intempéries et même à la chaleur.

- 10. Mauvais pour la croissance économique.** La pratique du vélo diminue les profits des compagnies pétrolières et des constructeurs de voitures tout en limitant la pollution et les problèmes de santé publique. Or, la pollution (et

la dépollution qui va avec) et les problèmes de santé publique (dont les accidents de la route) participent à la croissance du PIB.

## Ile-de-France

### Deux roues pour la santé

L'observatoire régional de la santé Ile-de-France a publié, à l'occasion de la semaine de la mobilité, le 15 septembre 2012, un rapport sur ce qui se passerait si le nombre de déplacements à vélo doublait d'ici 2020.

Première conséquence : pour un décès par accident de vélo, on en évite 20 fois plus que pour les autres modes de déplacement, notamment du fait que les personnes qui ont une activité physique sont en meilleure santé. Les conséquences pour la pollution de l'air et pour le bruit restent modestes (on passerait de 2 % à 4 % des déplacements). L'observatoire conseille de multiplier les aménagements cyclables qui permettent d'éloigner les cyclistes de la pollution automobile. (source : [www.ors-idf.org](http://www.ors-idf.org))



# décroissance & transition



## 120 groupes en transition

Les groupes se multiplient autour du thème de la transition. Mi-2012, on comptait environ 120 groupes référencés au niveau de la coordination nationale et une soixantaine d'autres groupes en formation. Il y a maintenant des groupes dans presque tous les départements. Mais tous ces groupes n'ont pas forcément encore fait beaucoup d'actions concrètes... puisque seulement

trois pour le moment ont réuni les critères nécessaires pour être reconnu au niveau international : Trièves dans l'Isère (*Silence* n°393), Saint-Quentin-en-Yvelines en Yvelines (*Silence* n°403) et Salies-de-Béarn dans les Pyrénées-Atlantiques (*Silence* n°398). Au niveau international, on approche des 400 groupes officiels et 2000 en cours de formation.

La grande majorité reste dans les pays anglophones, mais le mouvement s'étend dans les autres pays.

## Venise

### Conférence internationale sur la décroissance

Organisée par les associations italiennes et des groupes de chercheurs sur la question, la 3e conférence internationale sur la

décroissance qui s'est tenue fin septembre à Venise a réuni plus de 600 personnes venues d'une cinquantaine de pays. Étaient présents la revue *Entropia*, la revue suisse *Moins !* le groupe de recherche *Research&Degrowth*, Serge Latouche, Rob Hopkins, Yves Cochet... Les débats ont porté sur les convergences des

analyses dans les différents pays, la cohérence à avoir entre nos pratiques et nos idées, comment développer des stratégies, les rapports avec les autres mouvements sociaux (*Indignés*, *Occupy*...) et les partis politiques, ce que peut être la relocalisation... (plus d'infos : [www.partipourladecroissance.net](http://www.partipourladecroissance.net))

26<sup>e</sup> Journées de l'Arbre, de la Plante et du Fruit

COLLECTIONS VARIÉTALES, EXPOSITIONS, ATELIERS/CONFÉRENCES, DÉMONSTRATIONS, PROJECTIONS, DÉGUSTATIONS et PLUS DE 150 EXPOSANTS

*Kakis et Boissons fermentées (hors fruits)*

samedi 24 et dimanche 25 novembre 2012  
St Jean du Gard (30) - 9h30 à 18h - PAF : 4€

infos : 04 66 85 32 18 - [www.dimanchesverts.org](http://www.dimanchesverts.org)

aquarelle : Claudine RABAUD©



## Initiation à la botanique

Un samedi par mois pendant six mois à partir de février 2013, l'association l'Ortie vous propose une initiation à la botanique : reconnaissance des différentes familles de plantes, identification des plantes comestibles, médicinales, toxiques... Renseignements : L'Ortie, Lasserre du moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél : 04 68 20 36 09, <http://ortie.asso.fr>.

### Copenhague

## Christiania rachète ses terrains



En septembre 1971, une ancienne caserne de 34 hectares au centre de la ville de Copenhague est envahie par les "provos" qui y installent une "commune libre". Selon les périodes et les saisons c'est entre 200 et 1000 personnes qui y habitent, dont une part importante y travaille. Pendant quarante ans, les occupants du lieu, regroupés dans une quarantaine de collectifs autogérés, ont réussi à résister à toutes les tentatives d'expulsion. Au fil des ans, la commune a défini ses propres règles – interdiction des voitures, des armes, des drogues dures. – Depuis 2001 et l'arrivée d'un gouvernement conservateur au pouvoir, le ton se durcit et après négociations, les autorités proposent aux habitants de racheter les terrains qu'ils occupent. Cela provoque de vifs débats... Finalement, une majorité se dessine pour cette solution. D'après discussions on eu lieu pour déterminer le prix de vente des lieux. Estimés par un professionnel à 85 millions de couronnes Dkk (11,5 millions €), la ville a accepté de vendre à 52 millions Dkk (7 millions €) dont 30 millions Dkk (4 millions €) doivent être versés avant la fin 2012. Une collecte est en cours. Depuis le 1er septembre 2012, une nouvelle "guerre" a commencé : des policiers ont été déployés dans la

rue principale pour officiellement protéger les touristes, en réalité pour empêcher la poursuite du commerce de haschich, ceci quelques mois après que le parlement danois ait rejeté un projet de loi légalisant ce commerce. (source : site de Christiania et *Thé Copenhague post*)

### Isère

## Le Zeybu, circuit court solidaire

Des habitant·e·s de la commune d'Eybens près de Grenoble ont créé en 2010 un système d'approvisionnement alimentaire local basé sur la solidarité sociale. Un mardi sur deux, des producteurs locaux viennent livrer les produits qui ont été commandés par les adhérent·e·s, au local de l'association. Ils offrent également un excédent de produits, que les adhérents peuvent acheter lors de la distribution. La recette de cette vente sur place est intégralement reversée à l'association Eau (Eybens accueil urgence), relais de la banque alimentaire sur Eybens. Celle-ci crédite le compte Zeybu de personnes relevant de l'aide alimentaire, qui peuvent avec cet argent commander les produits locaux de qualité proposés par l'association, l'anonymat des bénéficiaires étant garanti. Au final l'argent retourne donc aux producteurs après avoir été redistribué. Tous les échanges se font en monnaie « Zeybu solidaire » qui ne peut être utilisée qu'à l'intérieur du système. Il y a actuellement 370 adhérents environ et entre 60 et 80 foyers en moyenne participent au « Zeybu Marché » du mardi. Dix foyers sont bénéficiaires de l'aide sociale apportée par ce circuit court, dont deux ou trois qui utilisent régulièrement le Zeybu. Un accompagnement est souvent nécessaire pour que les foyers aidés s'approprient cette proposition. Aujourd'hui l'association souhaite se mettre à la disposition de toute structure qui souhaite expérimenter ce principe solidaire. *Les Amis du Zeybu*, 23, allée Gerbier, 38320 Eybens, tél : 04 56 45 64 54, [lesamisduzeybu@gmail.com](mailto:lesamisduzeybu@gmail.com).



## Martine Lionnet

### « Silence, c'est comme une utopie à moitié réalisée »

Bénévole

#### Silence : quel est ton parcours ?

**Martine Lionnet** : De père parisien et de mère bruxelloise, je suis née à Bruxelles où je suis restée 28 ans. Très tôt, je me suis orientée vers les arts et je suis rentrée à dix-sept ans à l'académie des Beaux-Arts contre l'avis de mes parents. Ensuite, j'ai eu une vie en apparence très chaotique, qui m'a menée au Kosovo durant deux ans. C'était une ouverture extraordinaire. D'un pays à l'autre, il y a toujours des côtés que l'on aime pas, mais là-bas, il y avait une sorte d'humanisme qu'on a perdu, une chaleur humaine. Ce qui m'a marqué, c'est aussi une autre attitude vis-à-vis des enfants. Plus tard, je suis allée jusqu'à Montréal avec trois valises et deux enfants avant d'aboutir en Franche-Comté.

#### Pourquoi la Franche-Comté ?

Nous cherchions un lieu avec du terrain plutôt qu'un logement tout confort sans terre. Notre emménagement a nécessité un certain nombre de travaux de réfection et d'adaptation, largement compensés par la contemplation de notre environnement. La présence de la nature nous épargne du désir du superflu. Comme je dispose de deux hectares de terrain, j'ai par exemple aidé à la naissance de 1300 mètres de haies sauvages où viennent une trentaine d'espèces d'oiseaux, des hermines, des cerfs, des chats sauvages... Je ne tonds pas non plus, ce qui ajoute à ma qualité de vie et donne une biodiversité jusque sous les pieds et rares sont les années où je n'ai pas une nouvelle espèce de plante à découvrir.

#### Quels sont tes pratiques alternatives ?

Cela fait vingt ans cette année que je suis végétarienne (enfin plutôt tendance pesco-végétarienne). Mes « p'tits trucs » quotidiens de pratique « écologique » trouveront peut-être place un jour

dans un petit livre. De même, bien que de constitution fragile, cela fait trente ans que je n'ai pas consommé de médicament chimique (même pas une aspirine) et réfute cette dictature médicale.

Avec une amie, nous avons aussi été à l'initiative des premières actions antinucléaires, au moment de l'anniversaire d'Hiroshima et Nagasaki. Nous avons alors commencé un jeûne organisé à Paris. Par la suite, c'est le réseau *Sortir du nucléaire* qui a pris le relais. C'était les grands moments, maintenant je ne fais plus ce genre de choses.

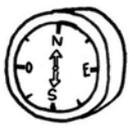
#### Comment ton bénévolat pour Silence s'inscrit-il dans ta façon de vivre ?

J'ai découvert Silence il y a 20 ans, lors d'une foire à Taon-les-Vosges. Cela m'a permis de découvrir que j'étais loin d'être seule à vivre hors de la consommation et cela m'a encouragée dans mon mode de vie et m'a donné envie de le partager avec d'autres et également de le promouvoir ! J'ai animé une émission de radio locale sur les thèmes de Silence pendant deux ans et suis plus tournée maintenant vers l'organisation de soirées films-débats dans le cadre d'un groupe local. D'ailleurs, je voudrais lancer un appel pour que quelqu'un reprenne le flambeau des cafés-débats que j'organisais à La Verotte, en Franche-Comté (03 81 83 35 95) car je vais déménager dans quelques mois pour rejoindre ma fille qui habite dans le midi.

Être bénévole pour Silence c'est comme faire partie d'une micro société. Silence c'est déjà une utopie à moitié réalisée, par son fonctionnement et son pluralisme. C'est de l'écologie libertaire sans en avoir les théories et les dogmes.

Propos recueillis par **Caroline Bojarski**.





Parlement Européen

## Premier bilan de Pascal Canfin

Dans un texte relayé par EELV, le 21 septembre 2012, le ministre délégué chargé du développement, dresse un premier bilan de son action :

- changement de nom du ministère ;
- dans le cadre de l'aide des pays du sud, dans le secteur de l'énergie, aide en priorité à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables ;
- dans le secteur agricole, aide dans le domaine de la souveraineté alimentaire, agriculture durable et familiale, "écologiquement intensive" (?) ;
- transparence de l'aide, lutte

contre la corruption et contre les paradis fiscaux. Il annonce la tenue des Assises du développement, un processus de dialogue avec les ONG qui doit permettre de définir de nouveaux objectifs. Donc plein de bonnes intentions...

## Pourquoi la France s'intéresse au sort du Mali

Prenez une carte d'Afrique, regardez la moitié nord du Mali occupée par des groupes islamistes. Regardez maintenant un peu plus à l'est, de l'autre côté de la frontière, vous avez le Niger, avec, pas très loin de cette frontière, Arlit et les mines d'uranium exploitées par Areva. Voilà, vous y êtes ? Vous comprenez maintenant pourquoi la France demande à l'ONU de soutenir une force africaine d'intervention au Mali.

## Nourrir ou conduire, il faut choisir

Oxfam-France a lancé en septembre 2012 une campagne pour garantir le droit à l'alimentation des pays du Sud. Cette campagne vise à interpeller les ministres européens de l'énergie et de l'environnement qui d'ici la fin de l'année doivent fixer des objectifs dans le cadre de la politique énergétique commune de ces prochaines années. Elle demande de mettre fin aux politiques de soutien aux agrocarburants qui provoquent de fait un accaparement des terres et font que de plus en plus d'aliments sont importés en Europe au détriment des populations des pays du Sud (quand les terres du Sud ne sont tout simplement pas confisquées pour ces mêmes agrocarburants). La campagne demande que la "transition énergétique" se fasse en intégrant les questions des rapports nord-sud et qu'elle aille dans le sens d'un moindre pillage des pays du Sud par ceux du Nord. Actuellement, l'Europe s'est fixé comme objectif de produire 20 % de son énergie par les agrocarburants d'ici 2020... En 2008, 40 % des agrocarburants sont déjà importés et ce chiffre pourrait atteindre 60 % pour parvenir à l'objectif prévu. Cette directive doit être révisée en 2014 avec comme étape intermédiaire, fin 2012, d'une étude sur les impacts environnementaux et sociaux des agrocarburants. C'est donc le moment de faire savoir qu'il faut arrêter : les agrocarburants sont certes des énergies renouvelables, mais au détriment de la production alimentaire.

Face à la crise céréalière mondiale, les commissaires européens au climat et à l'énergie ont annoncé le 17 septembre 2012 leur volonté de limiter à 5 % l'incorporation d'agrocarburants dans les carburants, soit un maintien au niveau actuel. Un premier recul à confirmer... Dépliants et cartes postales sont disponibles (1 € l'exemplaire, port compris, 0,80 € à partir de 10 exemplaires) auprès de : Oxfam, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40, [www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org).



## société

## En finir avec la chasse aux Roms



D.R.

▲ Ce qu'il reste d'un camp de roms après leur expulsion, près d'Aix-en-Provence, le 24 juillet 2012

Le 31 décembre 2013, les Roms de Roumanie pourront vivre nor-

malement : à cette date les limitations de circulation et de travail imposées par l'Union européenne cesseront. Alors que le gouvernement français cherche à économiser, signalons à Manuels Valls qu'il peut arrêter les persécutions et les expulsions puisque cela ne sert strictement à rien.

Et combien cela coûte-t-il ? Selon Eric Besson, le précédent ministre, ce serait de l'ordre de 12 000 € par personne expulsée (RMC, 29 septembre 2010). Un chiffre que conteste la Cour des Comptes. Selon un rapport transmis au Sénat ([www.senat.fr/commission/fin/pilf2009/np/16/164.html#toc120](http://www.senat.fr/commission/fin/pilf2009/np/16/164.html#toc120)), en 2009, le coût moyen a été de 20 970 €.

Avec le "changement, c'est maintenant", la France a battu un sinistre record : entre le 9 août et le 9

septembre 2012, ce sont plus de 7000 Roms qui ont été expulsés. Soit 146 millions d'euros dépensés uniquement pour montrer que le gouvernement de gauche est aussi inhumain que le précédent.

## Agriculture Soutenir les petits paysans

Les paysans n'ayant pas un minimum de surface pour assurer leurs revenus n'ont pas accès à une couverture sociale classique. Ils peuvent seulement être "cotisants solidaires", ce qui leur assure un minimum de protection sociale : protection contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, mais pas une retraite ni une couverture santé complète. Ils sont

actuellement 12 % des agriculteurs en France avec une pointe à 40 % dans le département de l'Aude. Cela correspond souvent à des maraîchers (dont de nombreux en Amap), de petits éleveurs ou de petits arboriculteurs, principalement ceux qui ont choisi de travailler en circuits courts, qui font de la transformation et qui vivent de fait dans la simplicité. En septembre 2012, la Confédération paysanne a écrit au gouvernement pour lui demander une reconnaissance de ce vivier d'innovations viables et que cessent les discriminations. Elle demande en particulier qu'ils puissent voter lors des élections professionnelles qui se tiendront en janvier 2013. Confédération paysanne, 104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet, tél : 01 43 62 04 04, [www.confederationpaysanne.fr](http://www.confederationpaysanne.fr).

# femmes, hommes, etc.



## Des poussettes et des hommes

Un fabricant hollandais de poussettes a eu la lumineuse idée de lancer des poussettes spécialement adaptées aux hommes : « Châssis noir, 4x4, séries limitées... pour coller aux désirs du papa moderne féru de mécanique », voici « des accessoires high-tech et stylés ». Le fond de l'affaire ? « L'idée, c'est qu'un homme aux manettes d'une poussette ne se sente jamais ridicule ». (Source : Axelle n°152)



## le féminisme... au masculin

### Quand des hommes se disent féministes...

Le mois dernier nous avons écouté les témoignages de plusieurs hommes suisses qui se disaient récalcitrants à l'idée de féminisme. Nous allons maintenant en écouter certains qui se qualifient de « féministes ».

**L'**un d'entre eux, avocat, réussit le tour de force de se positionner en tant que féministe en professant des idées radicalement anti-féministes. « Si être féministe c'est traiter une femme avec galanterie, délicatesse, c'est reconnaître que la nature nous a fait différents et que la force physique des hommes peut ainsi être mise au service de la femme pour venir à son secours, c'est mettre en évidence les qualités que naturellement les femmes ont de plus que les hommes, telles que l'écoute, la sensibilité, la persévérance et le don inné de faire plusieurs choses à la fois, alors oui je suis féministe », explique-t-il. Manière adroite et euphémisée de répéter les clichés sexistes habituels. On pourrait reformuler sa phrase ainsi : « Si être féministe c'est pouvoir continuer à affirmer mon ascendant d'homme sur les femmes et les infantiliser, c'est reconnaître que la force physique des femmes ne leur permet pas de se débrouiller toutes seules sans l'aide des hommes, c'est mettre en évidence que par nature les femmes sont adaptées à un rôle secondaire d'écouter et de soutien émotionnel, alors oui je suis féministe ». « Mais si, poursuit-il, être féministe c'est prôner que la femme et l'homme sont absolument identiques et qu'il faut donc toujours leur réserver un traitement égal, voire égalitaire, alors non je ne suis pas féministe ». Nous voilà donc rassurés : si le féminisme est la prétention à l'égalité entre femmes et hommes, alors pouah ! Eloignons-

nous en ! Mais s'il est l'exaltation des différences naturelles et immuables entre eux, alors embrassons-le. Et refusons surtout de voir que cette idéologie des différences naturelles est le plus puissant verrou culturel des inégalités instituées entre hommes et femmes. Mais d'autres types d'hommes féministes existent, comme ce rédacteur en chef : « Je suis féministe et je ne trouve pas cela étrange pour un homme. Je me suis rendu compte que la lutte des femmes pour l'égalité est la lutte d'une minorité pour ses droits, comme celle des Noirs américains ou des gays par exemple, alors qu'elles constituent l'exacte moitié de l'humanité. Il y a un blocage dû aux hommes qui se constituent en « minorité » sexuelle cooptative et confisquent le ou les pouvoirs ». Un reporter poursuit : « Je crois à un fonctionnement 'Simone de Beauvoir' à l'envers. Naître homme oblige sans doute à désapprendre à être homme ». Il s'agit de se libérer selon lui d'une gangue en partie innée et en partie acquise, pour « viser une égalité vraie, profonde ». Il ne s'agit pas de « se laisser faire », mais de « se laisser défaire ». Cela commence par sortir des discours généralistes qui disent « les femmes... ». « Il n'y a aucune raison d'avoir peur, poursuit-il. Il y a un plaisir féministe à être un homme ».

Léo Sauvage

## Togo

### Grève du sexe

Le mouvement "Sauvons le Togo" regroupe neuf organisations de la société civile et sept partis ou mouvements d'opposition qui demandent au gouvernement de respecter les conclusions de la Commission nationale des droits de l'homme qui dans un rapport dénonce la torture et demande des réformes institutionnelles avant les prochaines élections législatives prévues en octobre 2012. Le 19 août 2012, les femmes du mouvement ont entamé une "grève du sexe" d'une semaine pour inciter les hommes à être plus actifs dans le mouvement... après une semaine de manifestations où les femmes ont été particulièrement victimes de violences policières. Les femmes de "Sauvons le Togo" s'appuient sur la grève lancée au Libéria en 2003 et qui avait accompagné pendant plusieurs mois des manifestations pour mettre fin au conflit dans le pays. Cela est-il efficace ? Une animatrice de l'action au Libéria dit que cela a surtout été efficace pour faire parler de leurs actions dans les médias internationaux... ce qui est en train de se reproduire avec le Togo.

## Tunisie

### Harcèlement des autorités

Depuis l'arrivée du parti islamiste Ennahda au pouvoir en octobre 2011, la situation des femmes se dégrade progressivement. Une affaire de viol fait actuellement l'objet d'intenses débats. Le 3 septembre dernier, à Ain Zagouan, près de Tunis, un couple est surpris en pleine action dans une voiture par une patrouille de policiers. Ceux-ci menotent l'homme et violent la femme. Celle-ci porte plainte pour viol... mais se voit alors accusée par le procureur de la République d'"obscénité ostentatoire préméditée". Au lieu de se taire, la femme rend l'affaire publique. L'avocate de la victime dénonce dans les médias la multiplication des affaires de harcèlement sexuel, moral et financier de la part des policiers. Des manifestations ont lieu régulièrement pour dénoncer les reculs faits à la condition des femmes dans le pays.

**AUX ACTES CITOYENS!**

**IMAGES MOUVEMENTÉES 10 ANS LE FESTIVAL DE CINÉMA D'ATTAC**

**9-18 nov. 2012 au CINÉMA LA CLEF**

21, rue de la clef 75005 Paris - Toutes les informations sur le site : <http://imagesmouvementees.org>

Echange publicitaire



# politique



▲ Buvette de Mocochinche

## Coca-Cola et le calendrier maya

Selon des interprétations du calendrier maya, le 21 décembre 2012, solstice d'été dans l'hémisphère sud, doit marquer la fin d'un ancien monde. Pour marquer cela et espérer que ce soit la fin du capitalisme, le gouvernement bolivien a pris, le 13 juillet 2012, un arrêté qui interdit à la date du 21 décembre 2012, la vente de Coca-Cola dans le pays, la boisson symbole du capitalisme. Les

étrangers sont invités à découvrir à cette date la "Mocochinche", boisson locale à base de pêche.

## La majorité en politique ?

François Hollande a été élu avec 51,64 % des voix... donc il représente la nouvelle majorité. C'est oublier un peu vite qu'il s'agit de la majorité des votes exprimés... ce qui compte tenu de l'abstention ne fait plus que 39,07 % des inscrits. Mais tout le monde n'est pas inscrit... et François Hollande ne totalise que 18 000 668 voix alors que la population française adulte est de 51 100 000... soit un choix de vote réel de 35 %. Selon les estimations des politologues, entre 48 % et 52 % des personnes qui ont voté pour François Hollande au second tour des élections présidentielles, le 6 mai 2012, ont en fait voté contre Nicolas Sarkozy. Environ 9 millions de personnes ont donc vraiment voté pour le projet socialiste... comme quoi on peut avoir la majorité avec seulement 17 % des Français convaincus !

## Fausse crise économique ?

■ **Les inégalités se creusent.** Selon une étude de l'Insee publiée le 5 septembre 2012, en 2010, le niveau de revenus des Français a baissé de 0,5 %... sauf pour les 5 % les plus riches dont le niveau de revenus a augmenté de 1,3 %. La preuve que la soi-disant crise n'est qu'un instrument de plus pour poursuivre la confiscation des ressources par le plus petit nombre.

■ **Paris : mobilisation contre le traité de rigueur européen.** Le 30 septembre 2012, environ 80 000 personnes ont manifesté à Paris pour demander un débat politique et refuser la politique de rigueur qui serait institutionnalisée en cas de mise en place du nouveau traité européen. Les partis représentés étaient le Parti de gauche, le PCF et le NPA principalement. EELV, bien qu'ayant voté à 70 % contre ce traité, n'a pas appelé à la manifestation.

## Pourquoi vote-t-on jusqu'à sa mort ?

On peut s'interroger sur le fait que l'on peut voter jusqu'à sa mort, mais pas les 18 premières années de sa vie. De même qu'il existe des examens pour avoir le droit de conduire une voiture, il pourrait y avoir un examen pour avoir le droit de choisir celui qui conduit le pays. Voir les files de vieux et vieilles faire la queue devant les urnes, bien encadrés, en provenance des maisons de retraite, a de quoi nous interroger. Et ceci d'autant plus que plus on est vieux, plus on est réactionnaire... ce qui arrange bien la droite (en 2012, 59 % des plus de 60 ans ont voté pour Sarkozy, 65 % chez les plus de 65 ans, 68 % chez les plus de 70 ans).



## santé

### Téléphonie mobile

■ **Probable cancérigène.** Les ondes électromagnétiques des téléphones portables et du wi-fi (internet sans fil) sont classés depuis le 31 mai 2011, au niveau de l'OMS, Organisation mondiale de la santé, dans le groupe 2B des produits "potentiellement cancérigène". C'est-à-dire dans le même groupe que le DDT, l'amiante ou encore l'éther de glycol. Question : pourquoi accepte-t-on ces ondes et plus les autres produits ? Quand serons-nous assez nombreux pour pouvoir refuser les ondes comme ces autres produits ?

■ **Paris recule...** Paris avait adopté une charte de la téléphonie mobile qui limitait à 2 volts/mètre en moyenne sur 24h, la puissance des antennes relais. Plusieurs vœux ont été adoptés par le conseil de Paris pour que cette valeur

soit descendue à 0,6 V/m. Après des mois de négociations avec les opérateurs et en l'absence des associations spécialisées dans le domaine, la ville a annoncé, le 18 septembre 2012, l'adoption d'une nouvelle charte qui fixe la limite à... 5 V/m. Donc à l'opposé de ce qui était souhaité et souhaitable pour la santé des Parisiens.

### Liberté vaccinale

Nouveau gouvernement et nouvelle campagne de cartes postales au ministère de la santé pour demander l'introduction dans le code de la santé publique d'une clause de conscience permettant de refuser toute vaccination... comme cela se fait déjà en Italie. On peut demander des cartes (30 cartes, 6 €) à : *Alis, Association liberté information santé, 19, rue de l'Argentière, 63200 Riom, tél : 04 73 63 02 21, www.alis.france.com.*

# 5<sup>e</sup> fête

biodiversité  
payesane  
variétés  
anciennes



## Le Thor

### 17 - 18 NOVEMBRE 2012

### 9H À 18H

MARCHÉ, EXPOSITIONS ET CONFÉRENCES  
ECHANGES AUTOUR DU FILM  
**"LA VOIX DU VENT - SEMENCES DE TRANSITION"**  
VENDREDI 16 NOVEMBRE À 20H30  
SALLE DES FÊTES DU THOR

Renseignements :  
D3P et Fruits Oubliés PACA :  
d3p84@orange.fr  
<http://www.fruits.oublies.fr>




Echange publicitaire

**Suède**

## Ils envahissent une base militaire

Le North European Aerospace Testrange (NEAT), au nord de la Suède, est le plus grand polygone de tirs de missiles d'Europe. Il comprend un espace aérien réglementé sur 360 par 100 kilomètres ainsi qu'un espace au sol réservé de 1650 km<sup>2</sup> pouvant être étendu à 3000 km<sup>2</sup>. Il sert



d'espace d'entraînement pour les bombardements, le test des drones et de missiles. En août 2012 s'y tenaient des manœuvres aériennes regroupant des appareils de guerre de six nations (Suède, USA, Danemark, Finlande, Suisse, Grande-Bretagne...). Le 31 août 2012, des militant-e-s pacifistes du réseau Ofog (Action directe pour la paix) ont pénétré illégalement sur la base militaire pour empêcher un exercice aérien. Ils ont informé l'armée que des activistes étaient dans la zone. Malgré cela, les exercices ont eu lieu. Cette action fait partie de la campagne d'Ofog « La guerre commence ici ».

## Mélenchon et les ventes d'armes

Surprise le 1er février 2012, pour les militants du Front de Gauche en entendant Jean-Luc Mélenchon se féliciter sur France-Inter de la possible vente des avions Rafale à l'Inde. Et d'affirmer dans le même entretien "Le désarmement, c'est pour les autres". Dans un courrier au collectif Action des citoyens pour le désarmement, il répond "la dissuasion est la garantie ultime de la sécurité et de l'indépendance de la France. Elle a pour objectif d'empêcher tout Etat de croire qu'il pourrait porter atteinte aux intérêts vitaux de la nation sans s'exposer à des risques pour lui inacceptables. (...) Il s'agit de prendre des

décisions qui ne mettront pas en défaut la posture de la dissuasion afin qu'elle demeure crédible ». Pour comprendre cela, Lilian Alemagna et Stéphane Alliès, les auteurs de *Mélenchon, le Plébésien*, une biographie du député européen sortie le lundi 23 janvier 2012, explique l'"amitié" entre Jean-Luc Mélenchon et Serge Dassault, le marchand d'armes. Ils ont tous les deux été sénateurs de l'Essonne (Mélenchon de 1986 à 2010, Dassault depuis 2004). Mélenchon aurait développé cette amitié par passion commune pour l'aéronautique. Les journalistes rappellent que quand, le 30 novembre 2004, le bureau du Sénat est appelé à se prononcer sur la saisie du conseil constitutionnel sur la compatibilité entre le statut de sénateur de Dassault et son rôle de fournisseur de l'Etat, Mélenchon est l'un des rares à s'être abstenu. Donc comme le dit le titre du livre de Mélenchon "Qu'ils s'en aillent tous", mais en Rafale de préférence.

**Essais nucléaires**

## Pas que les radiations !

Des analyses faites en Polynésie française sur des aliments montrent que les essais nucléaires n'ont pas provoqué qu'une contamination radioactive : des taux importants de PCB (un produit proche de la dioxine) et de métaux lourds ont été mesurés par un laboratoire consulté par des associations locales : des taux qui rendraient noix de coco et poisson impropres à la consommation dans l'Union européenne. La Polynésie, c'est en France, mais est-ce en Europe ? (*Le Monde*, 26 juin 2012)

## Quand l'armée devient écolo !

Le 29 mai 2012, l'armée chypriote a obtenu de l'Union européenne, le certificat de conformité au règlement Emas (système communautaire de management environnemental et d'audit) pour son camp de Delikipos, près de Larnaka. Ce camp est alimenté par des panneaux photovoltaïques, alimentés en eau par un système de recyclage des eaux usées et les militaires font le tri des déchets (avec une poubelle pour jeter les gradés ?). Bientôt des paniers bio dans les camps de prisonniers, des cercueils en carton recyclé et des bombes élevées sans ajout de produits phytosanitaires !



## Les sénateurs pour le nucléaire !

**Le rapport 668 du Sénat sur l'avenir des forces nucléaires françaises vient de sortir. Conclusion des sénateurs : ne rien changer à notre arsenal nucléaire, inutile de s'engager dans une politique de désarmement nucléaire mais préparer la pérennisation de nos armes nucléaires jusqu'en... 2070.**

Il est difficile d'imaginer plus extrémiste que ce rapport. Mais il faut reconnaître que, pour la première fois, les sénateurs de la Commission de la Défense acceptent d'écrire qu'il existe "une triple contestation des armes nucléaires" et que "de nouvelles interrogations se sont fait jour".

Bien évidemment, dans le chapitre de conclusion sur "les termes du débat" il sera clairement établi que notre arsenal ne doit en rien être réduit. Il faut conserver la Force aéroportée avec sa capacité de tir en premier, même sur un Etat qui ne possède pas d'arme nucléaire, ainsi que notre Force sous-marine avec un sous-marin, 24 heures sur 24 en état d'alerte de capacité de frappe de 1000 "Hiroshima". Bien que "nous n'ayons plus d'ennemis" et que ces armes "sont inutiles contre les menaces actuelles" ! Belle contradiction !

Dans le chapitre des "contestations", trois sujets : 1- Existe-t-il un mouvement international de désarmement nucléaire ? Réponse des sénateurs : oui, avant 2010, quelques démarches pouvaient le laisser penser (le discours d'Obama à Prague est cité...) mais depuis 2 ans tous les Etats ont abandonné cette perspective. Les mouvements sociaux de contestation ne sont même pas mentionnés, seulement les positions de quelques "politiques" comme

Paul Quilès ont le droit d'être citées. 2- l'inutilité militaire : les sénateurs se sont rendu compte de leur contradiction soulignée par certains militaires comme le général Bernard Norlain. Mais ces contradictions sont balayées par une citation de 1960 du théoricien de la dissuasion nucléaire, le général Pierre Gallois ! 3- dernier argument : le coût financier. Réponse des sénateurs : 3,5 milliards d'euros par an, c'est presque rien. Mais ils avouent que si nous n'avions pas de Force nucléaire... il serait inutile de faire l'effort d'en acquérir une !

Le chapitre sur les "interrogations" des sénateurs est très intéressant. Car la France a un grave problème, celui de faire accepter sa force de frappe par les autres pays européens. Première difficulté : le "futur incertain des armes tactiques de l'OTAN". Ce sont 240 bombes nucléaires américaines en Europe. L'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique demandent leur retrait. La France s'y est toujours opposée, mais peut-elle continuer ? Deuxième difficulté : le Royaume-Uni se pose la question de ne pas renouveler son armement nucléaire, décision en 2016. Un tel abandon est jugé catastrophique pour la France qui serait isolée dans sa politique nucléaire.

Qu'importe ces questionnements pour les sénateurs. Il faut déjà penser à la décennie 2030-2040 et financer des études dès la prochaine loi de programmation de 2013 pour de nouveaux sous-marins et des laboratoires de recherche. La fuite en avant est ainsi programmée dans ce rapport jusqu'en... 2070... Difficile de faire mieux.

**Dominique Lalanne**  
do.lalanne@wanadoo.fr



# énergie

## Gaz de schiste

■ **Tunisie : risque pour l'eau.** Le nouveau gouvernement tunisien a signé un accord de principe avec Shell pour l'exploitation de forages dans quatre régions (Kairouan, Sousse, El Jem et Sfax Nord), dès 2013. Le ministre de l'Industrie, Mohamed Lamine Chakhari n'a cessé de minimiser ses conséquences fâcheuses. Des médias et des associations ont commencé à poser des questions : dans quel cadre légal vont se faire ces forages ? Pourquoi la décision n'est-elle pas précédée d'un débat public ? Pourquoi lancer cette exploitation alors que la Tunisie est déjà plus qu'autosuffisante en gaz uniquement avec le gaz conventionnel ? Manifestement, il y a des pressions au sein du gouvernement pour faire avancer le dossier sans trop se pencher sur les questions environnementales. Le 24 septembre 2012, le directeur de l'exploration de l'ETAP, Entreprise tunisienne des activités pétrolières, dépendant du service de l'énergie

du ministère de l'environnement, a démissionné. Pour le moment, le ministère de l'environnement a indiqué n'avoir donné aucune autorisation. La question à se poser, dans la mesure où les lieux d'exploitation sont au centre et au sud, est de savoir d'où viendra l'eau nécessaire aux forages : si dans le nord du pays, les pluies sont abondantes, plus on va au sud et plus le climat est désertique. Le pays exploite en effet déjà de manière intensive ses eaux souterraines et ne dispose plus de réserves.

■ **Journée mondiale de protestation.** Le 22 septembre 2012, une première journée mondiale contre les gaz et pétrole de schiste s'est tenue dans une vingtaine de pays (Canada, Etats-Unis, Mexique, Argentine, Afrique du Sud, France, Espagne, Irlande, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, République tchèque, Bulgarie, Australie...) et 150 actions ont eu lieu. L'occasion de rappeler que les oppositions dans les différents pays ont permis d'obtenir des mesures d'interdic-

tion dans certains pays (France et Bulgarie) ou plus localement (plus de 200 communes aux Etats-Unis). En France, des rassemblements se sont tenus à Paris (100 personnes), Tournant-en-Brie (Seine-et-Marne, 600 personnes), Saint-Christol-lez-Alès (Gard, 3500 personnes), Aix-les-Bains (Savoie, 2000 personnes), Beaumont-de-Lomagne (Tarn-et-Garonne, 500 personnes). ■ **Tout continue comme si de rien n'était...** Le 18 septembre 2012, plusieurs maires

du Gard ont été convoqués à la préfecture du Gard pour les informer de la poursuite de la phase d'exploration du sous-sol dans le bassin d'Alès. Le 27 septembre, ce sont quatre maires du sud de l'Ardèche qui sont convoqués à leur tour. Il s'agit dans les deux cas du même permis accordé à la société Mouvoil. Tous ces maires ont été convoqués pour avoir pris des arrêtés interdisant les forages sur leur commune. (source : [www.stopagazdeschiste07.org](http://www.stopagazdeschiste07.org))

## Suisse

## Interdiction du chauffage électrique

Quelle que soit sa forme, le chauffage électrique est une aberration au niveau thermique. Transformer de la chaleur (nucléaire ou non) en électricité pour refaire de la chaleur, c'est perdre environ 90 % de la chaleur initiale ! Malgré cela, en France, 80 % des logements neufs sont équipés de chauffage électrique et 31 % des logements se chauffent ainsi et leurs habitants paient des factures exorbitantes... ou ne se chauffent plus. Le Parlement suisse ayant fait le constat de cette hérésie, a adopté le 25 septembre 2012, un projet de loi qui prévoit la suppression de ce mode de chauffage dans les quinze ans. Environ 8 % des foyers suisses se chauffent ainsi. Ce projet de loi fait suite aux réflexions engagées pour sortir du nucléaire et diminuer la dépendance à l'électricité.



▲ Chauffage électrique déguisé en poêle à bois



# climat

## Très chaud

■ **Avril : écart climatique record.** Si, en France, les températures ont été modestes et l'air humide (mois d'avril le plus pluvieux depuis 1959), au niveau mondial, selon la NOAA, National oceanic and atmospheric administration, organisme officiel des Etats-Unis, le mois d'avril 2012 a battu le record de l'écart climatique le plus important avec une moyenne mondiale à 0,89°C au dessus des moyennes, une hausse qui, en prenant seulement les terres atteint 1,74°C. C'est en Sibérie (+5°C) et en Asie centrale que les anomalies climatiques ont été les plus importantes.

■ **Mai : trop chaud.** En mai 2012, la température moyenne mondiale a été supérieure à la normale de 1,21°C. Sur les terres de l'hémisphère nord, on en était à +1,47°C.

■ **Juillet : dégel record au Groenland.** En juillet 2012, le globe enregistre sa quatrième plus chaude année depuis 1880 avec 0,62°C au dessus de la normale. Sur les terres de l'hémisphère nord, on en est à +1,19°C. Le 24 juillet 2012, la Nasa a annoncé qu'elle avait calculé à partir des données

de ses satellites que 97 % de la surface glacière du Groenland était à une température supérieure à 0°C, donc en train de fondre. La Nasa annonce avoir refait les calculs plusieurs fois tant l'information paraissait incroyable.

■ **Août : records de chaleur en altitude.** La canicule de fin août a fait grimper le thermomètre à des niveaux record en Europe... en particulier en altitude dans les Alpes. Le dimanche 19 août 2012, il a fait 35,8°C à Briançon (1300 m d'altitude), 28,3°C à Val d'Isère (1850 m), 13,4°C à l'aiguille du Midi (3500 m), 12°C au sommet de la Jungfrau (Suisse, 3580 m). Pendant l'été 2012, les Etats-Unis ont connu leur pire sécheresse de l'histoire météorologique. Les trois quarts des récoltes alimentaires ont connu des baisses. La Russie a aussi connu une chaleur record. Au niveau mondial, le mois d'août 2012 a été le quatrième plus chaud de tous les temps.

■ **Septembre : fonte record de la calotte polaire.** Mi-septembre, la calotte glacière du pôle Nord a battu ses records de fonte : -45 % de surface par rapport à 1979, début des mesures. Cette information donnée par le



Les eaux du Mississippi ont baissé à un niveau record obligeant l'armée à creuser des chemins pour essayer de maintenir un minimum de trafic fluvial

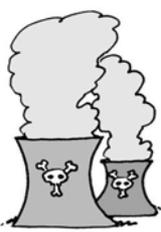
Centre américain de données sur la neige et la glace (National Snow and Ice Data Centre - NSIDC) n'a pas fait la une des journaux. Pire, certains, comme les compagnies pétrolières, y voient une opportunité pour exploiter les ressources présentes sous la calotte. Extraire du pétrole supplémentaire ne fera qu'une chose : augmenter la vitesse de fonte. Des associations comme Greenpeace demandent que la zone arctique soit protégée comme l'est l'Antarctique. Une pétition est en ligne : [www.savethearctic.org](http://www.savethearctic.org).

## Premier détenu climatique

Après être entré à cinq reprises sur l'aéroport de Roissy (voir nos numéros précédents), Pierre Emmanuel Neurohr a été placé en détention le 7 septembre 2012 après deux jours de garde à vue. Il devient ainsi le premier prisonnier politique pour une cause environnementale. Toutes

les actions qu'il a menées l'ont été dans un strict respect de la non-violence : Pierre Emmanuel Neurohr se plaçant devant un avion en phase de décollage et restant sans bouger jusqu'à ce qu'il soit interpellé. Une pétition de soutien a été lancée dès le 9 septembre 2012 rappelant que l'avion est l'un des plus sûrs moyens de détruire le climat... et que la peine de prison est disproportionnée par rapport à l'action de conscientisation entreprise.

Le 18 septembre 2012, Pierre-Emmanuel Neurohr est passé en procès à Bobigny. "Non seulement je reconnais les faits, mais je les revendique et j'en suis fier". Il a été condamné à trois mois de prison avec sursis, 1000 € d'amende, 2828 € de dommages et intérêts à verser à Air France (pour un retard de décollage de sept minutes). Pierre-Emmanuel Neurohr a annoncé qu'il n'est pas sûr qu'il ait la force morale de continuer. Il est toujours en détention.



## Catastrophe de Fukushima

### Sortie du nucléaire : pas de décision claire

Alors que sur le site de Fukushima, c'est toujours la course contre la montre pour éviter une nouvelle catastrophe, le gouvernement soumis aux pressions du lobby nucléaire annonce des mesures toujours plus en retrait sur la sortie du nucléaire.



TEPCO

Cuves de stockage de l'eau radioactive

**4 septembre**, Tepco annonce une présence de krypton 85 dans le réacteur n°1 près de 2000 fois supérieur au résultat attendu. De l'azote a été injecté en urgence. Il pourrait s'agir d'une reprise de la criticité du corium (cœur fondu).

**5 septembre**, les autorités de sûreté annoncent que 40 % des travailleurs présents sur le site de Fukushima travaillent sans dosimètre...

**10 septembre**, selon des fuites dans les médias, les membres du gouvernement n'arrivent pas à trouver un accord sur le futur du nucléaire. Le Parti démocrate au pouvoir prévoit déjà dans son programme de ne construire aucun réacteur et de fermer ceux existants à l'âge de 40 ans. Les deux anciens premiers ministres du Parti démocrate se sont prononcés pour l'option 0 %.

Au Québec, le nouveau gouvernement élu annonce la fermeture du réacteur Gentilly-2, le seul réacteur en fonctionnement au Québec.

**11 septembre**, Tepco annonce qu'il va devoir augmenter les capacités de stockage des eaux radioactives de 200 000 tonnes à 700 000 tonnes. A la vitesse de stockage actuelle, cela signifie que Tepco n'espère pas pouvoir arrêter les réactions nucléaires avant fin 2016 !

Tepco annonce qu'il faudra attendre au mieux décembre 2013 pour pouvoir évacuer les barres de combustible stockées dans la piscine du réacteur n°4.

**12 septembre**, des tests de contrôle de la thyroïde ont été réalisés sur 80 000 enfants de la préfecture de Fukushima. 425 (0,5 %) présentent

une grosseur (plus de 5 mm) ou un kyste (plus de 20 mm). Des tests complémentaires sur ces derniers ont permis de détecter 27 tumeurs bénignes et un cancer.

**13 septembre**, Tepco injecte actuellement 4,8 m<sup>3</sup> d'eau par heure dans le réacteur n°1 pour le refroidir, 6,7 m<sup>3</sup>/h dans le deuxième et 6,8 m<sup>3</sup>/h dans le troisième. Cela reste élevé et prouve que les réacteurs chauffent toujours beaucoup.

**14 septembre**, le gouvernement japonais annonce l'arrêt du nucléaire au cours de la décennie 2030... l'arrêt des réacteurs à 40 ans, et reste flou sur le nombre de réacteurs qui pourraient redémarrer. Sur les 54 réacteurs construits dans le pays, les huit réacteurs de la centrale de Kashiwazaki-Kariwa sont à l'arrêt depuis un séisme qui l'a endommagée le 16 juillet 2007. Une dizaine de réacteurs situés au nord de Fukushima sont aussi endommagés et ne pourront probablement pas redémarrer. Avec les six de Fukushima, cela fait quand même presque la moitié du parc qui est hors course. Le gouvernement est resté flou, sur la possibilité de finir le chantier de trois réacteurs en construction : le réacteur n°3 de Shimane est construit à 93 % ; celui de Oma à 37 % et celui d'Higashidori à 10 %.

En France, François Hollande annonce la fermeture de Fessenheim d'ici fin 2016.

**19 septembre**, le gouvernement japonais annonce l'arrêt définitif des deux réacteurs de Mihama et d'un réacteur à la centrale de Tsuruga, ces trois réacteurs ayant dépassé l'âge de 40 ans.

Tepco annonce reporter le projet de réparer la centrale de Kashiwazaki-Kariwa.

**20 septembre**, sur le réacteur n°3 de Fukushima, une grue heurte une

poutre métallique de 470 kg et de 7 m de long qui tombe dans la piscine de stockage du combustible. Tepco essaie de savoir si des barres de combustibles ont été endommagées. Rappelons que celles-ci sont très particulières : ce sont les premières au Japon qui contenaient du Mox, un mélange uranium-plutonium fourni par Areva. Le recours au plutonium augmente sensiblement le risque en cas de contamination.

**21 septembre**, selon un sondage effectué par la municipalité, 34 % des habitants qui restent encore dans la ville de Fukushima souhaitent partir.

**26 septembre**, le gouvernement demande aux compagnies d'électricité de mettre un terme aux projets de nouveaux réacteurs (9 en plans).

**27 septembre**, nouvelles données sur les départs volontaires. Dans la province de Fukushima, 11552 personnes sont parties en six mois (mars à août). Cela fait plus de 50 000 départs volontaires depuis l'accident (sur 2 millions d'habitants). Dans la province d'Iwate, au nord de celle de Fukushima, il y a eu 2875 départs en six mois, pour un total de 10 000 départs volontaires (sur 1,3 millions d'habitants). Ce sont les deux provinces les plus touchées.

**29 septembre**, selon l'Asahi Shimbun, au cours des six derniers mois, 114 000 échantillons alimentaires ont été testés et 1394 interdits de vente (1 %). Sachant que chaque jour, des centaines de millions de lots alimentaires circulent dans le pays, calculez combien d'échantillons contaminés ont échappé aux contrôles.

**1<sup>er</sup> octobre**, la compagnie Electric Power Development co, annonce vouloir reprendre la construction d'un nouveau réacteur dans la province d'Aomori... en totale contradiction avec les déclarations du gouvernement du 26 septembre.

## EPR

### ■ Technologie défaillante.

Arrêté depuis février 2012, le bétonnage sur le site de l'EPR à Flamanville (Manche) pourrait reprendre à la fin de l'année 2012 après le remplacement de 45 plots métalliques défectueux de cinq tonnes chacun. EDF assure vouloir toujours démarrer le réacteur en 2016. Le chantier a débuté en 2007 et devait initialement être terminé en 2012. Nous en sommes donc à quatre ans de retard et de nombreux défauts restent encore à traiter. En Finlande, l'EPR dont le chantier a commencé en 2005 n'est toujours pas terminé. Là, c'est Areva

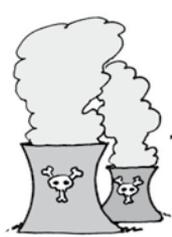
qui construit et qui bat tous les records : six ans de retard et un prix qui a doublé. Le chantier du troisième EPR en construction dans le monde a été lancé à Taishan, en Chine, fin 2008. Selon les autorités chinoises, il pourrait être en fonctionnement avant fin 2013... soit avant les deux autres. Ce n'est pas que le chantier n'ait pas connu lui aussi des problèmes, mais le calendrier a été maintenu en augmentant le nombre de salariés... et les contrôles de sûreté sont moins nombreux qu'en Europe. Il risque donc de démarrer plus tôt... et de tomber en panne aussi plus tôt.

■ **Echec aux Etats-Unis.** Le 31 août 2012, l'Autorité de sûreté

des Etats-Unis a rejeté la demande d'EDF pour la construction d'un EPR à Calvert Cliffs. Raison : une centrale nucléaire doit avoir la majorité de son capital aux Etats-Unis. A moins de trouver miraculeusement un partenaire industriel dans un délai de deux mois, EDF ne peut plus inverser la décision. EDF a d'ailleurs pris les devants en retirant ses dossiers pour deux autres sites. Cet échec coûte 600 millions d'euros de dossiers à EDF auxquels il faut ajouter une perte de 3,13 milliards d'euros dans la tentative de rachat de l'électricien Constellation energy.

■ **Echec probable en Grande-Bretagne.** EDF a racheté British Energy en 2008 avec la volonté de construire

deux EPR dans le pays : un dans le Somerset pour 2018, l'autre dans le Suffolk en 2020. Selon *Médiapart* du 4 septembre 2012, l'affaire est mal engagée : EDF essaie de négocier un tarif de rachat du kWh au même niveau qu'actuellement le prix de rachat de l'éolien offshore – 140 livres le MWh – prétextant que le nucléaire est aussi peu émetteur de gaz à effet de serre que l'éolien, mais le gouvernement britannique refuse en disant que d'ici 2020, les projections montrent qu'en 2020, le prix du grand éolien aura baissé en dessous de 100 livres le MWh. A ce prix-là, l'EPR n'est plus rentable !



# nucléaire

## Les financiers se désintéressent du nucléaire

Alors que sur le premier semestre 2012, la Bourse de Paris a baissé d'environ 5 %, certains titres baissent beaucoup plus. Ainsi, EDF a perdu 17 % et Areva 50 %. Les financiers n'ont pas l'air d'estimer que l'avenir ce soit le nucléaire.

**Bure**

## Des siècles d'émissions radioactives

Cela se confirme : pour stocker les déchets radioactifs dans le sous-sol de Bure, il va être nécessaire de les aérer. En effet, ils sont conditionnés dans une sorte de bî-tume qui a une fâcheuse tendance

à dégager de l'hydrogène... or ce gaz peut exploser si sa concentration dépasse 4 %. Pour éviter ce risque, la ventilation va évacuer l'hydrogène... mais aussi de la radioactivité. La ventilation prévue est de 500 m<sup>3</sup>/seconde. Ces installations ne seront pas réparables et on ne sait pas ce qui se passera une fois qu'elles seront tombées en panne...

## RTE condamné, la THT stoppée

Yves Larsonneur, paysan à Montabot refuse l'installation de deux pylônes dans ses champs. Durant l'été, lui et sa femme ont été arrê-

tés et maltraités par les autorités et le chantier des pylônes commencé de force. Mais Yves Larsonneur avait introduit un recours devant le tribunal de grande instance de Coutances. Le 13 septembre 2012, le tribunal lui a donné raison : faute d'accord, RTE doit stopper le chantier, évacuer ses outils dans les huit jours faute d'une astreinte de 5000 € par jour. Le tribunal s'est appuyé sur un arrêté préfectoral de 1892 qui impose l'accord des propriétaires des terrains avant le démarrage d'un chantier, même dans le cas d'un projet déclaré d'intérêt public. Les pylônes sont en place... reste maintenant à obtenir qu'ils soient démontés !

# OGM



**Turquie**

## Les OGM n'entreront pas

La Fédération des Associations de l'industrie de l'alimentation et

des boissons de Turquie (TGDF) avait déposé une demande d'autorisation pour importer 29 sortes d'OGM pour la production alimentaire. C'était sans compter sur une campagne de *Greenpeace Méditerranée* qui a rallié une partie de la société civile turque pour faire pression contre

ces importations. Fin août 2012, le lobby alimentaire annonçait qu'il retirait cette demande « pour immédiatement mettre fin à la confusion et l'anxiété du public à propos des OGM ». (Source : [www.turquieuropeenne.eu](http://www.turquieuropeenne.eu)).

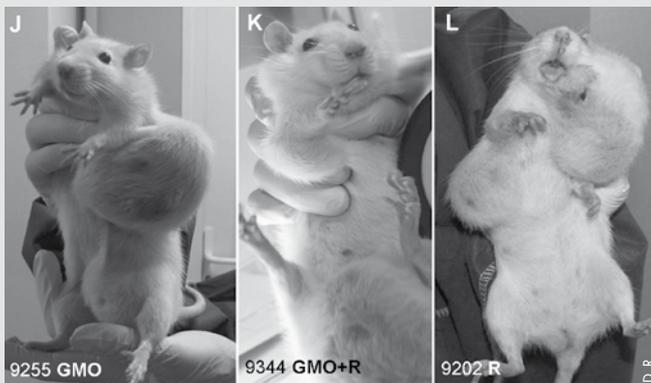
**Belgique**

## Essai OGM déclaré illégal... mais autorisé !

Le tribunal de première instance de Gand a reconnu le 3 août 2012 l'illégalité de l'essai de

pommes de terre OGM en plein champ de l'université de Gand, suite à une plainte déposée par Greenpeace. Il reconnaît entre autres le non-respect de la procédure européenne « étape par étape », qui impose la réalisation d'études démontrant la non-dangereusité des OGM, estimant que l'arrêté ministériel autorisant l'essai est insuffisamment motivé et a été délivré illégalement. Pourtant le tribunal n'a pas jugé utile de demander l'arrêt de l'essai, les conséquences préjudiciables pour l'environnement n'étant pas prouvées pour le moment. Une situation absurde ! (Source : *Greenpeace Belgique*).

## Des études secrètes pour prouver la toxicité des OGM



Le 19 septembre 2012, la revue scientifique *Food and chemical toxicology* publie les résultats de l'expérimentation menée pendant deux ans par l'équipe de recherche de Gilles-Eric Séralini, professeur de biologie moléculaire à l'Université de Caen. Cette étude montre, à partir de deux ans de suivi sur des rats, que le maïs génétiquement modifié Monsanto NK603 est un poison !

Pour obtenir ces résultats significatifs, l'équipe de recherche a travaillé dans des conditions de clandestinité incroyables ! Pour éviter toute pression de la part de leur hiérarchie ou de l'extérieur, ils ont mis au point un langage crypté pour échanger les informations, se sont interdits d'en parler au téléphone...

Les résultats sont : 200 rats ont servi à l'expérience. Au bout d'un an, les femelles nourries aux OGM ont été frappées de tumeurs mammaires qui atteignent jusqu'à 26 % de leur poids. Les rats nourris avec des OGM déclenchent deux à trois fois plus de tumeurs que ceux nourris sans OGM. Au bout de 24 mois, 50 % des femelles sont touchées contre 30 % chez les non-OGM.

L'affaire devrait avoir de nombreuses conséquences puisque cette publication est accompagnée de la sortie du film "Tous cobayes" de

Jean-Paul Jaud et du livre du même nom (éd. Flammarion). Corinne Lepage enfonce le clou avec un livre aux éditions Charles Léopold Meyer : "La vérité sur les OGM, c'est notre affaire".

Ce sont des partenaires privés qui ont financé l'étude de 3,2 millions d'euros : la Fondation Charles Léopold Mayer et une association qui regroupe les grands noms de la distribution (Auchan, Carrefour...). Gérard Mulliez, fondateur d'Auchan, a aidé à trouver les financements. Ni l'Inra, ni le CNRS, ni aucun organisme public n'ont jugé judicieux de financer une telle recherche ! Cela en dit long sur l'état d'asservissement de l'Etat et de ses organismes de recherche aux multinationales.

### Danger d'importation

Suite aux révélations de l'équipe de recherche de Gilles-Eric Séralini, Greenpeace rappelle que le maïs Monsanto NK603 n'est pas cultivé en France, mais qu'il y a un risque car de la viande d'animaux élevés avec ce maïs entre en France. Le gouvernement par la voix de son ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll, a réagi dans ce sens demandant à l'Union européenne de revoir les procédures d'homologation des OGM : en effet, l'Europe n'exige pour le moment des études toxicologiques que pendant une durée de trois mois alors que cela fait longtemps que des scientifiques comme Gilles-Eric Séralini répètent que cela est un délai trop court pour percevoir les différences de sensibilité à des maladies comme le cancer.

Le lobby des OGM a immédiatement allumé des contre-feux : ainsi *le Monde.fr* interroge Gérard Pascal dès le lendemain et celui-ci dénonce des erreurs méthodologiques dans la recherche de l'Université de Caen. Il faut faire bien attention pour découvrir dans l'article que ce toxicologue est "consultant auprès d'entreprises agroalimentaires". Ce spécialiste oublie de dire que la revue scientifique américaine qui a publié l'étude l'a fait après relecture par des spécialistes qui eux n'ont pas vu ces erreurs... *Le Monde* réaffirme les mêmes doutes carrément dans son éditorial du 21 septembre 2012. Le doute, toujours créer le doute.

**FV.**



## Total

### Ne soyons pas dupes de l'écoblanchiment

Total tente de verdifier son image en participant au sommet Rio +20 et à son « pacte mondial » avec de belles déclarations peu contraignantes. Une opération d'écoblanchiment qui sert plus l'image positive du groupe et ses retombées économiques, que l'écologie. Pourtant cette société est l'une des plus importantes contributrices mondiales au changement climatique et poursuit dans cette voie avec le développement des gaz de schiste, sables bitumineux, forages en eaux profondes... Avec ses 185 milliards d'euros de chiffre d'affaire annuels, Total pourrait initier une transition énergétique, mais s'en garde bien. Son siège social est en France, mais juridiquement le groupe n'existe pas : chacune de ses 870 filiales est indépendante, créant un voile opaque entre la maison mère et ses filiales. Les Amis de la terre - France ont lancé une campagne pour exiger la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, orientée actuellement sur la responsabilité spécifique de Total. *Amis de la Terre France, 2b, rue Jules Ferry, 93100 Montreuil. www.amisdela-terre.org.*

### Notre-Dame-des-Landes

■ **La vérité sur le déménagement de l'aéroport.** Dans un entretien à L'Express du 25 juillet 2012, M. Notebaert, président de Vinci-Airports, a vendu la mèche : "Ce transfert n'est pas une réponse à des problèmes aéronautiques, mais un choix politique de développement du territoire". En clair, comme l'affirme dans le même article Alain Crozet, directeur du Laboratoire d'économie des transports (Let) : "C'est la seule explication qui tienne.

## Conférence environnementale Beaucoup de bruit pour rien ?

**L**es discours de François Hollande et Jean-Marc Ayrault ont surtout précisé les promesses électorales. Certains engagements du Grenelle n'ont pas été repris. Et tout cela reste pour le moment bien théorique...

La conférence environnementale – le Grenelle de gauche – devait être l'occasion d'un grand débat les 14 et 15 septembre 2012... Cela a été surtout l'occasion pour François Hollande et Jean-Marc Ayrault de s'exprimer devant les représentants des associations. La moitié du temps de cette conférence a été consacrée à leurs discours. Les ateliers-débats ont eu lieu en seulement quatre heures le vendredi et trois heures le samedi, ils doivent se poursuivre pendant l'année jusqu'à une nouvelle conférence l'année prochaine.

### Faire le choix de la sobriété

A l'extérieur, une coalition d'associations (Agir pour l'environnement, Réseau Action-climat, Greenpeace, Réseau Sortir du nucléaire, Attac, Gaz de schiste, Notre-Dame-des-Landes...) ont manifesté pour que le gouvernement intègre enfin dans ses réflexions la nécessité de la sobriété et de l'efficacité énergétique, rappelant que c'est seulement avec cette orientation que l'on peut envisager de limiter les gaz à effet de serre et sortir du nucléaire. Europe-Ecologie-Les Verts a publié une liste de propositions stipulant notamment que la Constitution intègre que l'on ne peut pas aller à rebours lorsqu'il y a des avancées dans le droit environnemental (on pourrait suggérer la même chose

pour les droits sociaux). EELV demande la mise en place d'ici 2020 d'un retrait progressif des aides publiques dans les domaines dommageables à l'environnement : rétablir un taux normal de TVA pour les engrais, supprimer les aides aux agrocarburants... EELV veut que soit mise en place une législation pour combattre l'obsolescence programmée en allongeant progressivement la durée légale des garanties des produits manufacturés. EELV demande la mise en place d'un plan abeille ; l'arrêt de l'artificialisation des sols d'ici 2025, l'engagement de l'Etat dans la rénovation thermique des bâtiments, la protection des lanceurs d'alerte...

### Pas à la hauteur des enjeux de société

Dans leurs discours, François Hollande et son premier ministre ont annoncé différents engagements : lutte contre les gaz à effet de serre, refus de l'exploitation des gaz de schiste (mais pas de l'exploration !), arrêt de Fessenheim en 2016 mais poursuite de l'EPR à Flamanville (c'est nous engager dans une nouvelle ère du nucléaire, l'EPR étant prévu pour fonctionner au moins 40 ans). La lutte contre les gaz à effet de serre n'est pour le moment sorti que de l'engagement d'un plan d'isolation du bâti ancien (ambitieux) et d'un objectif de consommation de deux litres aux cent kilomètres pour les nouvelles voitures en 2020, ce qui ne suffira pas. L'un des premiers gestes aurait pu être celui de stopper tout nouveau projet d'aéroport et donc d'annuler la concession du seul chantier en cours à Notre-Dame-des-Landes ce qui n'a pas été annoncé. Du Grenelle de l'environnement, l'engagement de diminuer de

moitié les pesticides n'a pas été repris et reste pour le moment un vœu pieux. Seule est conservée l'interdiction d'épandage aérien, sans précision sur les dérogations actuelles. Il n'y a pas eu d'engagements précis en faveur de l'agriculture biologique (alors que l'engagement du Grenelle d'atteindre 20 % des surfaces en bio en 2012 a totalement échoué : on en est à moins de 4 %). Le moratoire sur les OGM est maintenu. La simplification des procédures administratives nuisant au développement des énergies renouvelables a été annoncée (suppression des zones de développement de l'éolien). Aucune indication n'a été émise pour inciter les collectivités publiques à devenir productrices en énergies renouvelables, un enjeu majeur. Rien sur la pollution de l'air, malgré les nombreux pics de pollution dans les grandes villes. La biodiversité va bénéficier de la création d'une Agence nationale et un parc marin va voir le jour au large de la Côte d'Opale (Pas-de-Calais et Picardie). La défiscalisation des agrocarburants baissera progressivement. Le bisphénol A devrait être interdit. Autant dire presque rien qui aille à contre-sens des engagements antérieurs. Quant à ce qui s'est passé dans les débats, Jean-François Juillard, directeur de Greenpeace, résume bien la chose : elles ont permis d'acter les accords et surtout les désaccords. Alors que la plupart des associations écologistes et des élus locaux d'EELV faisaient part de leur déception, bizarrement, EELV au niveau national a applaudi les discours courageux... Selon que vous êtes au gouvernement ou pas, cela changerait-il votre vision du monde ?

MB.

Le déménagement de Nantes-Atlantique libérerait près de 600 hectares au sud de la ville, à proximité du centre". Une grosse affaire de promoteurs immobiliers avec le soutien du maire de la ville, Jean-Marc Ayrault.

### ■ Espagne : un modèle précurseur ?

Pendant des années, l'Espagne a cru à une croissance exponentielle des liaisons aériennes et a multiplié la création de nouveaux aéroports. Et puis la crise est arrivée (et bientôt la pénurie de pétrole). Résultat : de nombreux aéroports sont aujourd'hui à

l'abandon ou presque : Huesca, Lerida, Cordoue, Castellon (près de Valence), Ciudad Real... Selon une étude de l'Université de Barcelone, une vingtaine d'aéroports sur les 50 du pays ne dépassent pas 100 000 passagers par an, alors que le seuil de rentabilité est de l'ordre de 500 000 passagers. A Huesca, il y a eu 20 000 passagers en quatre ans... ce qui met le coût des aides publiques à 2000 € par passager. Rappelons en parallèle que la Bretagne compte déjà des aéroports à Nantes, Saint-Nazaire, Brest,

Lannion, Lorient, Quimper, Dinard, Rennes... et que Notre-Dame-des-Landes est donc le 9<sup>e</sup> dans la région.

### ■ Non-respect des engagements du PS.

Alors que toutes les procédures d'expulsion devaient être suspendues tant que les recours juridiques n'ont pas été examinés, Christiane, Claude, Loula et Théo Herbin ont été convoqués au tribunal de Saint-Nazaire, le 11 septembre 2012 suite à une procédure de Vinci après leur refus de quitter leur maison dont ils sont expropriés.



# agenda es



santé



politique, société



fêtes, foires, salons



éducation



vélo



S! Silence



action, dans la rue



habitat



nord / sud



Bio bio formation



décroissance



femmes



paix



énergies



environnement



films, spectacle, culture

## Rhône-Alpes : Brisons le silence

La huitième édition de ce festival contre les violences conjugales se tiendra du 23 au 30 novembre à Lyon, Bron, Villeurbanne et Grenoble.

• **Grenoble**, 23 novembre, 19h-22h, l'égalité en jeux, soirée ludique, à la Maison des jeux, 48, quai de France. • **Lyon 2<sup>e</sup>**, 24 novembre, 14h-16h30, place Ampère, rassemblement contre les violences conjugales, jeux, parcours de vie, performance artistique, fresque participative... • **Villeurbanne**, 24 novembre, 19h, au Transbordeur, concert d'Idir. • **Lyon 5<sup>e</sup>**, 25 novembre, présence sur le marché de la Création, quai Romain-Rolland. • **Bron**, 26 novembre, 20h30, au Cinéma les Alizés, 214, avenue Franklin-Rossevelt, projection du film Le paradis des bêtes d'Estelle Larrivaz. • **Lyon 1<sup>er</sup>**, 27 novembre, à 18h30 à L'Antre autre, 11, rue Terme, lecture et débat autour du recueil *Mon corps est un champ de bataille*. • **Bron**, 28 novembre, de 9h à 17h, à la maison des Sociétés, square Grimm, Village découverte avec une dizaine d'associations. • **Villeurbanne**, 29 novembre, à 20h30, au CCO, 39, rue Courteline, concert de Yoanna et Hurlerment d'Éléo. • **Lyon 1<sup>er</sup>**, vendredi 30 novembre, à 20h30 au Club Théâtre, 4, impasse Flesselles, soirée théâtrale, sur réservation uniquement, un spectacle des jeunes du centre social Louis-Braille et La douceur de velours de Sophie de la Rochefoucauld.

Programme complet : Filactions, 6, rue des Fantasques, 69001 Lyon, tél : 04 78 30 63 50 et 06 99 15 32 87, www.filactions.org.

**Genève : 6<sup>e</sup> année pour l'indépendance de l'OMS**, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : Paul Roulaud, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.

**Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport**, plusieurs maisons à occuper, camping sur place possible. Contact : reclaimthepad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org. Chèques de soutien à l'ordre des Amis de la Conf', en spécifiant Action Notre-Dame-des-Landes. Amis de la Conf', 104 rue Robespierre, 93170 Bagnolet.

**Bourgogne : festival des contes givrés**, jusqu'au 10 novembre. Comment dire non aux impostures du discours dominant. Participation d'artistes, journalistes, animateurs, militants culturels, chômeurs, responsables associatifs ou syndicaux, partenaires d'accueil du festival ainsi que tous autres auditeurs ou orateurs libres. La Fabrique à Messeigne, à Savigny-sur-Grosne. tél : 03 85 24 61 91, www.festival-contesgivrés.fr

**Deux-Sèvres : festival du film ornithologique de Ménégoût**, jusqu'au 4 novembre, documentaires animaliers, stands associatifs, conférences et débats, sorties nature... Association Mainate, 16 bis, rue de Saint-Maixent, BP 5, 79340 Ménégoût, tél:05 49 69 90 09, www.meningoute-festival.org

**Aude : fabrication du savon à froid**, journée organisée par l'Ortie, à Saint-Jean-de-Paracol, inscriptions au 04 68 20 36 09 ou lortie@wanadoo.fr.

**Bouches-du-Rhône : université d'automne du M'Pep**, du 1<sup>er</sup> au 4 novembre, par le Mouvement politique d'éducation populaire, à La Baume-lès-Aix (à 3 km d'Aix-en-Provence) sur le thème : restaurer la souveraineté nationale pour construire un nouvel internationalisme, vers un socialisme du XXI<sup>e</sup>

## Midi-Pyrénées : Mois de l'économie sociale et solidaire

**Agglomération toulousaine** : • **Lespinasse** : habitat participatif, 6 novembre à 19h30 au centre culturel, projection d'un film suivi d'un débat. • **Blagnac** : l'insertion par l'activité économique, 12 novembre à 14h, à l'Esat Maniban, café-débat. • **Beauzelle** : consommation responsable, 13 novembre de 17h à 21h, salle Garossos, stands exposition, animation. • **Ramonville** : découverte de l'économie solidaire, 17 novembre toute la journée à la maison de l'Économie Solidaire, ateliers, expositions, visites, stands associatifs... • **Aucamville** : Solutions locales pour un désordre global, 20 novembre à 20h, cinéma Jean-Marais, film de Coline Serreau. • **Labège** : achats responsables, 19 novembre à 19h, soirée à destination des responsables d'entreprise.

**Et également** : • **Montauban** : les acteurs du vivre ensemble, 13 novembre de 9h30 à 13h au FJT, conférence avec la Scop Ozon, Citrus, FJT, Lien en pays d'Oc... • **Tarbes** : repas solidaire, 15 novembre à 12h au FIL, Femmes initiatives Laubadère. • **Rodez** : coopération, mutualisation et transition énergétique, 17 novembre en centre ville, animations diverses.

Programme complet : www.lemois-ess.org.

impact des techno-sciences sur nos vies et notre avenir plus le docu *Tous cobayes*. S. 10 : "Souveraineté alimentaire, pour en finir avec les contre-vérités !", à 11h Comment on nourrit les gens de M.-M. Robin suivi d'une discussion avec M. Dufumier et de tables rondes : *Quel chemin pour un monde sans faim* et *De la Bio à l'agro-écologie, questions de souveraineté alimentaire*. D. 11 : "Transition, inventer un nouveau rapport au monde", à 11h Auroville, quelles voies vers l'Unité humaine ? de M. Decoust, suivi de pistes d'exploration pour une société en mutation. Programme complet : www.salon-marjolaine.com.

## Clermont - Ferrand : atomes crochus, journées d'étude du Réseau

Sortir du nucléaire, les 3 et 4 novembre, à la Cour des 3 coquins, sous le thème *atomes crochus : argent, pouvoir et nucléaire* pour mettre en lumière les liens qui existent entre les structures financières, politiques et industrielles. Deux jours de débat démocratique sur le nucléaire en présence d'artistes, d'hommes politiques, de chercheurs et d'universitaires avec conférences et tables rondes. Le samedi à 14h, conférence de J.-M. Harribey, Attac, sur "Le nucléaire, coûts et profits", "Les coûts cachés du nucléaire" avec Y. Lenoir, des Enfants de Tchernobyl ; 17h30 : "L'impossible procès", une pièce de théâtre de la compagnie Brut de béton. Le dimanche, tables-rondes sur les scénarios de sortie, les réseaux d'influence, la radioprotection et les faibles doses, les coûts du nucléaire militaire. 14h : allocution de Y. Bandajevsky sur la situation à Tchernobyl. A la Cour des 3 coquins, 12 rue d'Agrippa-d'Aubigné, tél : 04 73 42 63 76 - Réseau Sortir du nucléaire / Journées d'études, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, journees-etudes@sortirducnuclaire.fr.

**Lille : de la fourche à la fourchette**, rencontres nationales des alternatives alimentaires étudiantes, les 3 et 4 novembre, organisé par le réseau Grappe. Forum d'échange permanent, temps de réflexion et d'information, ateliers participatifs autour des alternatives en faveur d'une autre alimentation étudiante et d'une agriculture paysanne et éthique. Réseau Grappe, c/o L'Ouvre Tête, Université Montpellier 2, place Eugène-Bataillon, BP 32 34095 Montpellier, tél : 04 67 14 30 94 et Fanny, la coordinatrice de l'événement, tél : 06 99 25 35 08, reseaugrappe@gmail.com

**Véloration** : à Chambéry (1<sup>er</sup> vendredi du mois), à 18h, place du Palais-de-Justice. A Marseille, à 19h, place Jean-Jaurès.

**Véloration** (1<sup>er</sup> samedi du mois), à Paris, à 14h, place de la Bastille ; à Angers, à 15h, place du Pilon ; à Avignon à 14h30, place Pie ; à Cherbourg, à 14h, place Napoléon ; à Nantes, à 14h, place Royale ; à Nice, à 14h, place Garibaldi ; à Poitiers, à 10h10, porte de Paris ; à Rennes, à 15h, place Hoch ; à Tours, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : http://veloration.org.

**Drôme : un changement humain pour un changement de société**, 6 au 11 novembre aux Amanins, à l'invitation de P. Rabhi, 5 jours d'échanges, de rencontres, de partages, de réflexions collectives, de coopération et d'activités reliées à la terre. Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél: 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com

**Nantes : Habitat durable**, 8 au 11 novembre au parc des expositions.

## Savoir-faire et découverte

• **Isère : Découvrir l'écoconstruction**, 3 novembre • **Isère : Diagnostiquer l'état d'une maison ancienne, préalable essentiel à toute rénovation**, les 9 et 16 novembre • **Gard : Artisanat de la récup**, 10 et 11 novembre. • **Grenoble : L'électromagnétique dans l'habitat**, 17 novembre

Extraits des stages proposés par Savoir-faire et découverte, La Caillère 61100 La Cameille, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Ecoconstruction, basse énergie, performance énergétique, énergies renouvelables. 150 exposants. Exponantes, Parc des expositions, route de Saint-Joseph-de-Porterie, 44300 Nantes, tél : 02 40 52 08 11, www.salon-habitat-durable.fr.

## Paris : images mouvementées

9 au 18 novembre au cinéma La Clef (Paris 5e, M<sup>o</sup> Censier-Daubenton, tél : 01 42 17 45 55), 10<sup>e</sup> festival de cinéma d'Attac sur le thème "Aux actes, citoyens !". http://local.attac.org/images-mouvementees/

## Loire : salon tatou juste de l'éco-attitude

6<sup>e</sup> édition, 10 et 11 novembre, thèmes de l'année : la rÉvolution à portée de main. Exposants, ateliers pratiques, conférences, tables rondes. Parc des expositions, hall B, 31, boulevard Jules-Janin, 42000 Saint-Etienne, tél : 04 77 41 77 93, www.tatoujuste.org.

## Aix-les-Bains : rester debout dans la tempête

10 au 12 novembre au centre des congrès, 26<sup>e</sup> forum de Terre du Ciel. Une quarantaine d'intervenants, des spectacles et un forum. Programme : Association Terre du Ciel, domaine de Chardenoux, 71500 Bruailles, www.terre-du-ciel.fr.

## Montpellier : action directe non violente spécial nucléaire

10 et 11 novembre, formation organisée par les Désobéissants. Contact : Les désobéissants, c/o Librairie Résistances 4 Villa Compoint 75017 Paris, stages@desobeif.net

## Lyon : l'histoire du syndicalisme et ses transformations

à 15h, avec Daniel Colson, à la librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, tél : 04 78 61 02 25, www.lagryffe.net. (m<sup>o</sup> Saxe-Gambetta).

## Haute-Savoie : Rencontres du film des Résistances

du 12 au 20 novembre, à Thônes, festival de réflexion sur les Résistances au sens large couplé d'un travail de mémoire avec une programmation de films, des expositions, des conférences et des rencontres avec des réalisateurs. Programme à la Maison des Associations ; 74230 Thônes, tél : 04 50 02 00 76 ou sur www.rencontres-resistances.com

## Seine-Maritime : changer de fournisseur d'énergie, c'est possible

Les ateliers de la transition, à Malunay, espace Pierre-Néhout à 19h. Organisé par Effet de serre toi-même et ville de Malunay. Effet de serre toi-même, 7, rue Dieutre 76000 Rouen, tél : 02 35 70 62 27, contact@effetdeserre-toimeme.fr

## Grenoble : habiter autrement, c'est possible

à 16h au 18 novembre, à l'UFM, 32, avenue Marcelin-Berthelot, 6<sup>e</sup> rencontres nationales de l'habitat participatif, rencontres entre porteurs de projets, habitants, élus, bailleurs sociaux, partenaires financiers, professionnels de la construction, etc. Programme et inscription : www.habitatparticipatif.net.

Si vous désirez diffuser **Silence** lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)

**Alsace : Ecotidienne**

- Savonnerie à froid, 3 novembre
- Fabriquer ses cosmétiques naturels, 9 novembre à Haguenau

Programme détaillé : Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél : 03 88 89 20 83, [www.ecotidienne.fr](http://www.ecotidienne.fr).

Les Habiles, tél : 04 82 53 19 62.

**Vaucluse : éducation et non violence**, 17 et 18 octobre, formation pour explorer les moyens de renforcer son autorité à travers la responsabilisation des enfants et la mise en place de règles et sanctions éducatives et élaborer des outils et méthodes permettant de développer le "mieux vivre ensemble". A Grambois, organisé par l'Ifman, 4, avenue de Saint-Bonnet, 04350 Malijai, tél : 04 86 89 22 86, [ifman.med@no-log.org](mailto:ifman.med@no-log.org), [www.ifman.fr](http://www.ifman.fr).

**Paris : journées d'échanges sur les pratiques alternatives féministes contre les violences faites aux femmes**, 17 et 18 novembre, organisé par les Maisons des femmes de Paris et Montreuil. Maisons des femmes de Montreuil, 24/28, rue de l'Eglise, 93100 Montreuil, tél : 01 48 58 46 59, [www.maisondesfemmes.org](http://www.maisondesfemmes.org)

**Nîmes : stage de formation à l'action directe non violente**, 17, 18 novembre, organisé par les Désobéissants, c/o Librairie Résistances 4, Villa Compoint 75017 Paris, [stages@desobeir.net](mailto:stages@desobeir.net)

**Belgique : les coûts du nucléaire**, journée de réflexion organisée par Attac-Liège de 10h30 à 16h. Conférences autour du coût environnemental, du coût financier et du coût démocratique de l'énergie nucléaire. Salle Infos 23, place Emile-Dupont, 1-4000 Liège. Infos : [Attac-Liège, 04/349.19.02](mailto:Attac-Liège, 04/349.19.02), [info@liege.attac.be](mailto:info@liege.attac.be)

**Vaucluse : fête de la biodiversité paysanne**, 17 au 19 novembre au Thor, marché, expositions, conférences.

Organisé par l'association Défense et promotion du patrimoine paysan. Association D3P, 278, hameau de Thouzou 84250 Le Thor, tél : 09 60 54 16 58, [d3p84@orange.fr](mailto:d3p84@orange.fr)

**Belgique : Europe, où vont les femmes ?** ciné-débat organisé par la Fédération laïque de centres de planning familial, à Namur de 18h à 20h30, animé par Katinka In't Zandt, psychologue. Au CAL Namur 48, rue de Gembloux 5002 Namur.

**Paris : les patrons de la presse nationale**, présentation par Jean Stern de son livre, à 19h30 au Lieu-dit. Cet auteur dresse le naufrage de la presse nationale et décortique les réseaux qui ont organisé la soumission des journalistes. Bar-restaurant "Le lieu dit", 6, rue Sorbier, M° Mémilmontant ou Gambetta

**Bordeaux : Silence, on cause !** A 19h, un rendez-vous ouvert à tous pour discuter du thème du dossier du mois de la revue "Silence". L'entrée est gratuite et on propose de la soupe et des tisanes à prix libres. Le Samovar, 18, rue Camille-Sauvageau, quartier Saint-Michel, à Bordeaux, [lesamovar@no-log.org](mailto:lesamovar@no-log.org), [www.lesamovar.ouvaton.org](http://www.lesamovar.ouvaton.org).

**Paris : Regards croisés sur nos assiettes**, Auditorium de la Macif, 17-21, place Etienne-Pernet, Paris 15°, 8h30-16h. Colloque organisé par l'Association de diététique et nutrition critiques (ADNC) et les mutuelles Macif et MNFCT. Regards croisés sur l'alimentation et ses acteurs, les modes de vie et la santé. Avec J.-M. Lecerf, F. Kartout, P. Méneton... Inscription : Préformance 22, rue des Vignerons, 94686 Vincennes cedex. ADNC, 25, rue Marie-Rotsen, 60800 Crépy-en-Valois, <http://adnc.asso.fr>.

**Gard : 25<sup>e</sup> journées de l'arbre de la plante et du fruit**, à l'espace Paulhan,

Saint-Jean-du-Gard, de 10h à 17h, débats et réflexions sur une filière des brasseries artisanales. Stands, démonstrations, ateliers, conférences, dégustations, films... Les Dimanches verts, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 32 18, [www.dimanchesverts.org](http://www.dimanchesverts.org).

**Belgique : Une économie durable avec les PME et les circuits courts**, conférence au cinéma le Chaplin à Nîmes, dans le cadre du cycle de conférences "small is beautiful" organisé par le Grappe (Groupe de réflexion et d'action pour une politique écologique). Informations : [www.grappe-belgique.be](http://www.grappe-belgique.be)

**Drôme : stage de formation à l'action directe non violente**, 24 et 25 novembre à Tournon, près de Valence, organisé par les Désobéissants. Contact : Les Désobéissants, c/o Librairie Résistances 4, Villa Compoint 75017 Paris, [stages@desobeir.net](mailto:stages@desobeir.net)

**Paris : action antipublicitaire**, Action du collectif des Déboulonneurs sur des écrans publicitaires numériques. Rendez-vous à 15h au métro Havre Caumartin.

**Partout : journée sans achat**, une journée pour réfléchir aux questions liées à notre consommation.

**Drôme : créer son écoprojet**, stage du 27 novembre au 2 décembre pour créer son projet écologique et en explorer toutes les dimensions. Avec les Amanins, le Hameau des Buis, le Viel Audon, le mouvement des Colibris, l'Adyre, ainsi que Philippe Dragon (juriste). Aux Amanins, La Roche-sur-Grâne, tél : 04 75 43 75 05, [info@lesamanins.com](mailto:info@lesamanins.com).

**Tarn : la nature n'a pas de prix**, les méprises de l'économie verte,

Association les ColocaTerre, 35360 Montauban-de-Bretagne, tél : 06 07 15 31 24, [les.colocaterre@laposte.net](mailto:les.colocaterre@laposte.net)

## Recherche

**Essonne** : cherche à rejoindre ou constituer groupe pour projets concrets de transition proche Evry, Corbeil-Essonnes, Mennecy. Contact : tél : 06 75 36 90 06, [transitio91540@yahoo.fr](mailto:transitio91540@yahoo.fr).

**Corrèze** : au cœur du plateau de Millevalches, territoire aux nombreuses alternatives, Peyrelevade cherche à maintenir une offre de soins pérenne de qualité en louant une maison de santé (cinq locaux) à des professionnels de différentes disciplines médicales, paramédicales ou même sociales. Le territoire a besoin de généraliste, kiné, infirmier(e), ostéopathe... Un logement et la présence d'un réseau de santé structuré aideront à l'installation des intéressés. Contact : [Mélanie Le Nuz, Communauté de communes du plateau de Gentioux](mailto:Mélanie Le Nuz, Communauté de communes du plateau de Gentioux), tél : 05 55 64 22 59.

## Echanges

**Galettes à troquer, chansons à croquer !** Découvrez les chansons des Sourcieuses de manière sympathique et originale : envoyez-nous un objet de votre choix (le CD d'un artiste local pas vu à la télé, un livre ou une revue qui vous a beaucoup plu, des petits gâteaux au chocolat faits à la maison... pas de gadget fabriqué à l'autre bout du monde bien sûr ! et recevez un CD de six titres des Souris Vertes, chansons biodynamites ! (extraits sur [www.sourcieuses.com](http://www.sourcieuses.com)). Les Sourcieuses, La Pérouse, 01310 Montracol, tél : 04 74 24 36 98.

**Hautes-Alpes : Formation Habitat du Gabion**

- Chauffe-eau et chauffage solaires, 5 au 7 novembre. Stage tout public.
- Connaissance et mise en œuvre des matériaux d'isolation, 5 au 9 novembre. Stage tout public.
- Voûte, escalier sarrasin ou catalan, cheminée, 14 au 16 novembre. Stage public averti.
- Escalier bois, 19 au 23 novembre. Stage public averti.

Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél : 04 92 43 89 66, [www.legabion.org](http://www.legabion.org).

conférence de l'association Jaurès espace Tarn par Geneviève Azam, économiste, membre du conseil scientifique de l'Attac à 20h30 à Albi. Auditorium I, maison du multimédia, université Champollion, campus d'Albi ; Ajet, 175, rue du Roc, 81000 Albi, [www.ajet.fr](http://www.ajet.fr).

**Toulouse : 12<sup>e</sup> forum régional de l'économie sociale et solidaire**, 27 et 28 novembre, sur le thème des projets d'avenir pour les jeunes, organisé par l'Adepes ; village de 60 stands sur les deux jours, divers ateliers et un cycle de conférences sur : L'économie sociale et solidaire : quels projets pour les jeunes ? Faire une place à la jeunesse dans la gouvernance des associations ? La monnaie Sol Violette. Créer son entreprise, sa coopérative ou son association : quelles réalités pour les jeunes ? De la maternelle à bac +5 : de l'éducation à la coopération. Espace Vanel, sixième étage, face à la médiathèque, Toulouse, l'Adepes, tél : 05 61 73 04 86 et le programme complet sur [www.adepes.org](http://www.adepes.org).

**Haute-Garonne : projection In Transition I.O.**, de la dépendance au pétrole à la résilience locale, de Rob Hopkins, à 20h30 à la médiathèque de Fenouillet. Echange après le film et présentation des quatre actions mises en place à Toulouse, ville en transition : jardins alimentaires sur les toits, ruchers collectifs, permaculture, psychologie du changement. Médiathèque, place Flandres-Dunkerque, 31150 Fenouillet.

## Vivre ensemble

**Auvergne** : famille hors normes, de 4 enfants, pratiquant l'instruction en famille, ayant pratiqué la naissance non assistée, l'allaitement long... pratiquant diverses cultures, divers élevages (brebis, chèvres, vaches, abeilles, poules...) pour se nourrir, en bio cela va de soi ! Ouvre son lieu pour permettre l'installation durable d'individus ou familles souhaitant pratiquer l'agriculture vivrière et la vie paysanne ainsi que les bons moments de loisirs (musique, danse trad, travail de la laine, de l'osier, jeux, soirée au coin du feu...) et met à disposition un terrain permettant la vie en habitat mobile (yourte, roulotte, caravane...) source, bois, terres, avec possibilité de plus si l'entente est bonne. Demande la participation physique à la construction des espaces collectifs (nous prenons en charge les matériaux). Convient à personnes hors normes, ayant peu de besoin et souhaitant vivre dans un confort modeste, simple, dans l'esprit de la décroissance et de l'écologie. Contact : [Véronique et Serge](mailto:Véronique et Serge), tél : 04 71 73 44 15, [chevreemouton@lavache.com](mailto:chevreemouton@lavache.com).

**Yonne** : maison de village 160 m<sup>2</sup> avec cour intérieure à partager avec retraité de la presse, 62 ans. Aimant peindre, faire des ballades (un ou deux « I »), jouer de la guitare. A 36 km d'Auxerre dans un très beau village avec café, boulangerie, épicerie ; à 3 km d'une gare sur la ligne Paris-Chambéry. Jean-Louis, tél : 03 45 02 11 23, [bonboui@yahoo.fr](mailto:bonboui@yahoo.fr).

**Gard** : collectif créatif de Castellans, un habitat groupé participatif. Nous sommes une dizaine d'adultes et cinq enfants, cherchant autant de

personnes pour se joindre à nous. Plus d'infos : Ass. Collectif créatif de Castellans, 3, impasse de Castellans, 30160 Bessèges, tél : 04 66 60 31 57

■ Notre société ne nous rend pas heureux et la crise est sévère et va durer longtemps. Il faut abandonner ce que nous pratiquons : la dépendance envers le patronat, l'addiction au système de consommation, la "malbouffe", le tourbillon de la vie urbaine, l'individualisme. Je propose de revenir à une vie plus saine, plus humaine. Comment ? En redynamisant en 2013 un village dans les Pyrénées (09, 31, 64). A cette fin, je cherche des associé(e)s. Ensemble, nous lancerons des activités écologiques (fermières, artisanales, touristiques, culturelles). Contact : [Jean-Claude Jarry](mailto:Jean-Claude Jarry), 48, avenue de la République, 78640 Neauphle-le-Château.

## Agir ensemble

■ **Maroc**. Quel jardinier, esprit Silence, expérimenté et passionné, peut m'aider à créer un beau, un vrai potager bio pour ferme d'hôtes au Maroc ? Conditions à définir ensemble. Retraité ou pré-retraité bienvenu. Contacter Myriam par courriel : [symbiosenature@yahoo.fr](mailto:symbiosenature@yahoo.fr).

## Formation

■ **Ille-et-Vilaine** : j'autoconstruis mon chauffe-eau solaire, avec l'aide d'un spécialiste. Chacun repartira avec son capteur. Conseils personnalisés pour installation et raccordement. Coût 300 € + matériaux + 10 € d'adhésion à l'association. Repas du midi inclus. Hébergement possible à proximité. Maximum 10 personnes. A Irodouër du 5 au 9 novembre.

# annonces

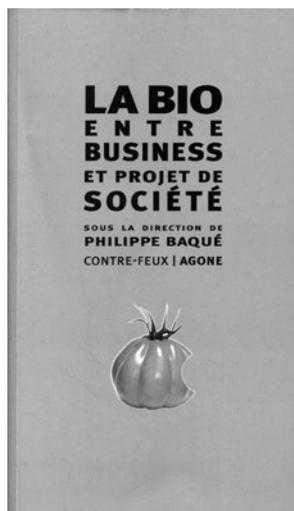
## Immobilier

■ **Lot-et-Garonne** : Vends maison de campagne, ancienne ferme du dix-huitième, restauration en cours. 100 m<sup>2</sup> (salon, grande cuisine, couloir, 3 chambres, salle de bain) +100 m<sup>2</sup> étage aménageable, toiture-isolation neuve. Grande cheminée, murs en pierre. Dépendances attenantes en colombages (anciennes étables), 200 m<sup>2</sup>. Petite dépendance indépendante (poulailler, cochonnier). Rénovation à prévoir. Intersection dépt. 47-40-32. Terrain 1,5 ha. Mare, bois chênes, pré, fruitiers, puits. Fort cachet. Ludovic, [l.ginel@hotmail.fr](mailto:l.ginel@hotmail.fr)

■ **Vosges** : dans une ancienne usine proche du Val d'Ajol, loue plusieurs appartements à refaire, un magasin de vente, une ancienne forge, locaux de stockage avec monte charge, total de 4000 m<sup>2</sup> couverts. Possibilité de jardins sur 4 ha de terrain avec bois, étang et rivière. Loyers symboliques. Tél : 03 29 36 67 25 ou [beaume.d@wanadoo.fr](mailto:beaume.d@wanadoo.fr).

## Divers

■ Vends matelas en laine. Réfection Ardelaine en 2008. Type tradition, 2m x 2m, TB état. 450 €. A venir chercher sur place en Ardèche à Lanarce. Photos sur demande. Contactez [schapulita@hotmail.com](mailto:schapulita@hotmail.com) ou tél : 04 66 69 43 27.



# Comment sortir de la logique du supermarché ?

En novembre 2010, nous publions un dossier sur les dérives de la bio industrielle. Le livre *"La bio entre business et projet de société"* vient d'être publié aux éditions Agone. Nous avons demandé à Philippe Baqué, coordinateur de l'ouvrage, ce que la fin de l'enquête a révélé depuis le dossier dans *Silence* ?

**Philippe Baqué** : Personnellement, je me suis rendu en Colombie pour enquêter entre autres sur les plantations de palmiers à huile bio qui existent sur la côte Caraïbes de ce pays. Tout confirme que le groupe Daabon, qui a le monopole de l'exportation de l'huile de palme bio en Europe, navigue en eau trouble. Comment comprendre l'attitude de la direction des Biocoop qui le soutient mordicus et empêche tout débat à son sujet ? J'ai aussi enquêté sur le sucre de canne bio dans une zone où persistent les assassinats de syndicalistes. Mais j'ai aussi découvert en Colombie des expériences extraordinaires de cultures paysannes communautaires dont les pratiques agricoles et les principes philosophiques se rapprochent plus de l'agro-écologie que de la bio certifiée. Ces paysans ont énormément de leçons à nous apporter.

Les autres auteurs du livre ont aussi enquêté sur la bio à l'étranger. Clémentine Cirillo-Allahsa s'est rendue en Palestine où une grande partie des produits certifiés bio proviennent des colonies israéliennes. Michel Besson est allé en Bolivie. Hind Aïssaoui Bennani et Patrick Herman ont enquêté au Maroc. Nous avons aussi rencontré de nombreux paysans en France qui se battent pour maintenir et développer une agriculture paysanne respectueuse de principes environnementaux, sociaux et politiques. Un autre auteur du livre, Pierre Besse, maraîcher dans la région de Toulouse, dresse un bilan un peu alarmant de la situation des semences certifiées bio. Au-delà d'une critique de la bio industrielle qui est en train de s'imposer sur le marché, dans le sillage de la grande distribution, nous montrons dans notre livre la richesse de tout un mouvement social dont est porteuse un autre type d'agriculture bio : développement d'une agriculture paysanne, respect de la biodiversité, défense de la souveraineté alimentaire, lutte pour le droit à la terre, reconnaissance des semences paysannes, non-exploitation de la

main d'œuvre, solidarité, équité... Tout un projet de société alternatif au modèle dominant.

**Silence** : Quelles sont les réactions depuis la sortie du livre en mai dernier ?

Jusqu'à présent, la Fédération nationale de l'agriculture biologique et la Confédération paysanne n'ont pas réagi. Même si on sait que notre livre circule et provoque des débats. L'association Minga<sup>(1)</sup> a diffusé assez largement un communiqué soutenant notre ouvrage en reprenant à son compte critiques et propositions. Mais ce qui est le plus marquant, c'est l'engouement que suscite notre travail en dehors des organisations : les auteurs du livre ont enchaîné plusieurs dizaines de débats dans des salons bio, des restaurants associatifs, des librairies... L'intensité des débats et des échanges est pour nous la garantie que notre livre n'est pas inutile.

**Quelles pistes peut-on développer pour espérer demain que les paysans puissent se nourrir de leur production et globalement que l'on sorte de la logique du supermarché ?**

Il existe aujourd'hui un très fort mouvement social autour d'une vision politique de l'alimentation en rupture avec le « meilleur des mondes » de la grande distribution : les AMAP, les groupes d'achat, les jardins collectifs et partagés, la mobilisation de l'épargne populaire pour l'achat de terres destinées aux paysans... Dans des pays comme l'Espagne, l'Italie et la Grèce, se multiplient les occupations de terres appartenant à l'armée, la mafia ou aux grands propriétaires terriens, pour les consacrer à des cultures vivrières destinées à nourrir les populations locales. Cela montre que la crise peut avoir des effets positifs en remobilisant les gens et les encourager à prendre en main leur destin.

(1) voir article page 36.



# Les Compostiers, pour rendre la ville fertile

**Mettre en place des composteurs collectifs en ville permet de réduire la marée de déchets organiques que nous produisons. A Lyon, une association encourage et accompagne la mise en place de tels systèmes de recyclage autonomes et écologiques.**

▲ Composteur de quartier installé à la Duchère Balmont en mars 2012.

**L**A PRODUCTION DE DÉCHETS PAR PERSONNE EN FRANCE A TRIPLÉ EN 50 ANS ET ATTEIGNAIT 530 kilos en 2006. Les déchets organiques représentent jusqu'à 30% de cet ensemble. A Lyon, c'est près de 120 000 (\*) tonnes de déchets annuels qui pourraient être recyclés si l'ensemble des déchets organiques étaient compostés. Il y a donc une grande marge de manœuvre pour développer la pratique du compost en ville. C'est de ce constat que sont nés *Les Compostiers*.

## « Personne n'y connaissait rien »

En 2009, quelques personnes cherchent à développer à Lyon une pratique du compost collectif pour faire bouger les pouvoirs publics sur la gestion des déchets. Ils rencontrent Bastien et Mathieu, deux jeunes qui ont suivi une journée d'initiation au compostage à Chambéry et qui cherchent à créer leurs emplois dans ce domaine. A l'issue d'une première réunion publique un groupe se constitue pour impulser la dynamique. L'association *Brin d'Guill*<sup>(1)</sup> leur propose un premier terrain d'expérimentation situé dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Lyon.

A ce moment là, « personne n'y connaissait rien », avoue Mathieu, aujourd'hui « maître

composteur » salarié. Le compost de quartier est alors accessible sans interruption grâce à un système de trappe, et chaque semaine un rendez-vous permet de se rencontrer et de se former ensemble. Au départ le projet est très modeste, puis au fil des mois des habitant-e-s s'impliquent (120 foyers actuellement), deux bars et une épicerie déposent leurs épluchures. Mais les usagers restent encore, à ce stade, relativement passifs dans la gestion du compost.

Ils font une première demande de subvention et au bout d'un an, en 2010, l'association *Les Compostiers* embauche ses deux premiers salariés, Bastien et Mathieu. Ils ont pour mission d'essaimer cette première expérience ailleurs dans l'agglomération. Ils sont rejoints un an plus tard par Delphine, chargée de la gestion administrative et de la coordination des activités.

## Accompagner des composts d'immeuble et de quartier

Le plus gros de l'activité de l'association consiste dans la mise en place et l'accompagnement de composts collectifs. Ces derniers peuvent être de deux types : de quartier ou d'immeuble. Une

(1) Brin d'Guill, 36, rue de la Thi-baudière, 69007 Lyon, tél : 04 37 27 08 15, [www.brindguill.org](http://www.brindguill.org).



▲ Construction du composteur de la résidence Le Grillon à Francheville en mars 2012.

petite dizaine de composts en pied d'immeuble ont été installés. Ils concernent uniquement les résidents d'un site, et sont implantés dans la cour de l'immeuble. Six composts de quartier existent actuellement, ils sont ouverts plus largement aux habitant-e-s d'un quartier. Certaines personnes très motivées viennent de loin pour y déposer leurs déchets verts !

L'amendement issu du compost, quant à lui, est récupéré par les habitant-e-s pour être réutilisé sur le site, dans les espaces verts de l'immeuble ou pour les jardinières des balcons.<sup>(2)</sup>

Le travail des Compostiers s'effectue en plusieurs étapes, à partir de la demande des habitant-e-s d'un lieu. Une phase de concertation regroupe les personnes intéressées, les propriétaires du lieu ainsi que l'ensemble des parties prenantes. Il y a une phase de questions-réponses (les craintes sur l'odeur, l'arrivée des rats, etc.). On discute du lieu d'implantation, jusqu'à arriver à un accord. Puis vient la journée de construction du composteur, à base de matériaux simples ou de récupération. Ce chantier participatif est l'occasion d'une première formation au processus de compostage. Enfin, les deux salariés maîtres composteurs accompagnent l'équipe du site durant la durée d'un cycle de compostage, qui dure environ 8 à 9 mois. Ce cycle est le processus au cours duquel les déchets organiques se transforment en humus à travers le processus de fermentation activé par des bactéries, des champignons et une activité microbologique, dans des conditions contrôlées.

Durant ce premier cycle, ils viennent une fois par mois et répondent aux questions, aident à gérer le compost. Et ils mettent en place des formations pour permettre aux référent-e-s de chaque site chargé-e-s de piloter le bon déroulement des opérations d'avancer dans la maîtrise de leurs usages.

## Autonomie et effet d'entraînement

L'objectif des Compostiers est que les habitant-e-s ne soient pas simplement des usagers, comme ils le sont de la gestion des poubelles, mais

## Le compost, vu du quartier

Un lundi de fin août, 19h, devant le compost de quartier de la rue Cluzan, sur les pentes de la Croix-Rousse à Lyon. Plusieurs personnes attendent, seaux à choucroute ou sacs en plastique à la main, l'ouverture de la porte du site de compostage par le bénévole inscrit ce jour-là. Une odeur caractéristique se dégage de cet attrouplement. Plusieurs ont découvert ce compost car, habitants du quartier, ils passaient devant le site. Un autre en a entendu parler par une voisine usagère. Il y a des jeunes et des têtes grises. Pour une femme, le compost est l'occasion de montrer à ses deux filles comment fonctionne le cycle organique des déchets. On râle pas mal. Certains se sentent infantilisés par des horaires d'ouverture stricts (une heure deux soirs par semaine). Des personnes aimeraient que les bacs de compostage soient accessibles comme tout autre bac à verre géré par la municipalité. A l'encontre de la volonté de l'association des *Compostiers* d'autonomiser la gestion de chaque compost par les habitant-e-s du quartier, ils rêvent d'une gestion et d'un service municipal, sans la participation des habitant-e-s. D'autres débattent : le site de compostage commence à être

plein, faut-il cesser de communiquer dans le quartier à son sujet, ou au contraire amener le plus de gens possibles à y participer et obliger ainsi la mairie à en créer un autre ? Certains se sont inscrits et tiennent des permanences quelques fois par an, d'autres refusent de s'inscrire car ils estiment que composter leurs déchets est un droit. Sans se rendre compte que le système ne marche pour le moment que si chacun-e participe à sa gestion. A peu près personne ne sait qui gère le compostage qu'ils utilisent : régie de quartier ? municipalité ? L'association *les Compostiers* ? Cela reste flou.

Comme pour les paniers de légumes locaux, n'y aurait-il pas la place pour deux niveaux d'engagement : un compost autogéré et impliquant pour les plus militants, un service de bacs municipaux en libre accès pour les autres, qui ne veulent pas prendre en charge la gestion de leurs déchets ? A quelles conditions un compost ouvert sans contraintes est-il possible, sachant la marge d'erreur existant dans le tri des déchets ?

G.R. et G.G.

(2) Une réglementation interdit en effet de sortir le produit du compost du site s'il n'est pas « normalisé », ce qui nécessite des analyses trop coûteuses pour être réalisées. Ces normes devraient être réservées aux sites industriels, estime Mathieu.

qu'ils s'approprient la gestion de leur compost. Qu'ils deviennent le plus possible autonomes. « Nous n'avons pas vocation à être gestionnaires de site ». L'expérience montre que si le projet de compost collectif vient d'en haut, comme cela a été le cas d'une régie d'immeubles à Villeurbanne, il a moins de chances de motiver les habitant-e-s et encore moins de les rendre autonomes. Partir d'en bas, d'une volonté des habitant-e-s, est donc la démarche choisie pour avancer.

La mise en place d'un compost peut avoir un effet d'entraînement : ainsi dans la commune de Francheville, dans une grosse copropriété de 300 habitant-e-s, 30 étaient d'accord pour lancer un compost. Mais une fois installé, ce sont 80 foyers qui en sont devenus les usagers.

## Quelles sont les difficultés rencontrées ?

« L'accès au foncier pour les composts de quartier », répond Delphine. Il n'est pas évident de trouver du terrain à cause de la pression foncière et du manque d'espaces verts dans certains quartiers.

« La pérennité des sites »... Quand des personnes très actives dans un projet déménagent, celui-ci peut être fragilisé.

Pas facile non plus de trouver des matières carbonées<sup>(3)</sup> telles que du broyat issu de l'élagage des arbres. Les services Espaces Verts de la ville de Lyon utilisant le broyat pour le paillage de ses parcs, un partenariat n'a pas pu être noué avec lui. Ils utilisent donc le broyat de paysagistes privés, ou la sciure issue d'ébénisteries et de menuiseries.

Une autre limite est le financement de l'association. Deux salariés travaillent à temps partiel choisi (24 heures) et une à temps plein, et il y a une égalité salariale en taux horaire. Mais presque 100% du budget vient de subventions, principalement du Grand Lyon et de la région Rhône-Alpes<sup>(4)</sup>. Une situation problématique pour l'indépendance de l'association et sa capacité à critiquer et à faire pression.

## Multiplier les composts en ville ?

L'activité des *Compostiers* se développe lentement. En 2011, ils regroupaient 325 foyers participants et 40 tonnes de déchets détournées. En 2012, ils estiment qu'il y a 425 foyers participants et 53 tonnes de déchets détournés. Trois nouveaux sites de compostage collectif sont prévus à l'automne 2012. La marge de développement de ce moyen simple et écologique de réduire les déchets urbains est proprement gigantesque... mais la volonté de la ville reste très faible. Certes, le Grand Lyon souhaite financer une formation de son personnel afin qu'il y ait un référent compost par commune. Mais l'agglomération n'a qu'un objectif de quatre à huit nouveaux compost collectifs par an. Elle prévoit une diminution de 7% de son volume de déchets d'ici 2014... et le compost

## Quel compost choisir ?

Les *Compostiers* peuvent également aider des personnes souhaitant mettre en place un lombricomposteur individuel. Compost individuel, de quartier ou d'immeuble, que privilégier ? « Le mix des deux est une bonne chose. Le mieux est que chacun-e fasse ce qu'il sent le mieux. Et aussi ce qu'il peut réaliser selon sa situation (copropriété, etc.). Le pied d'immeuble demande moins de technique et d'investissement que le compost de quartier. Le lombricompostage est plus subtil à mettre en place. »

■ **Les Compostiers**, c/o locaux Motiv', 10 bis rue Jangot, 69007 Lyon, Tel. : 07 60 04 13 77, [www.lescompostiers.org](http://www.lescompostiers.org).

■ **Réseau Compost Citoyen** : <http://reseaucompost.blogspot.fr/>.

est l'aspect le plus visible par la population. De là à ce que cela serve de faire-valoir à la municipalité, il n'y a qu'un pas.

Pour le moment, les *Compostiers* ont ouvert une brèche dans la politique de gestion des déchets, qui ne tient qu'à s'élargir. Ils sont autant présents dans des quartiers populaires que plus riches. Ils étudient les opportunités de développer des composts avec des restaurateurs, et travaillent en lien avec le *Réseau Compost Citoyen*, qui regroupe des projets dans de nombreuses villes. Et vous, un petit compost près de chez vous, ça vous tente ?

Gaëlle Ronsin et Guillaume Gamblin ■

(3) On l'ajoute à la matière organique pour compenser l'abondance de matières azotées.

(4) Les mairies et régies investissent également dans la construction et l'accompagnement des composts collectifs, à hauteur de 10% du budget total.

▼ Inauguration du composteur de Mermez en mars 2011.



# D'autres approches sont possibles

**La fédération Minga regroupe une soixantaine d'entreprises et d'associations à la recherche d'une société plus équitable. Une démarche alternative à celles d'Artisans du Monde et de Max Havelaar. Une fédération qui a dynamisé les débats sur ce que peut être un commerce respectueux des personnes et de l'environnement. Entretien.**

**Silence : Le commerce équitable fait moins parler de lui en ce moment. Fin d'un effet de mode dû à un concept flou ou effet de la crise économique ?**

**Minga :** Qu'il fasse moins parler de lui on ne peut que s'en réjouir ! Jusqu'en 2008, le vacarme du commerce équitable a fini par rendre sourd aux enjeux que soulève un commerce équitable.

On est passé en quelques années d'un commerce équitable au commerce de l'équitable. D'un engagement politique c'est devenu un effet de mode. Cette évolution a été d'autant plus facile que le milieu militant, imprégné d'une culture tiers-mondiste héritée de la culture coloniale de la 3<sup>e</sup> République, partage avec le marketing le goût des symboles et des valeurs plutôt que l'examen des pratiques et des contradictions inhérentes à toute entreprise. Ce milieu militant a été rejoint par une jeune garde

d'entrepreneurs idéalistes issus des écoles de commerce, persuadés que l'on peut moraliser le capitalisme et conscientiser en masse le consommateur. Ce rêve d'une éthique consumériste vient de la conviction que les seuls problèmes économiques auxquels on soit confronté sont des problèmes de mise en marché. Cette conviction était d'ailleurs largement partagée par l'ensemble de la classe politique, y compris écologique, par la plupart des médias, convaincus qu'il suffit de réguler les marchés pour s'en sortir.

La crise alimentaire de 2007, puis la crise financière, ont remis les pendules à l'heure.

Face à ce rouleau compresseur idéologique et à la dureté de la crise économique auxquels nos membres étaient confrontés dans leur quotidien professionnel, nous avons décidé, en 2008, de préciser notre positionnement (agir ensemble pour une économie équitable) et le sens de notre organisation (être à la fois une organisation professionnelle et politique).

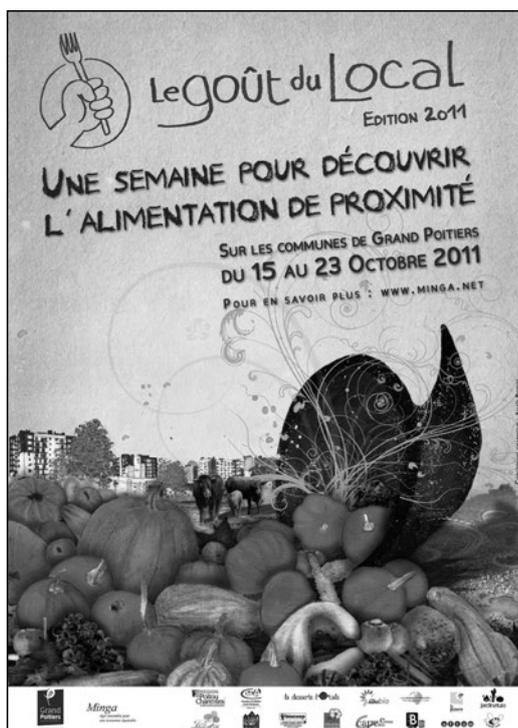
Nous avons la conviction que l'on ne peut pas séparer la question d'un commerce équitable de la question des moyens de production ou, dit autrement, de la socialisation des moyens de production. Il ne s'agit ni de leur nationalisation ni d'en faire l'affaire exclusive des travailleurs d'une entreprise, cela concerne également les clients et les fournisseurs d'une entreprise qu'ils soient situés à proximité ou à l'autre bout du monde.

**Quels sont les débats qui traversent la fédération Minga actuellement ?**

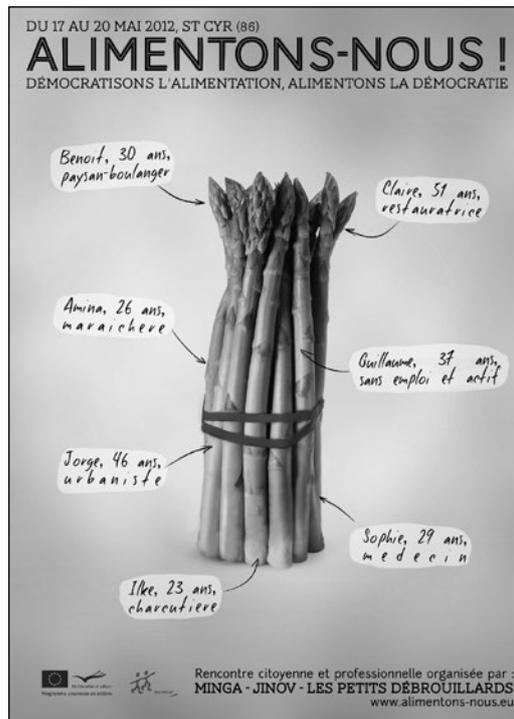
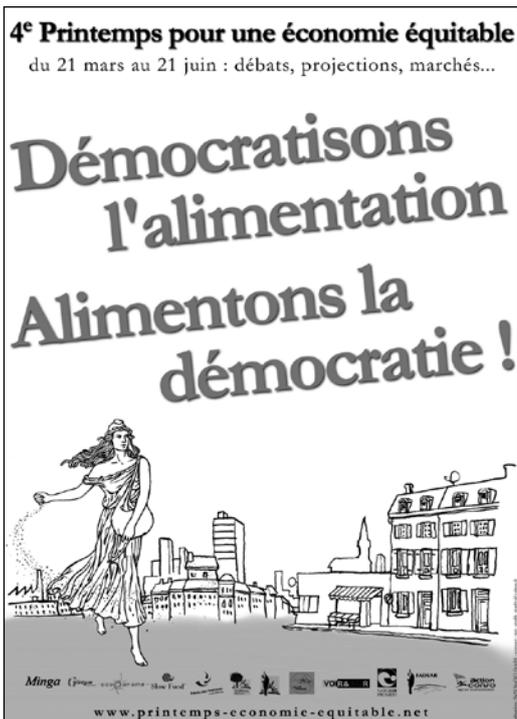
Comment sortir de la notion de « promesse » commerciale qui affranchit le client des contraintes de production, de saisons, de distance..., qui l'exonère de ses propres remises en question en matière de mode de vie et qui le maintient dans l'illusion d'une perspective de sortie de crise, fut-elle avec des injonctions paradoxales (éthique, équitable, solidaire...) ? Comment passer d'une « promesse » commerciale à une problématique partagée avec les tiers (clients et fournisseurs) ? Telles sont les raisons qui nous ont conduit à abandonner la notion de garantie et à développer un Système d'Analyse des Filières (SAF)<sup>(1)</sup>.

Comment construire des modes d'organisation du travail qui ne reproduisent pas des schémas de domination de classe entre ceux qui pensent l'organisation du travail et les autres qui sont assignés à la question du « comment », abrutis à la tâche, condamnés à la routine ?

Comment se confronter à des normes (équitable, bio notamment) de mise en marché qui privent de la liberté d'entreprendre et favorisent une économie de rente ?



(1) [www.analysesdesfilières.net/](http://www.analysesdesfilières.net/)



■ Fédération Minga, 9-13, rue de la Nouvelle France, 93300 Aubervilliers, tél : 01 48 09 92 53, www.minga.net.

La question de l'accès au capital face à la financiarisation de l'économie (problème de trésorerie, renchérissement des conditions d'accès au foncier, dévalorisation des métiers au profit de la rente, fluctuation des prix alimentaires qui fragilise les coopérations,... etc.)

Sortir de l'industrialisme qui marque nos modes de pensée induit forcément nous situer dans la revalorisation du métier au sens large. Mais choisir de se positionner dans le monde du travail, c'est prendre la mesure de son éclatement entre diverses organisations professionnelles trop souvent enfermées dans des revendications exclusivement corporatistes (artisanat, agriculture...), et des organisations syndicales centrées essentiellement sur la défense du salariat. Nous placer dans le monde du travail est donc une nécessité absolue pour construire de véritables solidarités interprofessionnelles. Cela est d'autant plus nécessaire en raison de l'offensive du social business (incarné en France par le Mouves et l'ADIE)<sup>(2)</sup> sur le mouvement de l'économie sociale et solidaire. Cette idéologie néopaternaliste accompagne la déconstruction de l'État social ayant pour corollaire le développement d'une politique de répression accrue des mouvements sociaux.

**Comment la fédération Minga s'ouvre-t-elle à d'autres problématiques comme la bio, la relocalisation, la descente énergétique... ?**

Il ne peut pas y avoir un commerce moins inéquitable s'il n'y a pas une remise en cause radicale de nos modes de développement qui épuisent les ressources et maintiennent les pays pauvres en fournisseurs de matières premières à bas prix. Avoir la prétention d'aider des producteurs des pays pauvres par des échanges commerciaux plus

équitable sans parallèlement remettre en cause ici un modèle de développement (qui ne peut pas être généralisable à l'ensemble de l'humanité) est absurde.

A partir du moment où nous assumons d'être une organisation à la fois professionnelle et politique nous remettons en question les postures corporatistes et nous abordons la question politique sur ses fondements (l'alimentation et le foncier). Faire de la question alimentaire un sujet politique de premier plan (campagne « alimentons ») c'est un changement complet de perspective par rapport au modèle social du siècle précédent où échapper à la condition de paysan semblait la condition de la réussite sociale.

Faire de l'accès à une alimentation saine pour tous et partout une priorité politique, c'est forcément refuser de faire porter à une population agricole de plus en plus réduite (3 % de la population active en France) un enjeu aussi lourd. C'est par exemple tirer le constat que le corporatisme agricole a tué une profession. C'est aussi interroger une évolution de l'agriculture biologique qui se contente trop souvent de reproduire les schémas de pensée et les méthodes de l'agro-industrie : les pesticides en moins, le label en plus. (voir le livre « La Bio entre business et projet de société »).

Parce que nous sommes une organisation professionnelle et politique (au sens de projet de société et non de la conquête du pouvoir), nous refusons le principe de l'expertise militante ou un sujet de société serait la propriété de telle ou telle organisation.

Propos recueillis par Michel Bernard ■

(2) Le social business regroupe les entreprises dont l'objectif est social et/ou environnemental avant d'être économique. Le Mouves est le Mouvement des entrepreneurs sociaux (www.mouves.org). L'ADIE est l'Association pour le droit à l'initiative économique (www.adie.org).

# Trois éditeurs indépendants témoignent

Silence a choisi d'interroger trois éditeurs indépendants et engagés, avec qui la revue a collaboré ces dernières années, afin de connaître et de croiser leurs regards sur la situation du livre aujourd'hui.

**A**L'OCCASION DU SALON DU LIVRE, LE MINISTÈRE DE LA CULTURE DONNE TRADITIONNELLEMENT les chiffres du secteur de l'édition en France. En 2011, il apparaît qu'il reste relativement stable<sup>(1)</sup>. En effet, les achats de livres se maintiennent (de -1,0 % à +0,6 %). L'offre de nouveautés (64 300 titres, +2 %) et de livres disponibles (622 000 titres, +4 %) a continué à progresser. On peut retenir que plus d'un Français sur deux (52 %) a acheté un livre en 2011. Le roman est toujours en tête, un achat sur quatre. 4 % des livres achetés appartiennent au domaine des sciences sociales et 3 % à celui des documents, actualité et essais. Quant à la lecture, 70 % des Français de 15 ans et plus ont lu en 2008 au moins 1 livre au cours des 12 derniers mois, donc 30 % n'en ont lu aucun<sup>(2)</sup>.

Le rapport de la *Mission livre 2010* précise qu'aujourd'hui 8 000 entreprises composent le paysage éditorial français. Trois cents d'entre elles représentent 90% du marché. Deux grands groupes (Lagardère et Editis) se répartissent 40 % de l'activité totale. Dans ce contexte d'hyperconcentration, de marchandisation et de crise économique, comment se porte le secteur de l'édition dite indépendante et engagée ?

Tableau 1 : Lieux d'achats

Lieu d'achat	% d'achats
Librairies (tous réseaux confondus)	23
Grandes surfaces "culturelles"	22
Grandes surfaces non spécialisées	19
Ventes par correspondance ou clubs	13
Internet	13
Autres	10

Tableau 2 : Nombre de livres lus dans les 12 derniers mois<sup>(2)</sup>

Nombre de livres	% de lecteurs
1 à 9 livres	39
10 à 19 livres	14
20 livres et plus	17
Aucun livre	30
Internet	13
Autres	10

## Des artisans qui tirent le diable par la queue

La crise du secteur du livre se manifeste d'abord par une crise de la diffusion. « N'importe quel libraire vous dira que les ventes aux particuliers sont moins au rendez-vous depuis quelques

**C**réée en 1892 à Lyon, **Chronique sociale** a fondé en 1920 une maison d'édition.

Editeur indépendant avec plus de 1000 titres publiés, dont 500 au catalogue actuellement, 5 collections en sciences humaines, pédagogie, formation. Plus de 40 nouveautés et 8 à 15 rééditions par an. Sur 10 livres vendus, 6 livres sont vendus en librairie, 4 par nos propres moyens ou par des partenaires (exemple : *Silence*, *Guide des ressources*, *Non Violence Actualité...*)

■ [www.chronique sociale.com](http://www.chronique sociale.com)



(1) Chiffres clés du secteur du livre : l'édition 2010-2011 est parue (mars 2012) en France [http://www.dgmic.culture.gouv.fr/article.php3?id\\_article=1724](http://www.dgmic.culture.gouv.fr/article.php3?id_article=1724)

(2) source : MCC/DEPS, enquête sur les Pratiques culturelles des Français 2008.

temps. Comment l'expliquer ? Et expliquer le fait que la plupart de artisans du livre tire le diable par la queue ? La réponse réside à mon sens sur l'amenuisement de l'offre par les gros joueurs de l'industrie — grandes chaînes, grandes surfaces — qui prennent de plus en plus de place sur la marché et misant sur la rentabilité de quelques titres au détriment de la "bibliodiversité". C'est véritablement sur ce front que se situent les plus importants défis auxquels font face les indépendants de l'édition. » rappelle *Ecosociété*.

*Le passager clandestin* ajoute « Les éditeurs publient un maximum de livres pour essayer de toucher le public. Il faut toujours plus de nouveautés... Et du coup, les libraires, souvent contraints de suivre le mouvement, ont de moins en moins le loisir de travailler leur fonds. Pour des petites maisons d'édition comme la nôtre, qui publient environ quinze titres par an, c'est donc difficile d'être visible toute l'année dans les rayons. »

Pour *Chronique sociale*, il s'agit surtout de « la poursuite de la fragilisation, voire la disparition des librairies indépendantes (diminution de l'offre disponible) et le renforcement de la concentration capitalistique au sein de la chaîne du livre. »

*Ecosociété* témoigne d'une nouvelle situation qui apparaît aussi en France : « Au Québec, il existe deux grosses chaînes de librairies, soient Renaud-Bray et Archambault, et un bon réseau de libraires indépendants qui doivent sans arrêt se renouveler pour maintenir la tête hors de l'eau. Un récent changement de direction chez Renaud-Bray a vu apparaître une modification drastique de l'organisation des magasins : finies les librairies qui mettent en avant ce qui devrait l'être : le livre. C'est maintenant une série de produits (papeterie, tasses, machines à café, cartes postales, etc.)

étrangers au monde du livre qui ont la vedette. Quand les libraires ne valorisent plus la lecture dans leurs propres magasins, il y a de quoi frémir... »

## Librairies et éditeurs indépendants sont dans le même bateau

La première question abordée est celle du prix du livre, question accentuée par la crise actuelle. *Le passager clandestin* détaille le problème : « Dans notre domaine, on se rend compte que le prix des livres est vraiment très important, et il l'est encore plus aujourd'hui. Dans des périodes comme celle que l'on traverse, les gens hésitent à mettre 15 euros dans un livre. Cela veut dire que ça réduit encore notre marge de manœuvre habituelle. Les collections à petit prix que nous développons (*Désobéir*, *Rééditions*, bientôt *Dyschroniques*, une collection de nouvelles de science-fiction) marchent bien, mais lorsque nous publions un essai qui coûte entre 12 et 20 euros, nous savons que nous nous privons d'emblée d'une partie de notre public. Nous avons aussi créé l'année dernière une collection qui s'appelle *les Transparents*, qui nous coûte cher parce que, entre autres, nous avons voulu fabriquer de beaux objets, appelés à durer. Ces livres ne coûtent "que" 16 euros en moyenne, mais comme les sujets sont pointus et les auteurs pas forcément connus, le prix devient déterminant dans la décision d'achat... »

*Chronique sociale* résume ainsi la question : « "Remplir le frigo avant la bibliothèque", "je sais ce que je dois acheter, mais je dois me limiter". La somme disponible est plus faible et donc il y a une stagnation des ventes. »

**C**réé en 1992, *Ecosociété* publie 12 livres par an et en compte 167 à son catalogue.

Les livres d'idées sont autant de graines que l'on sème et dont on doit patiemment attendre la récolte. *Ecosociété* a fait le pari d'essaimer, de planter et d'inspirer, une mission constamment renouvelée depuis 20 ans. Ancrée dans la réalité sociale et les grands questionnements qui la traversent, *Ecosociété* se fait l'écho de personnes et d'idées que la parole dominante réduit le plus souvent au silence. Son engagement est plus vivant que jamais à l'occasion de cet anniversaire : réaliser un travail d'éditeur critique et indépendant. Continuer, malgré les menaces qui pèsent sur le livre et la pensée, à défendre la liberté d'expression nécessaire au débat public. Instigatrice d'idées et de mouvements devenus incontournables, la maison se préoccupe d'écologie, d'altermondialisme, de démocratie

participative, d'engagement citoyen, de rapports Nord/Sud, d'agriculture, de santé, de consommation et d'économie. Les livres d'*Ecosociété* sont des outils pour penser la société, la questionner et la changer.

■ [www.ecosociete.org](http://www.ecosociete.org)



## Pour aller plus loin :

- *L'édition sans éditeurs*, André Schiffrin, La Fabrique, 1999.
- *L'Édition sous influence*, Janine et Greg Brémond, Liris, 2002
- *Livre blanc pour l'édition indépendante*, l'Autre LIVRE (ouvrage collectif), l'Autre LIVRE, 2005
- *Le contrôle de la parole*, André Schiffrin, La Fabrique, 2005.
- *Lire et penser ensemble – Sur l'avenir de l'édition indépendante...*, Jérôme Vidal, Editions Amsterdam, 2006
- *Avenir de l'édition indépendante : des pistes à explorer*, AgoraVox, le média citoyen, [www.agoravox.fr/culture-loisirs/culture/article/avenir-de-l-edition-independante-95132](http://www.agoravox.fr/culture-loisirs/culture/article/avenir-de-l-edition-independante-95132), juin 2011

« D'un point de vue institutionnel, il est évident que des changements sont plus que nécessaires pour permettre à des petits éditeurs indépendants comme nous de survivre. On pense entre autres au débat entourant l'instauration du prix unique au Québec, un des seuls moyens pour contribuer à freiner la tendance des grandes surfaces à casser les prix des best-sellers, ce qui mine le réseau de librairies indépendantes qui sont nos réels alliés dans la promotion de nos livres. À chaque fois qu'un libraire indépendant ferme ses portes, c'est une très mauvaise nouvelle pour l'édition indépendante », ajoute *Ecosociété*. Rappelons que le prix unique du livre existe en France depuis 1981 (loi Lang<sup>(3)</sup>) et que cette loi a permis la survie jusqu'à présent des librairies indépendantes et par conséquent des maisons d'édition indépendantes.

## Sur la corde raide

Cette crise a des conséquences importantes sur l'activité — voire la survie — des éditeurs indépendants. Pour *Le passager clandestin*, « aujourd'hui notre maison d'édition traverse une période difficile, car nous publions plus de livres qu'il y a de deux ou trois ans, donc nos dépenses augmentent (maquettiste, correcteur, imprimeur, frais de stockage...) alors que les ventes, elles, ne suivent pas toujours. »

*Ecosociété* acquiesce : « Nous sommes constamment sur une corde raide financière, qui pèse sur nos décisions éditoriales. Ce qui fait qu'à chaque saison nous espérons qu'un titre ou deux perceront le lot et seront nos locomotives financières pour nous permettre de mener à bien des projets plus "marginaux", mais dont les contenus méritent à notre sens d'être diffusés. »

## Poursuivre sans relâche !

Comment les éditeurs indépendants peuvent-ils réagir à cette situation ? Les trois éditeurs interrogés sont unanimes : poursuivre sans

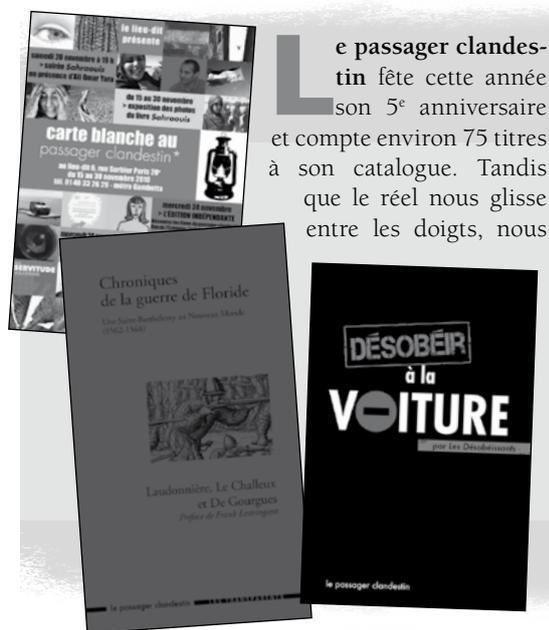
relâche ! *Chronique sociale* tente de « renforcer la communication, la présence auprès du public afin de maîtriser une production diversifiée ; réduire les coûts de fabrication pour adapter le prix de vente sans renoncer par exemple à une impression en France (emploi-empreinte écologique-choix éthiques) »

Quant au *Passager clandestin* : « Nous essayons d'être le plus actif possible. Nous ne pouvons pas nous contenter des mises en place en librairies, nous devons nous faire connaître par tous les moyens... Ainsi, en 2011, nos auteurs ont participé à 37 soirées en librairies, dans des associations ou sur des salons... Ensuite *Le passager clandestin* a participé à 20 salons, en y tenant un stand. (...) On essaie aussi de participer à pas mal d'événements militants, puisque notre engagement rejoint évidemment nos choix de publication. Là il ne s'agit même plus de faire des ventes ou de la communication, c'est juste une question de cohérence, c'est là qu'on a envie d'être. Ça nous paraît logique de participer à des événements sur la Palestine (...), de tenir une table à Notre-Dame-des-Landes lors du rassemblement contre la construction d'un nouvel aéroport, de participer aux États généraux du nucléaire ou au Festival cinéma et écologie... »

« C'est un travail de patience que d'amener de nouvelles idées telles que la décroissance, la transition, la réappropriation de nos ressources naturelles etc, mais ce sont des discours qui sont de plus en plus entendus et nous nous devons de continuer à être les passeurs de ces idées à contre-courant », souligne *Ecosociété*.

Laissons le mot de la fin à *Chronique sociale* : « Comment poursuivre l'accès à la connaissance dans une société complexe, technologique ? Comment maintenir le livre comme moyen d'émancipation individuelle et collective ? »

Béatrice Blondeau et Jean-Marc Luquet ■



**L**e passager clandestin fête cette année son 5<sup>e</sup> anniversaire et compte environ 75 titres à son catalogue. Tandis que le réel nous glisse entre les doigts, nous

voulons arracher à l'histoire quelques fragments de vérité, interroger sans complaisance l'ordre présent des choses... et rappeler à toutes fins utiles que cet ordre-là ne s'impose pas à nous comme une évidence. L'indépendance est à la fois une condition et l'un des buts de notre activité. Celle-ci ne se limite d'ailleurs pas à la réalisation de livres, elle est aussi une forme particulière d'inscription sociale et un choix de vie. Nous nous plaçons clairement dans une perspective de critique de nos fonctionnements sociaux et de l'ordre économique et politique qui en dicte aujourd'hui les principaux contenus. Il s'agit de résister à la tentation de l'indifférence et de la soumission aux conditions de la réalité, en s'efforçant tout à la fois d'en comprendre les enjeux et de développer, avec d'autres, les liens qui permettent d'agir sur elles.

■ [www.lepassagerclandestin.fr](http://www.lepassagerclandestin.fr)

(3) <http://www.sne.fr/dossiers-et-jeux/prix-unique-du-livre.html>

## Le cauchemar du satiriste

Le satiriste est une espèce menacée. Le cauchemar du satiriste, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, est clairement identifié. Il est terrible, il empire jour après jour, il a pour nom... Le Réel. Et son règne ne connaît pas la pitié. Insensible au ridicule, Le Réel rappelle chaque jour au satiriste la fragilité de son art (...).

Alors imaginons. Imaginons une émission consacrée à la protection de la nature, sur une radio de service public, France Inter par exemple. On placerait les personnages dans l'émission "CO<sub>2</sub> mon amour". Il s'agirait de personnes présentées comme de grands écologistes. L'un serait, à l'époque, le directeur d'une organisation environnementaliste, disons le WWF France, et il s'appellerait Serge Orru. Et un autre intervenant serait, disons, photographe, et serait présenté comme étant un "éco-citoyen", et on l'appellerait Yann Arthus-Bertrand<sup>(1)</sup>.

Le fil d'Ariane de l'émission serait un festival écologiste en Corse, que l'on appellerait "Le festival du vent". Et là, la satire commencerait, sauvage, débridée. D'abord, sur le site internet du festival écologique en question, il y aurait une rubrique "Y aller", et l'on vous expliquerait comment se rendre à ce festival « en avion avec Air France »<sup>(2)</sup>. Bien imaginé, non ? Rien qu'avec une entrée en matière pareille, Le Réel est enfoncé. Mais le satiriste ne s'arrêterait pas en si bon chemin. Les deux intervenants imaginés par notre artiste expliqueraient à quel point les atteintes au climat sont graves, très graves, ma brave dame. Ils nous diraient tous les deux qu'ils viennent récemment de participer activement à la destruction dudit climat, en utilisant la machine la plus efficace pour le détruire, appelée également, de manière euphémistique désormais, "avion". L'un revenant tout juste d'Amérique du sud, l'autre d'Asie. Maintenant, le satiriste pose sa plume.

(...) Le Réel ne pourrait atteindre ce degré d'absurdité, et des personnages aussi déconnectés de la plus élémentaire logique, de la plus élémentaire morale, de la plus élémentaire décence, ne peuvent exister. Deux clowns de cet acabit ? Impossible. Orru et Artus-Bertrand sont trop misérablement ridicules pour être autre chose que des marionnettes fictives, sorties de l'imaginaire d'un artiste qui aurait déclaré une guerre sans merci à Sa Majesté Le Réel.

Le satiriste serait alors rassuré. Peut-être devrions-nous le laisser rêver...

**Pierre-Emmanuel Neurohr**  
Paris

(1) Le festival du vent, CO<sub>2</sub> mon amour, France Inter, 1<sup>er</sup> novembre 2008.

(2) [lefestivalduvent.com](http://lefestivalduvent.com)

## Les indignés du nucléaire

Plogoff-Fessenheim à vélo. Quelque 1400 km qui rejoignent la pointe ouest de la Bretagne aux coteaux est de l'Alsace. Une caravane à vélo pour réveiller les consciences sur l'urgence à agir aujourd'hui contre le nucléaire : c'est le projet mis en selle par un collectif imaginaire et conscient que Fukushima n'est qu'un énième événement dramatique pour nous sortir de notre léthargie. (...) Ce projet, établi rapidement, mais avec beaucoup de précision a élaboré un déplacement du 5 août au 8 septembre sur un trajet qui rejoint Plogoff à Fessenheim<sup>(1)</sup>. Deux hauts lieux de la lutte nucléaire, un lieu de victoire et un lieu de combat.

Parmi les points défendus : obtenir une date fermeture de Fessenheim, réveiller les consciences, inciter les médias à parler de Fukushima et du Japon, obtenir un rapide débat sur l'énergie, rappeler les victoires des combats passés dont Plogoff et d'autres étapes de la caravane peuvent être les symboles.

Informés du déroulé de cette manifestation, nous avons tout de suite voulu nous engager, pour notre part, dans le soutien de cette action. Habitant la Seine-et-Marne, travaillant pendant le mois d'août, deux jours de week-end étaient notre seule possibilité pour rejoindre nos vélos à la caravane. Quatre amis s'associèrent à nous. Et nous voilà, samedi 25 août au matin, partis rejoindre le lieu de départ du jour : Orléans. Sous un ciel menaçant, nous avons préparé nos montures et rejoint le petit groupe de vélos en partance pour rallier la centrale de Dampierre.

(...) Militantisme et tourisme décuplèrent notre ardeur à pédaler en direction de la centrale dont les tours apparurent au détour d'un méandre de la Loire. Comme le lendemain, à l'arrivée sur le site de la centrale de Belleville, et à chaque étape, les antinucléaires locaux attendent les cyclistes et leur font une ovation bien méritée après ces étapes quotidiennes de 45 à 50 km. De Plogoff, le groupe d'une quarantaine de personnes s'est peu à peu amenuisé, avec une géométrie variable, au fil des étapes et des soutiens de cyclistes à la journée ou à plus long terme. Chacun s'engageant à tenir le fil symbolique d'une longue écriture entre Plogoff et Fessenheim qui revendique en premier lieu la fermeture de Fessenheim. Concrétisation de la promesse du candidat-président, premier maillon d'une sortie du nucléaire. L'arrivée était prévue samedi 8 septembre à Fessenheim, avec, entre autres la remise d'une lettre du Maire de Plogoff au maire de Fessenheim.

**Marc Evin**

Seine-et-Marne

(1) [caravane-plogoff-fessenheim.overblog.com](http://caravane-plogoff-fessenheim.overblog.com)



▲ Passage à Dampierre (Loiret)

## Soyons précis

J'ai lu avec intérêt l'article de Michel Bernard intitulé « Sortir du nucléaire vite ? » dans le numéro du mois de septembre. Dans cet article il est fait référence à la ville de Junau en Alaska où une avalanche a endommagé la ligne de transport d'électricité le 16 avril 2008.

Suite à l'appel au civisme de ses habitants lancé par la municipalité, un laboratoire mesure la nouvelle consommation à la date du 7 mai, résultat une consommation réduite de 40 pour cent.

Après la réparation de la ligne, Michel Bernard indique que la consommation est revenue à son niveau antérieur moins d'un an après.

Ce n'est pas tout à fait ce qui est écrit dans le numéro de l'été 2012 de la revue Sortir du nucléaire. En effet page 45, l'article consacré à Junau signale qu'un an plus tard la ville consomme 10 pour cent de moins que l'année précédente à pareille époque et à climat comparable.

Qui dois-je croire, *Silence* ou *Sortir du Nucléaire* ?

**Jean-Marc Pineau**

Puy de Dôme

**Silence : c'est Sortir du nucléaire ! En chiffres : 1000 MWh par jour avant l'accident, 600 MWh par jour pendant, 900 MWh par jour, un an après.**



## Nous avons également reçu...

1/2

■ **Ailes d'arc-en-ciel**, Michel Perrin et Béatrice Guillemard, éd. Chant d'orties (91250 Saintry-sur-Seine), 2012, 32 p. 11 €. Dès cinq ans. Hommage au cancre de la classe qui, puni dans son coin, ouvre l'imaginaire de ses petits camarades. Un petit conte joliment illustré.

■ **Comment gagner sa vie à la campagne**, Christine Delbove, éd. Grimal, 2011, 196 p. 22 €. S'installer, produire, vendre et comprendre les différentes démarches administratives afin de pouvoir vivre d'une activité agricole tels sont les sujets abordés dans ce guide pratique. Chaque étape est prise en compte et présente point par point les difficultés que peuvent rencontrer des personnes souhaitant changer de vie. Un ouvrage indispensable à tout urbain aspirant à une activité rurale.

■ **A vélo, du mont Ventoux à la place Tahrir**, Claire Moussalli-Martinet et Didier Martinet, éd. Karthala, 2012, 210 p. 20 €. Deux compagnons de l'Arche de Lanza del Vasto racontent leur périple à vélo autour de la Méditerranée... et leur arrivée par hasard au Caire, deux jours avant la révolution. Récit de voyage plutôt que reportage.

■ **Manifeste pour un retour à la terre**, Philippe Desbrosses, éd. Dangles, 2012, 62 p. 6 €. Ouvrage extrêmement succinct rappelant que nous allons devoir redévelopper le métier de paysan si nous voulons concilier besoins alimentaires et maintien de la biodiversité. Ce genre de petit livre ne permet malheureusement pas de creuser les pistes intéressantes avancées.

■ **L'alimentation ou la troisième médecine**, Jean Seignalet, éd. du Rocher, 2012, 770 p. 32 €. Nouvelle édition revue et complétée écrite par un spécialiste de l'alimentation qui montre combien notre alimentation est notre meilleur moyen de prévention et de soins. Première édition en 1996.

■ **L'Arpenteur**, David Sire, Pierre Caillot et Magali Le Huche, éd. des Braques, 2011, 32 p., 18 € livre + CD de 17 mn. L'Arpenteur égraine des mots dans son sillage. Mais un jour il rencontre... une frontière. Un conte philosophique sur la peur, la curiosité.

■ **Dix jardiniers**, Jean-Pierre Le Dantec, éd. Actes Sud, 2012, 160 p., 22,50 €. Des nouvelles mêlant romance et histoire, qui relatent les vies de jardiniers "furieux" à diverses époques. Fait découvrir l'agencement d'un jardin comme une œuvre d'art à part entière, mieux, donne envie de connaître cet univers de plantes et de se fabriquer son jardin.

■ **Qu'est-ce que l'écologie politique ?** Alain Li-pietz, éd. Les Petits matins, 2012, 200 p. 10 €. Réédition d'un livre de 1999, complété en 2003 et 2012. Beaucoup de rappels sur les liens entre écologie scientifique et écologie politique ou comment le social, l'économie et l'environnement sont reliés.

■ **Enjeux et défis écologiques pour l'avenir, Conférence des évêques**, éd. Bayard/cerf/Fléurus-Mame, 2012, 80 p. 3 €. La création de Dieu est menacée par la croissance et la consommation... soit, mais le niveau de réflexion est d'une faiblesse incroyable.

■ **Faut que ça change ! Bouquet de nerfs d'écologistes en herbe**, Laurence Callec, éd. Edilivre, 2011, 58 p. 10 €. Sous forme de dialogue et d'un peu de poésie, un long débat sur nos pratiques de consommation et de gaspillage et sur les avantages à être écolo et à vivre simplement. Un style original pour aborder la question en douceur avec ceux et celles qui n'y connaissent encore rien.

■ **Super Negra**, Winshluss, éd. Requins marteaux, 2012, 40 p. 10 €. Réédition d'une parodie irrespectueuse du monde de Disney.

## Fermeture de Fessenheim : cadeau aux écolos ou gage au lobby ?

Il est évidemment tentant d'interpréter la décision – confirmée par François Hollande – de fermer la centrale de Fessenheim comme un cadeau fait aux écolos, plus précisément à EELV, qui d'ailleurs n'a rien demandé, trop content d'avaler couleuvres sur couleuvres contre deux strapontins gouvernementaux... Mais passons...

La centrale de Fessenheim est une vieille centrale, conçue pour durer une trentaine d'années, pour laquelle EDF reconnaît depuis dix ans qu'après 40 ans, le vieillissement des

qu'au fait que cette centrale est la seule de France à être située à huit mètres sous le niveau du Grand Canal d'Alsace qui assure son refroidissement.

On peut d'ailleurs s'interroger sur les prescriptions que devrait prendre l'ASN pour le réacteur n°2 : la logique voudrait que ce soient les mêmes que pour le réacteur n°1, avec des dates limites de travaux pour... la mi-2015....

En fait, la récente annonce de François Hollande est bien plus un gage rassurant donné au lobby nucléaire qu'autre chose : après avoir annoncé qu'il ne fermerait que la centrale de Fessenheim durant son mandat, tout en confirmant la poursuite du chantier de l'EPR, il précise aujourd'hui qu'il fermera Fessenheim le plus tard possible, contrairement aux déclarations de Delphine Batho – "Fessenheim fermera le plus tôt possible" – du 9 septembre 2012.

Dans leurs rapports au nucléaire, le parallèle entre Nicolas Sarkozy et son successeur est éclairant : les deux présidents, au début de leur mandat, organisent une conférence sur l'environnement.

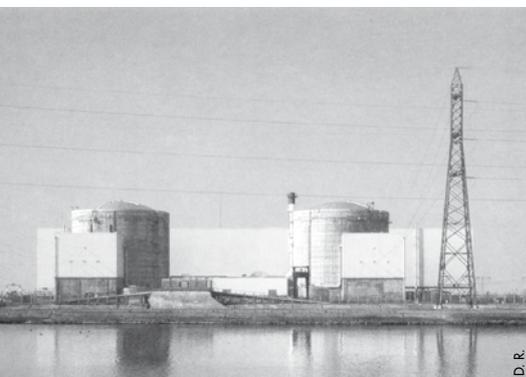
• A la veille du "Grenelle de l'Environnement", le gouvernement précise que le nucléaire ne fera pas partie des sujets évoqués.

• A la veille de la "Conférence environnementale", le gouvernement envoie Delphine Batho, puis Arnaud Montebourg, affirmer son soutien sans faille au nucléaire.

• A l'ouverture de la Conférence, François Hollande, par son annonce, clôt lui-même les débats pour tout ce qui pourrait concerner le nucléaire.

Comme le dirait le regretté Pierre Desproges : "Etonnant, non ?"

**Jean-Marie Brom**  
Alsace



matériaux, les incidents de toute nature et leurs conséquences (chocs thermiques divers) la feront sortir des limites de sécurité posées au démarrage. A moins, bien sûr, de modifier les limites en question... L'expérience nous a montré que l'ASN, tout comme EDF, en sont parfaitement capables...

En outre, les travaux demandés par l'ASN pour le réacteur n°1 (une quarantaine de prescriptions, dont le célèbre épaissement du radier) ne changeront rien au vieillissement, ni à la sismicité de la région, pas plus

## Aéroports, les pollutions oubliées

Le gouvernement communique beaucoup sur les pollutions atmosphériques générées par le diesel, les chaufferies au bois, l'industrie, pourtant soutenus d'autre part. Les grands oubliés semblent être les transports aériens qui ne communiquent jamais sur ce problème.

Habitant Beauvais avec un aéroport à quelques centaines de mètres de la ville et à quelques dizaines de mètres de la commune qui l'héberge, il s'agit de pollutions chimiques et sonores cumulées mais niées obstinément par les investisseurs.

Non seulement il y a les avions mais aussi les milliers de véhicules des passagers (4000 places de parking en cours de finalisation) qui viennent de toutes parts amener des passagers. Et le tout pris sur des terres agricoles !

Merci pour votre revue

**Bernard Joublin**  
Oise



Harry Lynch

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

# livres

## Indignés D'Athènes à Wall Street, Echos d'une insurrection des consciences

Collectif  
Ed. Zones  
2012 - 200 p. - 14,50 €

Ce recueil de contributions, de communiqués de presse, de textes anonymes et collectifs documente l'évolution et les positions politiques des protestataires qui d'Europe aux Etats-Unis ont envahi les places

sous le nom des "Indignés", des "99 %" ou du "mouvement des places".

D'un rassemblement à l'autre c'est la même énergie de vouloir changer le modèle capitaliste qui déborde des assemblées populaires réunies à travers la planète.

Sous forme de courts plaidoyers il s'agit bel et bien d'une insurrection des consciences, argumentée et spontanée, contre la dictature des marchés et l'exploitation humaine.

Dans l'esprit des Zapatistes du Chiapas, les mouvements de l'année 2011 marqueront-ils la naissance d'une nouvelle internationale révolutionnaire ? À la lecture de cet ouvrage, on ne peut que garder espoir quant à un réveil critique des 99 % exploités par les 1 % restants. JP.

## Rocket Stoves Feux de bois et poêles de masse

Leslie Jackson et Ianto Evans  
Ed. Pascal Burnet, 8, rue du Moulin-Neuf  
17700 Saint-Germain-de-Marencennes  
2012 - 128 p. - 16 €

Guide pratique pour l'auto-construction d'un poêle de masse, une technique de foyer à

flamme inversée assurant une très bonne combustion et un excellent rendement. Le livre présente en photos comment réaliser soi-même son installation et donne des conseils pour en diminuer le prix. Les spécialistes du recyclage pourront avoir un poêle pour le prix du livre. Précis, complet et n'ayant pas peur de montrer les limites du procédé. FV.

## Eloge de la passe

Collectif, coordonné par Wally Rosell  
Les Editions libertaires  
2012 - 192 p. - 13 €

Les anarchistes et le sport, quel rapport ? Les débats font rage depuis plus d'un siècle entre ceux qui estiment que "la messe et le ballon sont des drogues pour le peuple", détournant la jeunesse de l'action politique, et ceux qui pensent qu'on peut insuffler au sport des

pratiques plus libertaires. Ce livre collecte des textes qui évoquent tant des événements historiques que des témoignages de pratiques différentes. Saviez-vous qu'en 1936 des Olympiades populaires ont été organisées à Barcelone, stoppées par les combats de la guerre civile ? Qu'en 1968 des enrégés envahissaient le siège de la fédération française de football ? Que des clubs de football essaient de s'autogérer pour échapper au pouvoir de l'argent roi ? Des textes d'intérêt inégal analysent le rôle des médias, de l'argent, les dimensions sexistes et racistes trop souvent présentes, et proposent des pratiques – de football notamment – qui tendent à être "égalitaires, anti-hiérarchiques, autonomes". Instructif. GG

## Sous l'ondée Survivre en étant électrosensible

Marine Richard  
Ed. Inadvertance  
2012 - 136 p. - téléchargeable sur le site [www.next-up.org](http://www.next-up.org)

Les électrosensibles ne supportent pas certaines ondes. Celles des téléphones portables en particulier. Cela se traduit par de forts maux de tête. Se protéger des ondes est très complexe et même si le phénomène est récent, il semble qu'avec le temps, la sensibilité s'étend à de plus en plus de longueurs d'ondes (wi-fi, ordinateur, électricité dans la maison...). Ce livre est un carnet de vie de l'auteure pendant la première année où elle se rend compte de son électrosensibilité et où elle raconte le doute de son entourage, le manque de prise au sérieux par le milieu médical, l'impossibilité de trouver des "zones blanches" où se réfugier. C'est écrit de manière très agréable, très sensible, dans un style presque poétique, avec de belles illustrations... et c'est fortement dérangement. Couper alors au moins votre brûleur de cerveau avant de lire ce livre ! FV.

## Le soleil en face Rapport sur les calamités de l'industrie solaire et des prétendues énergies alternatives

Frédéric Gaillard  
Ed. L'Échappée - Coll. Négatif  
2012 - 160 p. - 11 €

À travers une enquête approfondie et passionnante, l'auteur nous dévoile les dessous du marché des énergies alternatives et la collusion d'un État centralisateur et des besoins des citoyens. Avec le développement des nanotechnologies favorables au rendement du solaire photovoltaïque, il s'agit de comprendre comment le capitalisme étatique met à mal les alternatives populaires pour

garder le pouvoir sur l'énergie et en conséquence sur le peuple.

Comme le dit l'auteur, il ne s'agit pas ici de proposer des projets, mais uniquement des "rejets... des emballages pathologiques et mortifères" et de "garder les yeux ouverts" sur notre monde. Pour mieux comprendre et lutter. JP.

## Do it yourself Autodétermination et culture punk

Fabien Hein  
Ed. Le Passager Clandestin  
2012 - 176 p. - 12 €

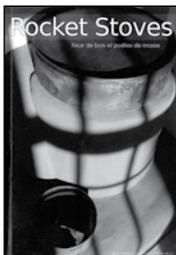
Cet ouvrage complémentaire à l'ouvrage "La philosophie du punk" (Ed. Rytrut)

présente des exemples d'indépendances parmi la scène punk-rock internationale. Des débuts de ce mouvement jusqu'à la situation actuelle, plusieurs groupes sont pris pour exemple dans leur tentative de rester autonomes et de privilégier l'action à la contemplation ou à la critique gratuite. Certains d'entre eux restent des modèles du genre (Fugazi, Jello Biaffra, Crass...) tandis que d'autres n'ont repris du style que le rythme et ont laissé de côté l'éthique et la volonté de vouloir changer le système économique en vigueur. Sans tomber dans l'idéalisation, Fabien Hein nous propose une vue historique des tenants et aboutissants d'un mouvement qui a fait grand bruit, affolé les gouvernements avant d'être en partie récupéré par les multinationales. Peu ont su garder le cap et conserver leur indépendance et leur philosophie du Do it yourself ("Faites le vous-même"). JP.

## Droits Devant !!

Jean-Claude Amara  
Ed. J.-C. Gawsewitch  
2011 - 286 p. - 18,90 €

Si vous voulez en savoir plus sur la création et sur le combat de Droit au logement et de Droits devant !, ce témoignage est fait pour vous. Dans un style subjectif et parlé, Jean-Claude Amara, artiste de rue, raconte comment il en est venu à s'engager de plus en plus dans la lutte avec les « sans » : sans logement d'abord avec Droit au logement, puis les sans-papiers et autres précaires et exclus de notre société. On se trouve plongé au cœur d'occupations de bâtiments, depuis la rue du Dragon jusqu'à l'église Saint-Bernard en passant par le centre Georges-Pompidou et le château de Versailles ! On y trouve aussi l'histoire des parrainages républicains de personnes sans-papiers, des grèves de travailleurs sans-papiers et les Missions civiles en Palestine. Un livre plein de verve et de révolte. GG.

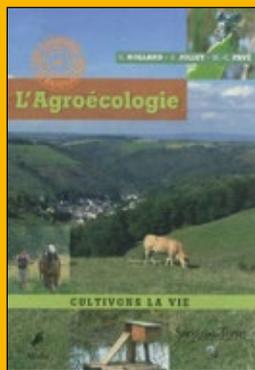


## L'Agroécologie. Cultivons la vie

Hélène Hollard, Bénigne Joliet, Marie-Christine Favé

Ed. Sang de la Terre

2012 - 255 p. - 23,90 €



**L'**agroécologie est un ensemble de principes et de pratiques culturelles, économiques et sociales, au service de la vie. Les auteurs en datent les prémices au début du vingtième siècle, lorsque l'« exploitation » de la terre prend son essor (c'est pourtant une pratique qui naît il y a douze mille ans). La présentation générale introductive est claire et approfondie. Les auteurs détaillent ensuite l'écosystème et le traitement du sol, de la plante, de l'animal et même de notre assiette. Un tour d'horizon méthodique de la question donc, illustré de nombreux exemples, schémas et photos. Il se fonde sur la longue expérience des auteurs, professionnels de l'agroécologie et formateurs, en France et à l'étranger – dont l'une est collaboratrice de Pierre Rabhi de longue date. Des compléments pratiques, un glossaire, une bibliographie et un index font de cet ouvrage, à la présentation agréable, à la fois, un outil de réflexion et une sorte de manuel technique d'accès facile, concret et opérationnel. JPL

au cours des pages de cet ouvrage qui se promène entre sociologie et culture populaire, y compris dans ce que cette dernière peut avoir de plus bête !

### Une énergie antinucléaire, mon engagement dans les réseaux écologistes

Jocelyn Peyret

Ed. Ateliers de Création Libertaire

2012 - 187 p. - 14 €

Jocelyn Peyret témoigne de son expérience de salarié du réseau Sortir du Nucléaire de 2004 à 2010 comme coordinateur des groupes locaux. Il fut également l'organisateur des grandes manifestations antinucléaires de ces dernières années, comme le rassemblement contre l'EPR en 2007 et pour la fermeture de la centrale de Fessenheim en 2009. De Cherbourg à Colmar, en passant par Copenhague et l'Australie, Jocelyn retrace de l'intérieur les enjeux et difficultés du "militantisme professionnel" comme il l'appelle. Son implication au quotidien et l'engagement total dont il a fait preuve n'ont pourtant pas affecté ses convictions. Et malgré cette succession d'événements, un peu répétitive parfois dans le livre, le combat antinucléaire a encore besoin de nos énergies ! GR.



Le décalage entre l'imaginaire, développé devant la télévision et les livres pour la jeunesse, et la rencontre réelle avec ce quadrupède serait des plus comique s'il ne témoignait pas d'un malaise profond quant à la relation Être humain/Animal/Nature.

Préjugés, incompréhension et bêtise sont complémentaires dans les expressions rapportés par ce témoignage. En fin de compte ne serait-il pas temps de réhabiliter le cochon ? JP.

Entre la question de créer "plusieurs Larzac" et celle sur la poursuite d'une lutte locale nécessaire, les propositions nous conduisent à réfléchir à la place que le Larzac peut avoir dans l'imaginaire collectif comme au modèle qu'il a pu représenter et la dynamique qu'il a su porter. Aujourd'hui cette région reste-t-elle un lieu de mobilisation, d'échanges et d'alternatives ? Le Larzac peut-il à nouveau porter l'émergence d'un mouvement national ? Doit-il

### Paroles du Larzac

Ouvrage collectif sous la direction d'Élisabeth Baillon

Ed. Privat

2012 - 200 p. - 17 €

Entre la violence des personnes, des guerres, des relations sociales et politiques prend sa source dans l'enfance, avec la violence éducative, infligée par les parents ou les enseignants patentés. Après avoir expliqué ce point de vue, principalement par de multiples exemples, l'auteur de « La Fessée », analyse une vingtaine d'ouvrages sur la violence, parus ces dix dernières années, auxquels ont collaboré une centaine d'auteurs. Près de 80 % d'entre eux ignorent la violence éducative et ses effets. Il démasque les pulsions de destruction et de mort invoquées, comme des prétextes pour justifier la violence éducative. Mais s'il dénonce les abus violents, il ne remet pas en cause la relation éducative en elle-même, pourtant particulièrement violente, entre un éducateur et un éduqué. Une éducation sans violence qui « humanise les hommes » lui semble donc, ici, possible – sans autres précisions. JPL.

Quelle est la place du cochon dans l'imaginaire collectif ? La découverte et la proximité avec l'animal engendrent des réflexions des plus curieuses de la part des enfants et des parents. La plupart du temps ce sont des a priori facilement démontés

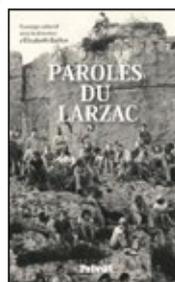


Michelle Julien

Ed. du Cygne

2012 - 242 p. - 22 €

Quelle est la place du cochon dans l'imaginaire collectif ? La découverte et la proximité avec l'animal engendrent des réflexions des plus curieuses de la part des enfants et des parents. La plupart du temps ce sont des a priori facilement démontés



être classé comme une partie de l'histoire des Causses et de la lutte comme le proposeraient certaines politiques culturelles ? Gardarem Lo Larzac parmi les hauts lieux de résistances ?

Les contributions des participants à ce colloque proposent de nombreuses pistes de réflexion quant à l'origine du mouvement et son avenir. JP.

### Une vie pour les abeilles

Henri Clément échange

avec Philippe Bertrand

Ed. Rue de l'échiquier

2012 - 96 p. - 12 €



Pourquoi un logo GrDF en quatrième de couverture ? Ces pubs à la sauvette pour les partenaires de "Abeille, sentinelle de l'environnement", tel cet énorme fabricant de produits cosmétiques dont on peut douter de l'engagement écologique sont regrettables. Cependant, cet entretien avec Henri Clément est des plus fluide et agréable. L'engagement de cet homme éclairé et passionné nous plonge dans l'actualité et les combats de l'apiculture. On pourra savourer les épisodes forts intéressants des différents procès menés contre les pesticides ; quels rapports de force avec l'Etat et les ministres sont nécessaires aux producteurs pour faire face aux grosses firmes phytosanitaires. D'autres chapitres concernant les OGM, l'avenir du marché apicole (mondial et national), les difficultés des jeunes pour s'installer et trouver des zones propices à leur travail... sont eux aussi instructifs et habilement racontés. EG

La violence éducative, un trou noir dans les sciences humaines

### La violence éducative

Un trou noir dans les sciences humaines

Olivier Maurel

Ed. L'Instant Présent

2012 - 175 p. - 23 €



La violence des personnes, des guerres, des relations sociales et politiques prend sa source dans l'enfance, avec la violence éducative, infligée par les parents ou les enseignants patentés. Après avoir expliqué ce point de vue, principalement par de multiples exemples, l'auteur de « La Fessée », analyse une vingtaine d'ouvrages sur la violence, parus ces dix dernières années, auxquels ont collaboré une centaine d'auteurs. Près de 80 % d'entre eux ignorent la violence éducative et ses effets. Il démasque les pulsions de destruction et de mort invoquées, comme des prétextes pour justifier la violence éducative. Mais s'il dénonce les abus violents, il ne remet pas en cause la relation éducative en elle-même, pourtant particulièrement violente, entre un éducateur et un éduqué. Une éducation sans violence qui « humanise les hommes » lui semble donc, ici, possible – sans autres précisions. JPL.

Il démasque les pulsions de destruction et de mort invoquées, comme des prétextes pour justifier la violence éducative. Mais s'il dénonce les abus violents, il ne remet pas en cause la relation éducative en elle-même, pourtant particulièrement violente, entre un éducateur et un éduqué. Une éducation sans violence qui « humanise les hommes » lui semble donc, ici, possible – sans autres précisions. JPL.

**B . D .**

**La gauche bling-bling**

Aymeric Mantoux, Benoit Simmat, Philippe Bercovici  
Ed. 12 bis  
2012 - 58 p. - 12 €



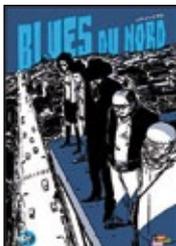
Il y a parfois des raccourcis et des caricatures peu reconnaissables, mais pour ceux et celles, en particulier les plus jeunes qui n'ont pas connu les années Mitterrand, voici un utile rappel des affaires qui ont entaché le passé du parti socialiste et de ses leaders, pratiquement tous issus de la haute bourgeoisie.

Après avoir lu cela, vous serez moins déçu en constatant que le retour des socialistes au pouvoir ne correspond pas tout à fait à ce que vous entendez par une politique de gauche. FV.

**Blues du nord**

Viravog  
Ed. Kstr/Casterman  
2012 - 120 p. - 16 €

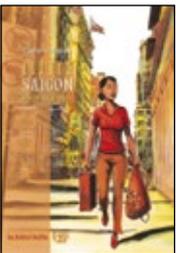
L'auteur nous présente successivement une tranche de la vie d'habitants du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris : un vieux Sénégalais à la retraite, une grand-mère asiatique qui tient un restaurant, une jeune enseignante d'origine maghrébine, un juif orthodoxe et un dealer. Rien ne semble les relier jusqu'à ce que la police cherche à arrêter la grand-mère asiatique sans papiers. Avec humour, il nous décrit alors une montée en puissance d'une crise qui va finalement mobiliser tout le quartier ! Efficace plaidoyer contre la France de Sarkozy. MB.



**Little Saïgon**

Clément Baloup  
Ed. La Boîte à bulles  
2012 - 252 p. - 22 €

Après un premier tome consacré aux réfugiés vietnamiens en France, l'auteur se rend aux Etats-Unis pour recueillir d'autres témoignages, principalement de femmes, d'anciens boat-peoples ou d'immigration plus récente. Ce reportage graphique est très bien réalisé, jouant sur les couleurs pour distinguer le moment présent des souvenirs. L'occasion de se souvenir des raisons pour lesquelles on peut choisir d'immigrer. Ce n'est pas seulement un rêve de richesse qui vous pousse à l'exil. Le deuxième tome montre une différence avec la France : les quartiers communautaristes typiques des Etats-Unis où certains cultivent la nostalgie. FV.



**La grippe coloniale T2 - Cyclone la peste**

Serge Huo-Chao-Si et Apollo  
Ed. Vent d'Ouest  
2012 - 54 p. - 13,90 €

Après la guerre de 14-18, la grippe espagnole fait des ravages sur l'île de la Réunion.

Au-delà de la peur qui s'installe sur une île abandonnée à son sort, les auteurs montrent avec talent le processus colonial et les différentes formes de racisme dans une société hiérarchisée selon les "couleurs".

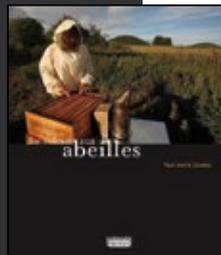


**Beaux livres**

**Le volcan aux abeilles**

Paul-André Coumes  
Ed. du Rouergue  
2012 - 190 p. - 33 €

Avec de magnifiques photos, suivi d'une apicultrice pendant une année dans la région du Sancy (Puy-de-Dôme). Une manière très esthétique de nous initier au métier et de magnifier le geste tout comme la nature environnante. FV.



**Musique**

**Volume Lab°**

Production Mille Milliards  
2011 - 12 titres - 45 mn - 10 €

Lab° fait partie de ces groupes iconoclastes qui œuvrent à la recherche de nouvelles sonorités. Utilisant autant des instruments que des sons électroniques, ils créent en continu et nous proposent à chacun de leurs albums une nouvelle exploration sonore. En constante évolution, ils sortent des sentiers battus pour nous avancer des alternatives musicales qui font défaut à de nombreux groupes qui se contentent de reprendre des recettes leur assurant popularité et recettes économiques. Qui plus est, Lab° témoigne d'un engagement politique – ils ont joué en faveur à la lutte contre l'EPR en 2006 à Cherbourg – et restent fidèle aux structures indépendantes. Que de raisons de les soutenir ! JP.



■ **"Européens" en Algérie indépendante**, Hélène Bracco, éd. Non lieu, 2012, 224 p. 15 €. Réédition d'un livre d'une trentaine d'entretiens avec des Européens qui ont fait le choix de rester en Algérie au moment de l'indépendance, en 1962. Une autre vision sur le conflit et la colonisation française.

■ **Les abeilles et le chirurgien**, Henri Joyeux, éd. du Rocher, 2012, 200 p. 14,50 €. Chirurgien renommé, l'auteur raconte tous les bienfaits que l'on doit à l'abeille et l'importance de la préserver à un moment où sa présence est menacée (pesticides, OGM, ondes électromagnétiques...).

■ **Maire en milieu rural**, Josette Fournié, éd. Yves-Michel, 2012, 168 p. 12 €. Maire d'une petite commune (80 électeurs), l'auteur explique son parcours d'agricultrice bio, comment elle se retrouve maire et son expérience communale. L'ouvrage se termine par des questions autour des questions de solidarité, de démocratie et de citoyenneté.

■ **Environnement et société**, Chantal Aspe et Marie Jacqué, éd. Quæ, 2012, 280 p. 32 €. Comment l'environnement au départ notion scientifique est entré dans le domaine politique, comment la contestation de certaine forme de productions (et de pollutions) a favorisé l'émergence de mouvement puis de partis écologistes, comment l'environnement a glissé vers le développement durable, comment cela influence le droit, l'expertise, l'éducation... et remet la notion de complexité dans tous ces secteurs.

■ **Firewall T1 : Tchernobyl**, Xavier Bétaucourt et Jean-Jacques Dzialowski, éd. Bamboo, 2012, 48 p. 13,90 €. Après la guerre par virus informatique, une nouvelle étape est franchie : la possibilité de déconnecter le système nerveux humain par le biais des antennes relais de téléphone portable. L'agence gouvernementale Firewall va devoir contrer les visées d'une société mafieuse.

■ **La grande bleue**, Nathalie Démoulin, éd. du Rouergue, 2012, 208 p. 18,80 €. Roman autour de l'histoire d'une ouvrière de Besançon qui va suivre les évolutions de mai 68, l'occupation de l'usine de Lip, la pilule, les vacances d'été... tout en étant malheureuse dans son couple et en gérant des relations difficiles avec un frère détruit par la guerre d'Algérie. Chaque chapitre présente un événement d'une année, suffisamment marquant pour assurer la continuité de l'histoire. Une plongée dans le monde ouvrier d'alors.

■ **La vie très privée de Mr Sim**, Jonathan Coe, éd. Gallimard/Folio, 2012, 464 p. 8 €. Mr Sim est retrouvé en hypothermie grave, à moitié nu dans sa voiture. Comment en est-il arrivé là. A travers un road movie plus qu'original, plein d'humour, s'ouvre étape par étape la vie intime du personnage. Extrêmement bien conçue au niveau de l'écriture, même si cela démarre un peu lentement. Plein de bonnes réflexions sur les rapports humains d'aujourd'hui.

■ **Colonie de vacances**, Amélie Clément, éd. Petite Plume de carotte, 2012, 42 p., 14,50 €. Dès sept ans. Gabor part en colonie de vacances. Oublié par le car, il va découvrir la forêt et rencontrer un être inconnu qu'il amadouera. Jolies illustrations à l'aquarelle.

■ **Pour un socialisme vert**, Arno Münster, éd. Lignes, 2012, 142 p., 12,50 €. Tour d'horizon du paysage de l'écocapitalisme à travers l'évolution de ce courant et de ses tendances dans divers pays. On y visite les intellectuels qui ont nourri cette réflexion, d'André Gorz à Joël Kovel, de Michael Löwy à Alain Lipietz. « Vers l'écologie par la justice sociale ! ».

■ **Le bureau des complots**, Jérémy Mahot, éd. Delcourt/Shampooing, 2012, 126 p. 12,50 €. Et si la théorie des complots concernant les attentats du 11 septembre étaient une réalité ? L'auteur, avec un dessin des plus simplistes, imagine la vie de ceux qui travaillent dans le service forcément secret qui a programmé l'attentat.

# Silence, c'est vous aussi

## Devenez relais local

**V**ous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-dessous ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

## Rejoignez un relais local

- > **Aube.**  
Labo univ'X (groupe Silence)  
15b, rue Henri Lemasson, 10000 Troyes, rencontres3@gmail.com, tél. : 06 66 56 01 60  
<http://rencontres3.free.fr>
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.**  
Jean-Claude, tél. : 05 61 04 92 67, jeanclaude.geoffroy@orange.fr
- > **Besançon.**  
Martine Lionnet  
tél. : 03 81 83 35 95
- > **Bretagne.**  
Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.**  
Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net
- > **Est-Puy-de-Dôme.**  
Jean-Marc Pineau,  
Marette, 63290 Paslières,  
pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.**  
Valérie Cabanne  
tél. : 04 99 64 32 44  
cabvalerie@yahoo.fr
- > **Paris.**  
Mireille Oria,  
52 bis, boulevard Richard-Lenoir,  
75011 Paris,  
tél. : 01 43 57 20 83
- > **Saône-et-Loire.**  
Michel à Saint-Boil  
tél. : 03 85 44 06 40 ;  
Annabelle à Chalon sur Saône  
tél. : 03 85 93 57 54  
silence71@orange.fr
- > **Val-de-Marne.**  
groupesilence94@voila.fr

## Devenez Réd'acteur

**S**ilence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes.

Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net) à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.

## Devenez Stand'acteur

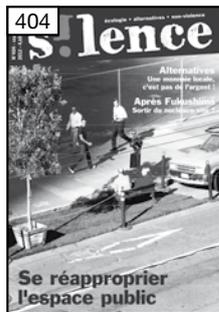
**V**otre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *Silence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous souhaitez tenir un stand lors d'une manifestation qui a lieu près de chez vous, contactez-nous.

Vous tenez un stand *Silence*\* (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !

\*Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec Silence !



### Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04 - Tél. : 04 78 39 55 33

[www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)

**Abonnements :** Claire Grenet ; mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h

**Dépôtaires, stands et gestion :** Béatrice Blondeau ; mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h

**Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard ; lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires :

IBAN : FR76 4255 9000 1121 0257 7250 350 - Code BIC : CCOFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre - Belgique,

98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39

IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

**Editeur :** Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 4<sup>e</sup> trimestre 2012 - **Tirage :** 5700 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Caroline Bojarski, Delphine Boutonnet, Frédéric Burnel, Myriam Cognard-Dechavanne, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Rafaël Trapet - **Directrice de publication :** Marie-Pierre Najman - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Guillaume Gamblin, Emilienne Grossemy, Marie-Pierre Najman, Gaëlle Ronsin - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Sophie Dodelin, Anne Girard, Natacha Gondran, Jean-Pierre Lepri, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret 09 53 04 30 40 - **Dessins :** Coco, Mathieu Colloghan, Lasserpe - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuel Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Georges Bartoli, Marie Clem's, Mike Groll, Harry Lynch, Joseph Malloch, Filipe Matos, Maulin, Marie-Lan Nguyen, Parlement Européen, Pascal Rathé, Adrian Sainz, Tepco, Ralph Wilson - **Et pour ce n° :** Caroline Bojarski, Coordination Rhône-Alpes des collectifs Non au gaz de schistes, Dominique Lalanne, P.F. Laraleuse, Nicolas de Metz, Claire Revol, Gaëlle Ronsin, Léo Sauvage, Agnès Sinai - **Couverture :** Marie Clem's - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



Les finances de Silence sont gérées par des comptes de la société financière La Nef. [www.lanef.com](http://www.lanef.com)



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. [www.enercoop.fr](http://www.enercoop.fr)



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impression modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin - 07502 Guilhérand-Granges Tél. 04 75 44 54 96 - [www.impression-modernes.fr](http://www.impression-modernes.fr)

# Commandes



## Numéros disponibles

- 360 Autoproduire pour se reconstruire
- 363 Téléphone (insup)portable !
- 368 A la recherche de l'écologie radicale
- 371 Valse des paniers autour des AMAP
- 374 Le corps, champ de bataille
- 376 Les murs, médias alternatifs
- 377 Élués et Genre
- 378 Apprendre sans école
- 380 Les frontières de la non-violence
- 383 Vivre en colocation
- 388 Ça marche !
- 390 Internet, l'envers de la toile
- 391 Après la vélorution
- 393 Contraception et autonomie
- 394 Le retour des monnaies locales
- 395 A la découverte de la presse alternative
- 396 Terres collectives

- 398 Expériences de transition
- 399 A votre santé ?
- 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)
- 401 Se former à la non-violence
- 402 Ces croyances qui nous dominent
- 404 Se réapproprié l'espace public
- 405 Avec les sans terres
- 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !

## Numéros régionaux

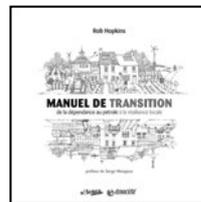
- 359 Seine Saint-Denis
- 364 Savoies
- 381 Essonne et Val-de-Marne
- 392 Auvergne
- 397 Lorraine
- 403 Yvelines et Hauts-de-Seine

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €). Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

**Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :**

## Livres

- Les 600 dates de l'écologie**  
12 €  
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4 €  
Autres pays, nous consulter.

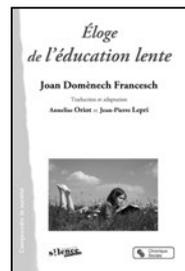


- Manuel de transition**  
20 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €  
Autres pays, nous consulter.

- Éloge de l'éducation lente**  
13,50 €

Frais de port :  
- métropole : 3 €  
- étranger : 4,5 €



Commandes groupées, nous consulter.

## Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

# Je m'abonne à s!lence

### France métropolitaine

- Découverte 1<sup>er</sup> abonnement 6 n° 20 €
- Particulier 1 an 46 €
- Institution 1 an 60 €
- Soutien 1 an 60 € et +
- Petit futé 2 ans 74 €
- Groupés par 3 ex\* 1 an 115 €
- Groupés par 5 ex\* 1 an 173 €
- Petit budget 1 an 32 €

\* à la même adresse

### Autres pays et Dom-tom

- Découverte 1<sup>er</sup> abonnement 6 n° 27 €
- Particulier 1 an 55 €
- Institution 1 an 68 €
- Soutien 1 an 60 € et +
- Petit futé 2 ans 85 €
- Petit budget 1 an 39 €

**Vous pouvez également vous abonner sur notre site en réglant par l'intermédiaire de PayPal.**

Total de votre règlement :

### Vos coordonnées :

MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) :

## AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 11 € par trimestre (abonnement normal)
- ..... € par trimestre (abonnement de soutien)

Après un an, je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

### Établissement teneur de mon compte à débiter

Nom de mon agence bancaire ou CCP : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

### Titulaire du compte

Nom et prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

### Compte à débiter

Établissement	Code guichet	N° de compte	Clé
_ _ _ _	_ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR :  545517	NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER : <b>Silence</b> 9, rue Dumenge 69317 LYON Cedex 04	Date et signature obligatoires :  _____
--	--	---

**Important :** joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

MERC D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

# Jouets-vous ?

## L'exposition qui se joue des clichés !



L'action de sensibilisation à l'égalité filles/garçons *Jouets-vous ?* est un atelier photographique qui s'est déroulé de septembre 2011 à juillet 2012 dans le collège Méliès, à Paris 19<sup>e</sup>.

A travers les jouets, 14 élèves de 5<sup>e</sup>, à savoir 6 garçons et 8 filles ont imaginé et photographié 12 propositions pour qu'il y ait plus d'égalité entre les filles et les garçons dans les métiers, les tâches quotidiennes, les modèles (héros et héroïnes) qui aident à nous construire, et la pratique sportive.

L'exposition photo *Jouets-vous ?* est une invitation au débat et aux échanges afin de susciter des réactions sur la question du genre, des stéréotypes sexistes, des questions liées à la problématique de l'égalité entre les filles et les garçons.

Vous êtes intéressé ? Pour les modalités de location de l'exposition *Jouets-vous ?*, Libres Terres des Femmes, 111, boulevard Mac Donald, 75019 Paris. Tel : 01 40 35 36 67, [jouets-vous@orange.fr](mailto:jouets-vous@orange.fr).  
Le blog : <http://jouetsvous.blogspot.fr>.